

## Congrès 2026

Université de Montréal, Campus MIL

### *Programme préliminaire*



# Partenaires

Département de science politique  
Faculté des arts et des sciences



Maison  
des affaires  
publiques et  
internationales  
Faculté des arts  
et des sciences



Centre de recherche interdisciplinaire  
sur la diversité et la démocratie **cridaq**



**CAPED** Collectif de recherche  
Action Politique et Démocratie



**CHAIRE  
TROTIER**

Transition énergétique  
Gouvernance  
Participation

**IPSA**  **AISP**

<b>Comment s’y rendre ?</b> .....	<b>5</b>
<b>HORAIRE</b> .....	<b>6</b>
<b>Adhérer à la SQSP et s’inscrire au congrès 2026</b> .....	<b>8</b>
<b>ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX</b> .....	<b>9</b>
Table ronde    La crise des démocraties: quel rôle pour les politologues?.....	10
Cocktail d’ouverture et remise des prix de la SQSP.....	11
Grande finale    Projecteur sur les politiques : concours de note de breffage en politiques publiques....	12
Grande conférence    Migrations et environnement : anciennes et nouvelles frontières de la souveraineté.....	13
Table-ronde    lancement de l’Encyclopédie de la science politique.....	14
Assemblée générale annuelle de la SQSP.....	15
Cocktail de l’Association internationale de science politique (AISP).....	16
Table-ronde    Les reculs environnementaux de l’action gouvernementale au Québec et au Canada.....	17
Atelier de formation    De la recherche à la BD.....	18
Table-ronde    Il y a 50 ans , le PQ prenait le pouvoir.....	19
<b>ATELIERS</b> .....	<b>20</b>
A1    La citoyenneté démocratique : discours, engagement et action.....	21
A2    Reconfigurations du politique en Afrique contemporaine : Souverainetés, frontières et dynamiques endogènes.....	22
A3    Démocraties en tension : érosion et reconfigurations citoyennes en Amérique latine.....	26
A4    La recherche empêchée : liberté d’expression et menaces envers la science et la liberté académique dans les médias.....	30
A5    La mobilité dans un Québec et un monde en mutation: Gouvernance et dynamiques d’appartenance.....	31
A6    Penser la communication politique aujourd’hui : théories, analyses et applications.....	34
A7    Les réseaux de l’antiféminisme. Circulations, convergences et institutionnalisation.....	36
A8    Agir dans un monde incertain : conjuguer les temporalités de l’action politique.....	37
A9    Gouverner par la responsabilité : les marges au prisme de la dépolitisation néolibérale.....	39
A10    Fabriquer le désir en politique. La métapolitique entre stratégie et concept.....	42
A11    La science politique et les politiques de santé au Québec et ailleurs.....	45
A12    Jeunes et politique – état des lieux sur les socialisations et expressions citoyennes à l’heure du numérique.....	49
A13    Recul démocratique et stratégies de résistance.....	51
A14    Écofiscalité et instruments coercitifs : quel avenir pour l’action environnementale et climatique?..	52
A15    Prendre au sérieux les utopies écologistes : pensées, pratiques et perspectives.....	54
<b>TABLES RONDES</b> .....	<b>56</b>
TB1    : Quand le terrain interroge l’éthique : responsabilité et réflexivité en science politique.....	57
TB2    Table ronde autour du livre « La politique des visas. Filtrer les mobilités internationales en Chine et en Algérie » de Juliette Dupont.....	58
TB3    Crise de la démocratie et crises dans les démocraties : débats politiques et académiques.....	60
TB 4    La justice face à la violence politique aujourd’hui : entre protection de l’État de droit et instrument de l’autoritarisme.....	61
TB5(ES)    Les concepts les plus importants en science politique : discussion autour du lancement de	

l'Encyclopédie AISP 2026.....	62
TB6    L'analyse du risque politique et la prospective : des pratiques à (ré-)insérer en science politique ?..	63
TB7    Table-ronde autour du livre d'Emilie Biland « Parents en quête de droits. Minorités de sexualité et de genre d'un continent à l'autre ».....	63
TB8    Dérives et possibilités de l'éthique en recherche.....	65
TB9    Reconfigurations régionales au Sahel : entre fragilité démocratique, sécurisation du politique et post-multilatéralisme.....	66
TB10    Changement climatique, minéraux critiques et équité socio-économique : Défis de la transition énergétique et du développement durable en Indo-Pacifique.....	67
TB11    Exceptionnalisme et politique étrangère.....	68
TB12    Table ronde sur le texte « Au-delà du paradigme majorité-minorité dans l'étude des États multinationaux : une proposition d'agenda de recherche ».....	69
TB13    Le Moyen-Orient entre ruptures et continuités : recompositions géopolitiques, mutations sociétales et enjeux de sécurité.....	70
<b>PANELS.....</b>	<b>71</b>
P1    La fin de la mondialisation à l'épreuve de l'histoire et du terrain.....	72
P2    Intelligence artificielle, algorithmes, communication politique et méthodes computationnelles : enjeux et usages en science politique.....	72
P3    Désordres informationnels et vérification des faits en Afrique subsaharienne : pratiques, défis et limites.....	74
P4    Les citoyens et citoyennes face à l'État : les interactions administratives comme enjeu politique.	75
P5    Les politiques de leurre : souveraineté, réconciliation et reproduction de l'État colonial.....	77
P6    Quelles analyses de la violence politique pour une science politique issue d'universités coloniales et de sociétés génocidaires ?.....	78
P7    Ploutocratie et Épistémocratie : Les deux visages de la crise de la représentation.....	80
P8    Pour une théorie politique offensive à l'ère de la « crise démocratique » : décentrer, ancrer, renouveler.....	81
P9    Nationalisme, pan-nationalisme et « alter »-nation : penser les nations à l'ère de la mondialisation..	82
P10    Complotisme, extrémisme et polarisation au Québec.....	84
P11    Le désengagement envers la Chine : est-ce possible ?.....	86
P12    Misogynie, masculinisme et antiféminisme au Québec.....	88
P13    Fédéralisme et gouvernance démocratique en transformation.....	90
P14    Le retour du nationalisme au Québec.....	94
P15    L'Union Européenne en transformation.....	95
P16    Parlements, tribunaux et pouvoir.....	98
P17    Féminisme, genre et résistance.....	101
P18    Communautés locales, vie associative et démocratie.....	103
P19    Théories de la démocratie et de la justice.....	105
P20    Science, IA et gouvernance.....	108
P21    Nationalisme, populisme et droite radicale au Canada et au Québec.....	111
P22    La gauche, la droite et l'appui à la souveraineté au Québec.....	113
P23    Politiques environnementales au Québec et au Canada: les défis de la transition.....	115
P24    L'Afrique en mutation.....	117

# Comment s'y rendre ?



Le congrès 2026 se tiendra au **Complexe des sciences du campus MIL** de l'Université de Montréal, situé à la jonction des quartiers Parc-Extension et Outremont.

Le campus est facilement accessible en transport en commun. Les stations de métro Acadie (4 minutes de marche) et Outremont (6 minutes) se trouvent à proximité. Le site est également bien desservi par les pistes cyclables et plusieurs stations BIXI sont situées à quelques pas. Veuillez noter que le stationnement est limité dans l'environnement immédiat du campus.

Plusieurs options de restauration se trouvent à proximité. Cafés, bistros et restaurants se concentrent notamment sur la rue Van Horne et l'avenue du Parc. À quelques minutes vers le nord, la rue Jean-Talon est reconnue pour la diversité de ses restaurants indiens et sud-est asiatiques.

**Complexe des sciences – campus MIL**  
1375, ave Thérèse-Lavoie-RouxM Montréal, QC H2V 0B3



## 6 mai 2026

	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle
8h30 - 9h00	Accueil et bienvenue (Atrium)								
9h00 - 10h30	A2.5	A11.5	P12	ES (CF.1)	A4.1	A9.1	TB4	A5.1	
10h30 - 10h45	Pause café								
10h45 - 12h15	P5.1	TB6	A6.1	ES (CF.2)	A4.2	A9.2	P9	A5.2	
12h15 - 13h45	Lunch + Événement spécial «Grande conférence    Migrations et environnement : anciennes et nouvelles frontières de la souveraineté (Salle B1007)								
14h00 -15h30	P5.2	A3.1	A6.2	P3	A4.3	A9.3	P13	A5.3	
15h30 - 15h45	Pause café								
15h45 - 17h15	TB9	A3.2	A6.3	P19	TB5 (ES)	A9.4	P17	A5.4	
17h30 - 19h30	Cocktail AISP + Assemblée générale annuelle de la SQSP								

## 7 mai 2026

	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle	Salle
8h30 - 9h00	Accueil et bienvenue (Atrium)								
9h00 - 10h30	A12.1	A3.3	A6.4	A7.1	P11	TB2	A15.1	P2	TB8
10h30 - 10h45	Pause café								
10h45 - 12h15	A12.2	A3.4	A6.5	A7.2	P16	TB12	A15.2	\	P22
12h15 - 13h45	Lunch + Événement spécial « Table-ronde    Les reculs environnementaux de l'action gouvernementale au Québec et au Canada » (Salle B1007)								
14h00 -15h30	A12.3	A3.5	P4	A7.3	P1	A-BD.1	P14	\	P24
15h30 - 15h45	Pause café								
15h45 - 17h15	A12.4	P20	P21	P10	P8	A-BD.2	P15	\	\
17h30- -19h00	Évènement retrouvailles Département de science politique : Table-ronde    Les 50 ans de la première élection du PQ + cocktail (salle B1007 et Atrium)								



# Adhérer à la SQSP et s'inscrire au congrès 2026

Pour participer au 63<sup>e</sup> Congrès, les participant·e·s doivent **être membres de la SQSP et s'inscrire au congrès avant le 26 avril 2026.**

## Adhérer à la SQSP

L'adhésion à la SQSP s'effectue exclusivement en ligne. Toutes les informations sont disponibles sur le site de la SQSP à l'adresse : <https://sqsp.uqam.ca/membres/adhesion/>. Pour participer au congrès de 2026, les participant·e·s doivent régulariser leur adhésion avant le 26 avril 2026.

Veuillez noter qu'une adhésion correspond au calendrier civil (de janvier à décembre). Il existe deux formes possibles d'adhésion. Vous pouvez adhérer à la SQSP seulement ou encore adhérer conjointement à la SQSP et à l'[Association canadienne de science politique](#).

Cotisation annuelle :

- Adhésion régulière SQSP (Membre SQSP seulement): 140,00\$
- Avec revue *Politique et Sociétés* en version papier: 170,00\$
- Adhésion étudiante SQSP (Membre SQSP seulement): 50,00\$
- Avec revue *Politique et Sociétés* en version papier: 80,00\$
- Adhésion membre retraité SQSP (Membre SQSP seulement): 100,00\$
- Avec revue *Politique et Sociétés* en version papier: 130,00\$

Pour les adhésions conjointes (membre SQSP et ACSP), nous vous invitons à compléter votre adhésion sur le site de l'[ACSP](#).

## S'inscrire au Congrès 2026

Pour participer au SQSP, il est nécessaire de s'inscrire en ligne avant le 26 avril 2026. Le formulaire d'inscription est disponible en cliquant sur le lien suivant : <https://event.fourwaves.com/fr/63congresssqspudem/inscription>

Frais d'inscription :

- Membre étudiant.e : 25\$
- Membre régulier.e : 85\$
- Membre retraité.e : 50\$

Pour plus d'informations, nous vous invitons à nous contacter à l'adresse [sqsp@uqam.ca](mailto:sqsp@uqam.ca)

# ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

## Table ronde || La crise des démocraties: quel rôle pour les politologues?

5 mai 2026, 12h30-13h45, salle B1007



*\*Organisée par la SQSP et le Département de science politique de l'Université de Montréal en collaboration avec le Centre d'étude sur la citoyenneté démocratique (CÉCD)*

Comment enseigner, faire de la recherche et intervenir dans l'espace public lorsque l'actualité impose l'urgence ? La crise contemporaine des démocraties interpelle directement la science politique : ses objets, ses méthodes, mais aussi sa place dans la vie collective. Entre le retrait prudent dans la proverbiale « tour d'ivoire » et l'engagement dans des débats parfois réduits à des lignes de front, les politologues sont confrontés à des choix complexes, traversés par des tensions éthiques, professionnelles et civiques. Cette table ronde propose un espace de discussion sur les responsabilités, les risques et les formes possibles de l'engagement des universitaires aujourd'hui, afin de réfléchir collectivement à la pertinence et au rôle de la science politique dans un monde marqué par l'incertitude, la conflictualité et la remise en cause des fondements mêmes du débat démocratique.

**Animation: Martin Papillon**, professeur titulaire, Université de Montréal et Président de la SQSP

### **Participant.es confirmé.es:**

- **Maïka Sondarjee**, Professeure agrégée, École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa
- **Frédéric Mérand**, Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal
- **Allison Harell**, Professeure titulaire, Département de science politique, UQAM
- **Sule Tomkinson**, Professeure agrégée, Département de science politique, Université Laval

## Cocktail d'ouverture et remise des prix de la SQSP

5 mai 2026 || 17h30 - 19h || Atrium



Département de science politique  
Faculté des arts et des sciences

Université   
de Montréal

Université   
de Montréal  
et du monde.

Maison  
des affaires  
publiques et  
internationales  
Faculté des arts  
et des sciences

**Événement organisé grâce au soutien de la revue Politique et sociétés, du Département de science politique de l'Université de Montréal et de la Maison des Affaires publiques et internationales de l'Université de Montréal**

Venez souligner l'ouverture du congrès 2026 en compagnie d'amis et de collègues.

Le cocktail d'ouverture sera également l'occasion de remettre les prix Jenson-Pétry et Bélanger-Andrews, qui récompensent respectivement le meilleur mémoire de maîtrise et la meilleure thèse de doctorat en science politique.

Vin, bière, rafraîchissements et bouchées seront offerts aux personnes inscrites.

## Grande finale || Projecteur sur les politiques : concours de note de breffage en politiques publiques

6 mai 2026 || 9h00 - 12h15 ||



*\* Organisée par la Maison des affaires publiques et internationales, UdeM*

Grande finale du concours d'idées en politique publique organisé par la Maison des Affaires publiques et internationales de l'Université de Montréal. Ce concours vise à mobiliser les talents de nos cohortes étudiantes aux cycles supérieurs (maîtrise avec stage, mémoire et doctorat). L'objectif est d'élaborer des solutions concrètes et novatrices aux enjeux émergents des **politiques québécoises et canadiennes dans une note de breffage succincte**.

Les auteurs des meilleures notes à la maîtrise au doctorat seront invités à présenter leur travail devant un jury composé de praticiens et d'experts en politiques publiques lors de la SQSP.

**Prix** : 1er prix : 750 \$ ; 2e prix : 500 \$ ; 3e prix : 250 \$ (les prix seront remis en forme de bourse). Les meilleures notes de breffage seront publiées sur le site web de la Maison des affaires publiques et internationales de l'Université de Montréal.

**Pour accéder à [l'appel à propositions](#)**

**Date limite de soumission de la note de breffage:** 1 mars 2026

# Grande conférence || *Migrations et environnement : anciennes et nouvelles frontières de la souveraineté*

6 mai 2026 || 12h30 - 13h45 || B1007

**Benjamin Boudou, Université de Rennes et IDPSP**



*\*Un évènement organisé par l'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ERIQQA) et l'Initiative de recherche sur l'immigration (IRI).*

À l'heure où la démocratie libérale est contestée et où la parole scientifique est de plus en plus disqualifiée dans l'espace public, la science politique est confrontée à une alternative trompeuse : se réfugier dans la neutralité ou assumer un rôle prescriptif au risque de l'activisme. Je défendrai une autre voie : celle d'une science politique pluraliste, capable de rassembler enquête empirique, clarification conceptuelle et évaluation normative.

Pour en montrer la nécessité, je partirai de l'articulation de deux enjeux particulièrement politisés, les migrations et le changement climatique, autour d'un argument qui a émergé récemment selon lequel « au nom de la lutte contre le changement climatique, il faut restreindre les migrations ». On peut l'appeler « écosouverainisme » : alors même que le dérèglement climatique semble remettre en cause la centralité des frontières, cet argument entreprend de « verdir » la souveraineté en combinant programme écologique progressiste et politiques migratoires restrictives. Il repose sur trois prémisses : a) la migration Sud-Nord augmente l'empreinte carbone des migrants ; b) les normes internationales visant à lutter contre le changement climatique sont des atteintes à l'autonomie des États-nations ; c) il faut concevoir l'État-nation comme un écosystème vulnérable dont l'équilibre serait menacé par des flux migratoires. Je démontrerai que ces trois prémisses reposent sur des simplifications empiriques, une conception de la souveraineté inadéquate et une logique normative incohérente.

**Bio:** Benjamin Boudou est professeur de science politique à l'Université de Rennes et chercheur à l'Institut du Droit Public et de la Science Politique (IDPSP). Il est rédacteur en chef de la revue *Raisons politiques* et fellow de l'Institut Convergences Migrations. Il est l'auteur de *Politique de l'hospitalité, Une généalogie conceptuelle* (CNRS Éd., 2017) et de *Le dilemme des frontières, Éthique et politique de l'immigration* (Éd de l'EHESS, 2018). Ses travaux en théorie politique des migrations, de la démocratie et de la citoyenneté ont été publiés dans *Citizenship Studies*, *European Journal of Political Theory*, ou *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Il travaille actuellement à un ouvrage intitulé *Démocratie migrante. Une théorie politique de l'inclusion*.

## Table-ronde || lancement de l'Encyclopédie de la science politique

6 mai 2025 || 15h45 - 17h15



*\*Organisée par l'Association internationale de science politique (IPSA)*

- **Kim Fontaine-Skronski**, Association internationale de science politique
- **Daniel Stockemer**, Université d'Ottawa
- **Audrey Gagnon**, Université d'Ottawa
- **Michèle Rioux**, Université du Québec à Montréal
- **Daniel Salée**, Université Concordia

La politique du XXI<sup>e</sup> siècle a pris des tournants inattendus et déstabilisants. Les démocraties ne sont plus en plein essor, mais en déclin (rapide), le populisme s'est répandu aux quatre coins du monde, des questions controversées polarisent nos sociétés et des guerres font rage à travers le globe. Comment les politologues ont-ils abordé ces transformations ? Comment se sont-ils adaptés aux nouveaux défis que présentent la désinformation, la radicalisation ou la réorganisation de l'ordre international ?

L'Encyclopédie de la science politique vise à apporter un éclairage sur ces questions en examinant les phénomènes les plus pressants de la politique contemporaine. À cette fin, les éditeurs ont invité des universitaires du monde entier à rédiger une synthèse succincte des 200 concepts les plus fréquemment utilisés en science politique au cours des dix dernières années (de 2014 à 2023).

Cette table-ronde sera l'occasion de discuter de certains des concepts les plus importants en science politique, parmi les 100 premiers concepts publiés jusqu'ici.

## **Assemblée générale annuelle de la SQSP**

**6 mai 2026 || 17h30 - 18h30**

Les membres sont invités à participer à l'Assemblée annuelle afin d'échanger sur les priorités de la SQSP et de procéder à l'élection du nouveau Conseil d'administration.

## Cocktail de l'Association internationale de science politique (AISP)

6 mai 2026 || À partir de 18h || Atrium



*\*Événement organisé grâce au soutien de l'Association internationale de science politique (AISP)*

Vin, bière, rafraîchissements et bouchées seront offerts aux personnes inscrites

## Table-ronde || Les reculs environnementaux de l'action gouvernementale au Québec et au Canada

7 mai 2026 || 12h30 - 13h45



CHAIRE  
TROTTIER

Transition énergétique  
Gouvernance  
Participation

*\*Organisée par la Chaire Trottier – Transition énergétique, gouvernance et participation (Université de Montréal)*

### Participant.es :

- **Annie Chaloux**, professeure en science politique, Université de Sherbrooke, titulaire de la Chaire de recherche en diplomatie scientifique climatique
- **Valériane Champagne Saint-Arnaud**, professeure en marketing, Université Laval
- **Geneviève Paul**, directrice générale, Centre québécois du droit de l'Environnement
- **Marc-André Viau**, Directeur des relations gouvernementales, Équiterre

Animé par **Laurence Bherer**, professeure en science politique, Université de Montréal, co-titulaire de la Chaire Trottier – Transition énergétique, gouvernance et participation.

### Description

Avec les chamboulements politiques de la dernière année, on assiste à un recul des mesures environnementales, autant au Québec et au Canada que dans plusieurs autres pays dans le monde. Ce recul s'accompagne de discours qui minimisent l'urgence environnementale au profit de l'urgence économique et stratégique.

Quels sont les effets immédiats de ces reculs autant sur les programmes et les acteurs qui agissent pour l'environnement? L'objectif ici est de faire un portrait concret des effets directs et indirects sur l'action environnementale de l'État et celle des différents acteurs qui agissent pour l'environnement (entreprises vertes, groupes militants écologistes et collectifs citoyens, experts et professionnels climatiques, etc.).

Comment comprendre ce recul au Québec et au Canada? Est-ce l'expression d'une certaine frilosité gouvernementale par rapport aux réactions négatives à l'égard de certaines mesures environnementales ou plus généralement, une réaffirmation d'un agenda économique en faveur de la croissance?

Quelles sont les solutions et stratégies actuellement adoptées ou discutées pour faire face à ce recul? Est-ce qu'il faut encore aller plus loin pour informer et conscientiser les citoyens sur les limites planétaires ou nous avons atteint la limite de ce modèle? Qui sont les acteurs qui sont en position de répondre à ce recul actuellement?

## Atelier de formation || De la recherche à la BD

7 mai 2026 || 14h00 - 17h15

**-SUR INSCRIPTION-**

**CAPED** Collectif de recherche  
Action Politique et Démocratie

*\*Une formation proposé par Romain Dutter en collaboration avec le Collectif de recherche Action Politique et Démocratie (CAPED)*

Comment transformer sa recherche en BD ? Comment retranscrire un processus de recherche (recherche de sujet, de directeur et directrice de recherche, de bibliographie, de terrain, d'archive, de corpus, d'écriture) par le biais de ce medium ? Comment présenter le processus même de définition d'un sujet de recherche ?

Nous vous proposons de participer à cet atelier BD (scénario et/ou dessin) avec Romain Dutter, auteur / scénariste de romans graphiques.

Au programme de cet atelier de sensibilisation :

- (Re)découverte du médium BD et de ses différentes étapes de création (l'idée, l'écriture, le découpage, le dessin) et apprentissage de ses codes et spécificités.
- Réalisation individuelle d'une planche, d'une page sur le processus de recherche en sciences humaines et sociales.



Romain Dutter est auteur / scénariste de romans graphiques. Après *Symphonie Carcérale*, *petites et grandes histoires des concerts en prison* (2018), il a publié en 2021 *Goodbye Ceausescu, un road-trip documentaire dans la Roumanie post-communiste*. Sa dernière BD, *Le jour d'avant* (l'adaptation du roman de Sorj Chalandon sur la catastrophe minière de Liévin en 1974) est sortie le 16 mai 2024. Il a récemment achevé l'écriture de son quatrième projet d'écriture, *Pura vida* Parallèlement à l'écriture de scénarios pour la BD, Romain mène des interventions et ateliers BD auprès de différents publics en France et à l'étranger.

## Table-ronde || Il y a 50 ans , le PQ prenait le pouvoir

7 mai 2026 || 17h30 - 19h || B1007 et Atrium

Cette table-ronde organisée dans le cadre des *Grandes retrouvailles du Département de science politique de l'Université de Montréal* rassemblera des personnes engagées politiquement au Québec et des membres enseignants et chercheurs de la communauté universitaire ayant vécu cette période historique ou des étudiants de la dynamique sociale et politique québécoise.

### Intervenant.es

Martine Tremblay

Evelyne Brie

Francis Garon

Véronique Hivon

Richard Nadeau

La conférence sera suivie d'un cocktail de retrouvailles.

Les places étant limitées, nous vous conseillons de vite vous inscrire.

Au plaisir de vous voir!

Inscription obligatoire: <https://pol.umontreal.ca/grandes-retrouvailles-2026/>



The banner features a dark blue background with a photograph of an audience on the left. On the right, text in white and light blue provides details about the event. The University of Montreal logo is in the top left corner. The event title is in large white font, followed by the department name. The date, time, and location are listed at the bottom with corresponding icons. The event is presented by TD Assurance, with their logo and name also included.

Université de Montréal et du monde.

Conférence « Il y a 50 ans, le Parti québécois prenait le pouvoir »

Département de science politique

Les Grandes Retrouvailles

présentées par TD Assurance

7 mai 2026 17 h 00 à 21 h 00 Campus MIL

# ATELIERS

## A1 || La citoyenneté démocratique : discours, engagement et action

**Responsable(s) :** Marc André Bodet (U. Laval), Allison Harell (UQAM), Frédérick Bastien (U. de Montréal) et Maxime Coulombe (U. Concordia).

**Atelier co-organisé par le FoDEM, le LACPOP et le CÉCD**

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone, Sociologie et comportements politiques

**Horaire:**

- **A1.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A1.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A1.3 : 5 mai 2026, 14h-15h30**

**Résumé :** La citoyenneté démocratique constitue un concept riche et multidimensionnel qui dépasse largement la participation électorale. Elle englobe les apprentissages qui conduisent à diverses formes de participation politique et les retombées institutionnelles de cet engagement. Elle couvre le développement de l'identité citoyenne, de la cohésion sociale et des compétences politiques, les lieux de débat et de délibération de la vie démocratique, les formes d'action qui s'expriment dans l'espace public, ainsi que les instances de pouvoir qui structurent la vie en société. Cet atelier se donne pour objectif de rassembler des recherches empiriques innovantes qui mobilisent les outils et les perspectives des sciences sociales — science politique, communication, sociologie, psychologie, entre autres — afin de proposer un portrait approfondi et nuancé de la citoyenneté démocratique aujourd'hui, que ce soit dans le contexte québécois ou dans une perspective comparée. L'accent sera mis sur des contributions qui s'appuient sur des données originales et qui déploient des méthodologies rigoureuses, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives.

### **A 1.1 : Populisme et polarisation**

Président : **André Blais** (Université de Montréal)

Commentateur : **Marc André Bodet** (Université Laval)

- **Morgane Beaumier** (Université du Québec à Trois-Rivières), *Le peuple contre qui ? La place des élites et des groupes sociaux dans le discours populiste.*
- **Semih Cakir**, (Université d'Ottawa) et **Markus Wagner** (Université de Vienne), *Réduire expérimentalement l'hostilité envers les partis adverses : qui est affecté, et comment ?*
- **Sarah-Jane Vincent** (Stony Brook), *Dans le rang: quand les normes sociales colorent nos croyances.*
- **Valentin Pautonnier** (Université de Montréal), *Quand le rural compte : identité, ressentiment et le clivage électoral au Canada*

## **A 1.2 : La représentation politique**

Président : **Maxime Coulombe** (Université Concordia)

Commentateurs : **Allison Harell** (Université du Québec à Montréal) et **Frédéric Bastien** (Université de Montréal)

- **Benjamin Ferland** (Université d'Ottawa) et **Eric Merkley** (University of Toronto), *La polarisation des élites au Canada et ses conséquences.*
- **Laurianne Martin** (Université Laval), *La représentation régionale dans un parlement unicaméral : le cas du Québec.*
- **Matthew Taylor** (Université de Montréal), *Le prix du pouvoir ? Les gouvernements fédéraux et les résultats électoraux des partis provinciaux depuis 2000.*
- **Tania Gosselin** (UQAM), *Compétence, agence, sociabilité ou moralité ? La personnalisation négative des leaders de partis politiques.*
- **Alexandre Rivard** (Université Athabasca), *Capital immobilier : le logement comme investissement et protection d'investissement chez les Canadiens.*

## **A 1.3 : Identité, culture et conséquences politiques**

Présidente : **Valérie-Anne Mahéo** (Université Laval)

Commentatrice : **Evelyne Brie** (Université de Montréal)

- **Baowen Liang** (Université du Québec à Montréal), *Individualisme, collectivisme et redistribution inclusive envers les immigrants.*
- **Evens Mensah** (UQAM), *Afrodescendants en France: Entre mémoire contestée et quête d'appartenance.*
- **William Beaudry** (Université Laval), *La participation politique des personnes autochtones au Canada : dépasser le vote pour comprendre la diversité des moyens de participation et d'actions politiques.*
- **Anne Imouza** (McGill), *La perception de l'intelligence artificielle au Canada: une approche intersectionnelle.*

## **A2 || Reconfigurations du politique en Afrique contemporaine : Souverainetés, frontières et dynamiques endogènes.**

**Responsable(s) :** Maxime Duchâteau (UdeM), Aboubacar Sidiki Amara SYLLA (UdeM), Nicolas Klingelschmitt (UQAM), Frédéric Mérand (UdeM)

**Section thématique :** Politique comparée, Sociologie et comportements politiques, Relations internationales et politiques mondiales

**Horaire:**

- **A2.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A2.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A2.3 : 5 mai 2026, 14h-15h30**
- **A2.4 : 5 mai 2026, 15h45-17h15**
- **A2.5 : 6 mai 2026, 9h-10h30**

**Résumé :** Les sociétés africaines n'ont pas échappé aux profondes reconfigurations politiques provoquées par la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19. Ces crises ont à la fois rendu visible l'enracinement des rivalités géopolitiques mondiales en Afrique, suscité des réponses discursives et concrètes très diverses entre « néo-souverainisme », panafricanisme et autres projets d'intégration régionale, et entraîné des transformations sociopolitiques profondes à l'échelle des sociétés nationales africaines. Cet atelier propose d'appréhender ces mutations.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre des Rencontres Dakar-Montréal de la science politique.

### **A2.1 - L'Afrique en recomposition; entre borderization et démarcations**

États et sociétés africains connaissent de grands bouleversements à l'échelle internationale et dans leurs relations avec le reste du monde. On observe l'exacerbation de nombreuses rivalités entre grandes et moyennes puissances, qui se disputent le contrôle des ressources, des flux commerciaux, des infrastructures de transport, ou encore des zones d'influence. A ce titre, ces puissances appliquent une politique étrangère proactive en Afrique, et participent au remodelage des frontières matérielles, symboliques ou discursives. Ce panel se propose d'étudier comment ces dynamiques de « frontiérisation » (ou borderization) se manifestent.

**Modération :** à venir

- **Brendon Novel** (Université de Montréal), *La reconnaissance israélienne du Somaliland : un jalon décisif dans la fabrique de la souveraineté ?*
- **Othman Regragui** (Université Laval), *Les enclaves-forteresses : La teichopolitique espagnole à Ceuta et Melilla*

- **Tatiana Smirnova** (Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques), *Les imaginaires impérialistes russes de l'Afrique : entre héritage soviétique, productions académiques et dispositifs de propaganda*
- **Guy Bucumi** (Collège Militaire Royal de Saint Jean Sur Richelieu), *Pluralisme juridique, religions et recompositions de la souveraineté en Afrique contemporaine*

## **A2.2 - Reconfigurations politiques et redéfinition des souverainetés à l'échelle méso-africaine**

Les crises mondiales et l'intensification des rivalités géopolitiques en Afrique favorisent la cristallisation de discours "néo-souverainistes" et panafricanistes, se traduisant par la mise en oeuvre de projets d'intégration régionale inédits, sur fond de critique du néocolonialisme. Au-delà de leur potentiel émancipateur, ces discours servent notamment à justifier la prise du pouvoir par les militaires dans plusieurs États africains, et alimentent la formation de nouvelles alliances interétatiques comme l'Alliance des États du Sahel (AÉS). Parallèlement, néo-souverainismes et panafricanismes s'accompagnent d'une remise en question du principe d'intangibilité des frontières hérité de l'OUA en 1963. Ce panel se propose d'explorer les dynamiques contemporaines de recomposition du pouvoir et de redéfinition des souverainetés à l'échelle régionale et infrarégionale.

**Modération :** à venir

- **Grace Lituba** (Université du Québec à Montréal), *Transitions politiques en Afrique subsaharienne : entre révolution(s) et statu quo. Etude de cas : le Burkina Faso et la République du Congo*
- **Mamadou Sylla** (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), *Quel est l'état de la mise en oeuvre et les défis de la gouvernance climatique au sahel à travers le Sénégal, la Mauritanie et le Mali ?*
- **Sokhna Ndiaye** (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), *Identifier les dynamiques sociales, politiques et institutionnelles influençant la participation des femmes à la prévention de l'extrémisme violent au Mali et au Niger*
- **Walid Ferguen** (Université du Québec à Montréal), *Ingérences croisées: recompositions sécuritaires et souveraineté fragmentée au Mali*

## **A2.3 - L'Afrique en train de se (re)faire**

Les sociétés africaines, loin d'être de simples spectatrices des reconfigurations politiques à l'oeuvre sur le continent, participent activement à ces mutations et en façonnent les trajectoires. Ce troisième panel propose d'examiner la manière dont les acteurs locaux s'approprient, contestent ou réinventent les cadres de la souveraineté et de la gouvernance face aux transformations géostratégiques et régionales contemporaines. En mettant l'accent sur les dynamiques endogènes, il s'agira de comprendre comment les sociétés africaines contribuent à la redéfinition du politique, qu'il s'agisse de nouvelles

formes de mobilisation citoyenne, de recompositions territoriales, ou d'expérimentations institutionnelles à différentes échelles. Ce panel invite ainsi à réfléchir à l'Afrique non pas comme un espace passif des rapports de force internationaux, mais comme un laboratoire de réinvention du politique dans un contexte mondial en mutation.

**Modération** : à venir

- **Samira Tacherifet** (Ecole des Sciences de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal), *Patrimoine mondial et dynamiques endogènes : la Casbah d'Alger comme espace de négociation entre normes globales et pratiques locales*
- **Thioro Gueye** (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), *La participation politique des jeunes à l'ère du numérique : entre mobilisation sociale et engagement électoral : regard croisé sur le Sénégal et le Québec*
- **Bathie Ndiaye** (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), *L'influence des scissions partisans sur le processus de démocratisation au Sénégal.*
- **Alexandra Lamarche** (UdeM), *Agentivité civile et reconfiguration de l'autorité politique en République centrafricaine*

#### **A2.4 - Démocratie et autoritarisme en Afrique**

Ce panel réunit des chercheurs sénégalais et québécois mettant les théories, les méthodes et les outils de la politique comparée à l'épreuve de terrains de recherche qui, tout en étant éloignés sur le plan géographique, permettent des rapprochements et des éclairages féconds pour la science politique.

Modérateur : **Mamoudou Gazibo** (Université de Montréal)

- **Jean-Charles BIAGUI** (Université Cheikh Anta Diop), *Les coups d'Etat en Afrique de l'Ouest au regard des théories sur le prétorianisme*
- **Ndeye Astou NDIAYE** (Université Cheikh Anta Diop), *Recul démocratique sans rupture. Gouvernement constitutionnel et résistances diffuses en Afrique de l'Ouest*
- **Jean LACHAPELLE** (Université de Montréal), *Révolutions et contre-révolutions en Afrique du Nord : Bilan et leçons*
- **Abdou Rahmane THIAM** (Université Cheikh Anta Diop), *titre à confirmer*

#### **A2.5 - État et souveraineté : une comparaison Afrique-Europe**

Ce panel réunit des chercheurs sénégalais et québécois mettant les théories, les méthodes et les outils de la politique comparée à l'épreuve de terrains de recherche qui, bien qu'éloignés sur le plan géographique, permettent des rapprochements et des éclairages féconds pour la science politique.

Modération : à venir

- **Magdalena DEMBINSKA** (Université de Montréal), *Frontières contestées : le choc des souverainetés en Europe centrale et de l'Est*
- **Boubacar KANTE** (Université Cheikh Anta Diop), *De la survivance à la convivance. La Sénégambie méridionale, une zone transfrontalière en mutation*
- **Frédéric MÉRAND** (Université de Montréal), *La souveraineté numérique et géopolitique en Europe*
- **Alioune Badara DIOP** (Université Cheikh Anta Diop) titre à confirmer

Discutant : **Mamoudou GAZIBO**, Université de Montréal

## **A3 || Démocraties en tension : érosion et reconfigurations citoyennes en Amérique latine**

Responsable(s) : Roman Perdomo (UdeM), Julián Durazo, Hermann (UQAM)

**Atelier organisé par l'Équipe de recherche interuniversitaire sur l'inclusion et la gouvernance en Amérique latine (ÉRIGAL)**

**Section thématique :** Politique comparée

**Horaire:**

- **A3.1 : 6 mai 2026, 14h-15h30**
- **A3.2 : 6 mai 2026, 15h45-17h15**
- **A3.3 : 7 mai 2026, 9h-10h30**
- **A3.4 : 7 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A3.5 : 7 mai 2026, 14h-15h30**

**Résumé :** Les transformations récentes du champ politique, marquées par la polarisation, la désinstitutionnalisation et l'usure des valeurs et pratiques démocratiques, obligent à repenser les cadres analytiques à partir desquels la science politique appréhende la démocratie et ses recompositions. En Amérique latine, les processus d'érosion démocratique se manifestent moins par des ruptures institutionnelles ouvertes que par des transformations graduelles. La démocratie demeure formellement procédurale, mais se vide partiellement de sa substance, fragilisée par la concentration du pouvoir, l'épuisement des mécanismes de représentation et la désaffection citoyenne découlant de promesses substantielles non tenues. Ces dynamiques invitent à réfléchir aux formes contemporaines de « démocratie de faible intensité », caractérisées par des inégalités persistantes d'inclusion, de participation et de reconnaissance. Cet atelier structuré autour de **cinq panels thématiques** s'inscrit dans une réflexion collective de l'ÉRIGAL sur les transformations politiques à l'échelle du continent.

### **A3.1 – Érosion démocratique, résistances et droits humains**

**Modératrice et discutante :** Charmain Levy (UQO)

**Description :** Ce panel analyse les dynamiques contemporaines d'érosion démocratique en Amérique latine, les formes de résistances sociales et institutionnelles qu'elles suscitent, ainsi que leurs implications pour les droits humains et la citoyenneté.

- **Saúl Rodríguez** (UQAM) *Civilian Militarism and Democracy: An Illiberal Model of Governance Going Global*
- **Jean-François Mayer** (Concordia) *Mobilisation de la base pour lutter contre l'érosion démocratique : l'expérience des travailleuses domestiques au Brésil*

- **Ana Neiva Cardante** (UdeM) *Faire adopter une politique de santé publique face à l'industrie agroalimentaire : le cas de l'étiquetage nutritionnel au Mexique*
- **France Hubert** (ULB) *Pratiques (infra)politiques de femmes rurales en Colombie : une construction de la paix qui ne dit pas son nom ?*

### A3.2 – Citoyenneté et expérience du politique en contexte d'érosion démocratique

**Modérateur et discutant :** Jean-François Mayer (Concordia)

**Description :** Ce panel examine les recompositions de la citoyenneté en Amérique latine dans des contextes de fragilisation démocratique, à partir de l'expérience du populisme, des enjeux d'identités, des pratiques médiatiques et des initiatives locales de care.

- **Paula Salcedo Luciano** (UQAM) *L'identité dominico-haïtienne : une lutte pour la reconnaissance face aux pratiques d'exclusion de l'État dominicain*
- **Pedro Zelaya Licona** (UdeM) *Populisme par le bas : pour une approche rhétorique ancrée dans l'expérience vécue*
- **Guilherme Cavalcanti** (Université de Brasília) « *Les médias devraient informer, et non endoctriner la population* » : *identités politiques et pratiques informationnelles dans le district fédéral brésilien*
- **Celia Sales** (UQAM) *Le rôle des communautés de care dans la participation citoyenne des femmes à Bogotá*

### A3.3 – Régimes subnationaux, gouvernance et institutions

**Présidente et discutante :** Françoise Montambeault (UdeM)

**Description :** Ce panel porte sur les régimes politiques à l'échelle subnationale, en mettant l'accent sur la gouvernance, les arrangements institutionnels, les conflits de pouvoir et les médiations politiques, incluant les dynamiques transnationales.

- **Julián Durazo-Herrmann** (UQAM) *Citoyenneté et mise à l'agenda : la représentation médiatique des groupes vulnérables dans la presse de Veracruz.*
- **Roman Perdomo** (UdeM) *La production de l'inaction anticorruption dans les services publics urbains à Lima et São Paulo*
- **Jeremy Lemay-Beaudry** (UQAM) *Territoires extractifs et remaniements de la citoyenneté : accords entre firmes minières étrangères et communautés autochtones-paysannes de l'Altiplano bolivien*
- **Sébastien Couture-Gonzalez & Grace Lituba** (UQAM) *Enjeux de gouvernance au Venezuela, entre emprise américaine et gouvernance(s) locale(s)*

### A3.4 – Genre, diversité sexuelle et identités

**Présidente et discutante :** Geneviève Pagé (UQAM)

**Description :** Ce panel explore les reconfigurations de la citoyenneté à partir des rapports de genre, des sexualités et des luttes pour la reconnaissance en Amérique latine.

- **Julia Islas** (UdeM) & **Martin Bertolotti** (UQAM) *Quand les espaces s'éprouvent : émotions et mouvements des dissidences sexo-genrées en Amérique latine*
- **Valérie Toussaint** (UQAM) *Racialisation et dynamiques migratoires en Amérique latine*
- **Charles Berthelet** (EHESS / UQAM) *Le rôle de l'identité nationale dans la reconfiguration de la citoyenneté sociopolitique : les leçons de l'éconationalisme colombien sous le gouvernement Petro*
- **Marie-Dominik Langlois** (INRS) *La consultation en contexte d'extraction au Guatemala comme objet de résistance de sujets en résistance*

### A3.5 – Communs urbains et espaces participatifs

**Président et discutant :** Dan Furukawa Marques (Université Laval)

**Description :** Ce panel analyse les communs urbains, les espaces participatifs et les formes alternatives de gouvernance territoriale, en mettant l'accent sur l'écologie urbaine et les pratiques citoyennes et féministes.

- **Jonas Lefebvre** (UdeM) *Changements institutionnels et réarticulation des luttes sociales : les périphéries de Porto Alegre face à la dégradation du budget participatif*
- **Vanessa Catania** (UQAM) *Luttes foncières féministes et agro-écologie : analyse des résistances urbaines dans les barrios jóvenes de Lima*
- **Charmain Levy** (UQO) *Les communs urbains féministes en Amérique latine : le cas de « Las Pioneras » à Montevideo*
- **Stéphanie Rousseau** (Pontificia Universidad Católica del Perú (Lima), *Pauvreté urbaine et inégalités de genre au Pérou : tendances persistantes et nouvelles dynamiques depuis la pandémie de COVID-19*

## **A4 || La recherche empêchée : liberté d'expression et menaces envers la science et la liberté académique dans les médias**

**Responsables** : Maryse Potvin (UQÀM), Mathilde Senécal (UdeM), Hugo Cossette-Lefebvre (McGill), Isabelle Le Bourdais (York University), Bruce Maxwell (UdeM)

**Atelier organisé par la Chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (COLIBEX).**

**Horaire :**

- **A4.1 : 6 mai 2026, 9h-10h30**
- **A4.2 : 6 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A4.3 : 6 mai 2026, 14h-15h30**

**Résumé** : La science, la liberté académique et les institutions du savoir, composantes essentielles des démocraties constitutionnelles (Jackson, 2021), sont de plus en plus menacées et confrontées à des « conflits de vérité » (Cornu, 2018), à l'ingérence des gouvernements, aux pressions idéologiques et autoritaires, à la désinformation, à la propagation de fausses nouvelles et à l'extension du négationnisme, du complotisme et de la propagande antiscientifique. Les atteintes protéiformes affectent toutes les disciplines et tous les ordres d'enseignement (Aldrin et al., 2022; Corbett et Gordon, 2018; Kiwan, 2024; Siméant-Germanos, 2022). La politique s'est particulièrement immiscée dans les sciences sociales pour mieux les disqualifier, les accusant d'idéologies militantes et de wokisme, en opposant l'objectivité et la neutralité supposées de la démarche scientifique avec les « positionnalités » des chercheurs critiques, qui confondraient faits et valeurs. Les débats publics et médiatiques sur les identités (de classe, de genre, de race) et sur leur articulation, qui ont polarisé les populations, incluant celles du Québec et du Canada, ne sont pas que des controverses théoriques, mais alimentent des discours violents, de plus en plus banalisés, instrumentalisés et légitimés par des acteurs politiques. Ce colloque s'intéresse aux enjeux contemporains de la liberté d'expression et de la liberté académique, au Canada et ailleurs, comme objets de polémiques médiatiques et instrument de luttes sociales. Il analyse les transformations de l'espace universitaire, les menaces et expériences des acteurs, les luttes, mobilisations, discours sociaux et controverses qui le traversent, en interaction avec d'autres espaces sociaux, notamment la sphère politique et les médias. Les conférencier(e)s à ce colloque sont des chercheur.ses établi.es ou émergent.es, associé(e)s à l'axe 3 (savoirs, science et liberté d'expression) de la Chaire de recherche France-Québec sur les enjeux contemporains de la liberté d'expression (COLIBEX).

#### **A4.1 - Les enjeux actuels de la liberté académique**

Présidence : **François Rocher** (Université d'Ottawa)

- **Mathilde Dubé-Sénéchal** (Université de Montréal), *Enjeux actuels en matière de liberté académique : entre liberté d'expression et autonomie professionnelle*
- **Adam Tremblay** (Université d'Ottawa), *Vers une « parrhêsia professorale » : extension politique du discours, souffrance sociale et redéfinition du dicible universitaire*
- **Hugo Cossette-Lefevre** (Université McGill), *Liberté d'expression, autonomie personnelle et dépendance épistémique : les dimensions positives de la liberté d'expression*

#### **A4.2 - Polémiques médiatiques autour de la science et de la liberté académique**

Présidence : **Michel Lacroix** (UQAM)

- **Maryse Potvin** (UQAM et cotitulaire, Chaire France-Québec sur la liberté d'expression, COLIBEX), **François Rocher** (Université d'Ottawa), **Adam Tremblay** (Université d'Ottawa), *Les polémiques sur le « mot en N » dans la presse écrite : une comparaison Québec-Canada (2019-2023)*
- **Maryse Potvin** (UQAM et cotitulaire, Chaire France-Québec sur la liberté d'expression, COLIBEX) *La panique morale autour du mot en N au Québec : analyse sociodiscursive des discours d'opinion dans la presse écrite*
- **François Rocher** (Université d'Ottawa), *Quand le mot en « N » fait trembler la presse d'expression anglaise hors Québec (2019-2023)*
- **Denise Helly** (UNRS), **Maryse Potvin** (UQAM et cotitulaire, Chaire France-Québec sur la liberté d'expression, COLIBEX), **Frédéric Nadeau** (chaire Colibex et chaire sur la prévention de la radicalisation), **Adam Tremblay** (Université d'Ottawa), *Le « wokisme » dans la presse écrite québécoise entre 2016 et 2025 et les attaques envers les sciences sociales.*

#### **A4.3 - L'expériences des acteurs et l'impact des polémiques et des conflits**

Présidence : **Adam Tremblay** (Université d'Ottawa)

- **Antoine Poucet** (UQAM) et **Maryse Potvin** (UQAM et cotitulaire, Chaire France-Québec sur la liberté d'expression, COLIBEX), *Réception par les universités de la loi 32 sur la liberté académique : tour d'horizon des politiques*
- **Michel Lacroix** (UQAM), *Configurations de la liberté académique, au prisme des archives syndicales*
- **Baptiste Roucau** (UQTR) et **Bruce Maxwell** (COLIBEX), *Mobiliser l'impartialité enseignante pour encadrer les propos inacceptables des élèves : Une étude France-Québec*

## A5 || La mobilité dans un Québec et un monde en mutation: Gouvernance et dynamiques d'appartenance

**Responsable(s) :** Catherine Xhardez (UdeM), Antoine Bilodeau (Université Concordia)

*\*Cet atelier est organisé par l'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ÉRIQA) et l'Initiative de recherche sur l'immigration (IRI).*

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone

**Horaire:**

- **A5.1 : 6 mai 2026, 9h-10h30**
- **A5.2 : 6 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A5.3 : 6 mai 2026, 14h-15h30**
- **A5.4 : 6 mai 2026, 15h45-17h15**

**Résumé de l'activité :** Les études migratoires abordent la mobilité comme un phénomène global et interconnecté, en analysant l'interaction entre acteurs, sites et politiques qui façonnent l'immigration, l'intégration, la participation et les identités collectives. Dans un contexte d'instabilité croissante dans le domaine migratoire, cet atelier vise à mettre en dialogue des recherches qui permettent d'en saisir les répercussions visibles sur les politiques, l'opinion publique et les pratiques de terrain, au Québec comme dans d'autres sociétés qui vivent des transformations similaires. Longtemps perçu comme étant à l'écart, le Québec est aujourd'hui confronté à la complexification de son régime migratoire – multiplication des statuts, précarisation des parcours et montée en puissance d'acteurs non-étatiques (par ex. employeurs, universités, agences de recrutement). Ces changements invitent à repenser la gouvernance migratoire mais aussi les processus de construction identitaire et de sentiment d'appartenance qu'elle influence, tant chez les personnes immigrantes que dans la société d'accueil.

### A5.1- Lancements croisés – recherches sur l'immigration au Québec et ailleurs

*Numéros spéciaux mis à l'honneur, avec la participation des membres de l'ÉRIQA :*

- « La politique et les politiques de l'immigration au Québec » sous la direction de **C. Xhardez, A. Garnier et M. Paquet**, *Politique et Sociétés*, vol. 44, no. 2, 2025.
- « Fabrique, usages et effets des catégories migratoires internationales » sous la direction de **A. Hamila et J. Dupont**, *Lien social et Politiques*, volume 95 (à paraître).
- « Migration(s) au Québec » sous la direction de **C. Xhardez et C. Belkhodja**, *Possibles*, vol. 49, numéro 1, 2025.

Suivie d'une table ronde où il sera question du cas du Québec comme laboratoire de gouvernance migratoire et des points de convergence et de divergence avec d'autres

contextes (sous-)nationaux. La discussion abordera également la question migratoire dans les dynamiques politiques à venir, notamment en vue des prochaines élections.

Avec, en plus des responsables des numéros: **Antoine Bilodeau (Université Concordia)**, **Evelyne Brie (U de M)**, **Audrey Gagnon (Université d'Ottawa)**.

## **A5.2 - Mettre l'immigration en débat : cadrages médiatiques et politiques**

**Modératrice:** Audrey Gagnon (Université d'Ottawa)

- **Luc Turgeon** (Université d'Ottawa), *Norme multiculturelle, crise du logement et immigration dans la presse anglo- et franco-canadienne*
- **Mireille Paquet** (Concordia), **Catherine Xhardez** (UdeM), **Brianna Ross-Losinger** (Concordia), *Les médias écrits et l'immigration au Québec*
- **Iván Peña** (UQÀM), *Éléments pour une socio-histoire de la "pensée d'État" québécois sur l'immigration (2003-2025)*
- **Thais Fernandes Santos** (IREF & UQÀM), *La politisation de l'immigration au Québec : médias, acteurs politiques et cadrages du débat public*

## **A5.3 - De l'expérience prémigratoire à la participation civique : comprendre la socialisation politique des immigrants**

**Modérateur:** Antoine Bilodeau (Université Concordia)

- **Juliette Samson** (Université Laval) et **Valérie-Anne Mahéo** (Université Laval), *Le rôle de l'éducation à la citoyenneté dans la resocialisation politique: Une expérience de terrain avec des immigrants récents.*
- **Valérie-Anne Mahéo** (Université Laval) et **Anne Imouza** (McGill), *Immigration familiale: Comment les interactions avec l'école impactent le processus d'intégration des parents immigrants?*
- **Julien Duffy** (IRI et Université Concordia), *Contextes d'origine et trajectoires de socialisation politique des immigrants*

## **A5.4 - La migration au prisme des territoires et des personnes : regards croisés Québec-France**

**Modérateur:** Chedly Belkhodja (Université Concordia)

- **Liza Bouchebbah** (INRS), *Le pouvoir urbain face à l'immigration: entre contrôle institutionnel et appropriation solidaire à Reims et Sherbrooke*
- **Camille Tétart** (UdeM), *La protection de l'enfance à l'épreuve du nationalisme méthodologique: jeunes personnes étrangères et gouvernance migratoire*
- **Kelly-Anne Gagné** (UQÀM), *La construction des hiérarchies migratoires dans les discours des populations immigrantes au Québec*

- **Fanny Martin** (U Laval), *Immigration : qu'en disent les élites politiques ? Étude des élections présidentielles françaises (2002-2022)*

## **A6 || Penser la communication politique aujourd'hui : théories, analyses et applications**

**Responsable(s):** **Emmanuelle Choquette** (Sherbrooke), **Thierry Giasson**, Université Laval), **Catherine Ouellet** (Université de Montréal)

**Section thématique :** Médiatisation et communication politiques

**Horaire:**

- **A6.1 : 6 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A6.2 : 6 mai 2026, 14h-15h30**
- **A6.3 : 6 mai 2026, 15h45-17h15**
- **A6.4 : 7 mai 2026, 9h-10h30**
- **A6.5 : 7 mai 2026, 10h45-12h15**

**Résumé :** Comment se porte le champ de la communication politique en 2026? À quels défis et enjeux les chercheuses et chercheurs en la matière sont-ils confrontés? Comment est abordée et pratiquée "la com pol" de nos jours? Cet atelier s'inscrit dans la foulée de la rédaction d'un ouvrage collectif sur la communication politique à paraître aux Presses de l'Université du Québec (PUQ) en 2026. Le livre se veut un outil permettant de saisir, dans une perspective contemporaine et adaptée au contexte de notre époque, les bases théoriques de la communication politique. Dans cette perspective, nous aborderons des thématiques phares de la communication politique telles que les campagnes électorales ou les dynamiques partisanes. Nous élargirons également le spectre d'analyse pour traiter d'autres dimensions du champ, notamment les groupes de pression, la société civile et les stratégies discursives (le recours à l'humour en particulier). L'atelier sera divisé en trois axes principaux et cinq panels. L'Axe 1, "La communication des institutions politiques" traitera des fondements institutionnels de la "com pol", notamment les partis politiques, les administrations publiques et les groupes de pression. Le second axe, « La couverture politique des médias », proposera un état des lieux entourant la médiatisation du politique et les défis auxquels les actrices et acteurs de cette relation "médias, décideurs et opinion publique" font face à l'époque actuelle. Enfin, dans l'axe 3, "Les citoyens et la communication politique", ce sont les fonctions et les effets des différentes formes de messages sur les attitudes et les comportements de l'opinion publique –pensons aux discours ou à l'image– qui seront abordés.

### **A6.1 - La communication des institutions politiques**

Ce panel traitera des fondements institutionnels de la "com pol", notamment les partis politiques, les administrations publiques et les groupes de pression.

Présidence et commentaires : **Thierry Giasson** (Université Laval)

- **Éric Montigny** (Université Laval)
- **Philippe Dubois** (ENAP) et **Camille Rancourt** (ENAP)
- **Stéphanie Yates** (UQAM)

### **A6.2 - La couverture politique des médias**

Ce panel proposera un état des lieux entourant la médiatisation du politique et les défis auxquels les actrices et acteurs de cette relation "médias, décideurs et opinion publique" font face à l'époque actuelle.

Présidence et commentaire : **Catherine Ouellet** (Université de Montréal)

- **Marie Neihouser** et **Bader Ben Mansour** (Université Laval)
- **Frédéric Bastien** (Université de Montréal)
- **Colette Brin** (Université Laval)
- **Marie-Eve Carignan** (Université de Sherbrooke) et **Simon Thibault** (Université de Montréal)
- **Carol-Ann Rouillard** (Université de Sherbrooke) et **Ingrid Sofia Rueda Mendoza** (Université de Sherbrooke)

### **A6.3 - Les citoyens et la communication politique**

Ce panel abordera les fonctions et les effets des différentes formes de messages sur les attitudes et les comportements de l'opinion publique

Présidence et commentaire : **Emmanuel Choquette** (Université de Sherbrooke)

- **Catherine Ouellet** (Université de Montréal) et **Olivia Saffioti** (Université de Montréal)
- **Tania Gosselin** (UQAM)
- **Thierry Giasson** (Université Laval) et **Manuel Quintin** (Université Laval)

### **A6.4 - Discours politiques et stratégies de communication I**

Présidence et commentaire : **Emmanuel Choquette** (Université de Sherbrooke)

- **Adrien Cloutier** (Université Laval) et **Laurence-Olivier Foisy** (Université Laval)
- **Virginie Hébert** (INRS) et **Catherine Lemarier-Saulnier** (Université Laval)
- **Olivier Turbide** (UQAM)
- **Camille Arteau-Leclerc** (Université Laval)

### **A6.5 - Discours politiques et stratégies de communication II**

Présidence et commentaire : **Thierry Giasson** (Université Laval)

- **Camille Pelletier** (Université Laval) et **Morgane Beaumier** (Université Laval)
- **Emilie Foster** (Carleton University) et **Vincent Raynauld** (Emerson College)
- **Emmanuel Choquette** (Université de Sherbrooke)



## A7 || Les réseaux de l'antiféminisme. Circulations, convergences et institutionnalisation.

**Responsables:** Tristan Boursier (UQAM), Emma Limane (UdeM)

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Politiques et administrations publiques ; Relations internationales et politiques mondiales ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques ; Médiatisation et communication politiques.

**Horaire:**

- **A7.1 : 7 mai 2026, 9h-10h30**
- **A7.2 : 7 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A7.3 : 7 mai 2026, 14h-15h30**

**Résumé :** Alors que la recherche a largement documenté la montée des droites radicales et la consolidation d'une « nouvelle internationale fasciste » (Palheta, 2025), l'antiféminisme demeure rarement étudié sous l'angle de ses réseaux transnationaux. Pourtant, depuis une décennie, on observe une intensification des circulations d'idées, de pratiques et de militant·e·s antiféministes entre divers espaces géographiques, culturels et politiques. Bien qu'il soit souvent adossé à l'extrême droite, l'antiféminisme constitue un contre-mouvement global à part entière (Bard, 1999 ; Bard et al., 2019), traversé par des acteurs, organisations et récits aux ancrages multiples. Ce phénomène repose sur une pluralité de réseaux interconnectés : des réseaux affinitaires et informels, structurés autour d'influenceurs, d'entrepreneurs moraux et de leaders d'opinion, qui font circuler des récits antiféministes à l'échelle transnationale ; des réseaux d'alliances idéologiques, où l'antiféminisme se fusionne à d'autres mouvements (écologisme réactionnaire, libertarianisme, conspirationnisme ou extrême droite) formant des écosystèmes hybrides de mobilisation et de production discursive ; et des réseaux médiatiques et numériques, véritables infrastructures de diffusion reliant acteurs, organisations et États, et donnant à l'antiféminisme une portée globale et transversale. L'atelier propose d'explorer ces dynamiques à travers trois axes complémentaires.

### A7.1 - Parcours individuels et radicalisation

**Modération:** à venir

- **Océane Corbin** (Université du Québec à Montréal & Sorbonne Université), « *Jewish lapdog and sexhaver got obliterated* » : examen des adhésions politiques des incels après la mort de Charlie Kirk
- **Dounia Largo** (Université Libre de Bruxelles), *Quand la Palestine devient boussole idéologique : fracture du féminisme, féminisme blanc et antiféminisme à Bruxelles*
- **Amani Braa** (Université de Montréal), *Les expériences familiales de la radicalisation : pour une science politique attentive aux subjectivités et aux vies ordinaires*

## A7.2 - Diffusion, alliances et convergences

**Modération :** à venir

- **Marie Serisier** (Université Paris-Cité & Université Libre de Bruxelles), *La manosphère en réseau : circulations thématiques et recompositions idéologiques sur Reddit*
- **Fridolin Omgba** (Université de Yaoundé 1), *Nature, genre et ordre social depuis Stockholm (1972) : l'écologisme réactionnaire comme matrice idéologique de l'antiféminisme transnational*
- **Cédric Lavallée** (Université de Sherbrooke), *La « croisade » conservatrice aux États-Unis : la droite chrétienne comme contre-révolution culturelle et politique (2000-2025)*

## A7.3 - Institutionnalisations de l'antiféminisme et cooptations du féminisme

**Modération :** à venir

- **Alexandra Ana** (Université de Montréal) et **Lonela Băluță** (Université de Bucarest), *Nouvelles configurations de l'espace "genre": enjeux et contestations autour l'égalité, l'identité et l'idéologie de genre dans les politiques du domaine de l'éducation.*
- **Emma Limane** et **Emma Donnaint** (Université de Montréal), *Les contradictions du féminisme d'État français : diplomatie féministe, natalisme, militarisme et rhétorique d'extrême droite en France depuis 2022*
- **Tristan Boursier** (UQAM & CEVIPOF Sciences Po), **Véronique Pronovost** et **Ophélie Lacroix** (Université du Québec à Montréal), *L'intersection des haines : cooptations féministe et réactionnaire du mouvement antiavortement au Québec*

## A8 || Agir dans un monde incertain : conjuguer les temporalités de l'action politique

**Responsables :** Laurence Bherer et Pascale Dufour (Université de Montréal)

**Section thématique :** Politique comparée

**Horaire :**

- **A8.1 : 5 mai 2026, 14h-15h30**
- **A8.2 : 5 mai 2026, 15h45-17h15**

**Résumé :** Qu'est-ce que cela signifie d'agir maintenant pour les générations futures? Dans la tradition autochtone, une décision ne peut être prise sans évaluer son impact sur les 7 générations à venir. Dans les démocraties libérales occidentales, de plus en plus de personnes et d'organisations soulignent plutôt le besoin d'agir rapidement pour assurer les besoins des générations futures. Autant du point de vue de l'action collective que gouvernementale, ce nouvel impératif entraîne des tensions dans les logiques d'action : urgence de passer à l'action pour éviter l'irréversibilité des torts écologiques mais besoin de prendre le temps de construire des coalitions complexes, articuler le temps long des écosystèmes avec le courttermisme des gouvernements, agir pour la décarbonation et en même temps envisager l'effondrement, composer avec les incertitudes sur le futur et la difficulté à évaluer, mesurer et modéliser le temps long, etc. Comment les acteurs, autant militants, citoyens, gouvernementaux ou experts, articulent les temporalités multiples? Quels effets ont ces concurrences de temporalité sur l'action politique ? Entre paralysie, dépassement, articulation, quelles sont les stratégies adoptées et inventées par les acteurs et les répertoires d'action utilisés ?

**A8.1 - Panel 1 Titre** à déterminer

**Modération:** à venir

- **Olivier Sabourin** (UdeM), *Les temporalités de la résistance à Kanehsatake*
- **Geneviève Pagé** (UQAM), **Zélia Guglielminetti** (UQAM), *Des futurs utopiques ou dystopiques? Les théorisations queers du futur et les mobilisations politiques*
- **Andréanne Brunet-Bélanger** (Université Saint-Paul - École d'éthique et d'affaires publiques), *Maternité et activisme accidentel : care, solidarités et reconfiguration de l'engagement politique chez les mères immigrantes au Québec*
- **Alexis Bibeau** (McGill), titre à déterminer
- **Pascale Dufour** (UdeM), *Au-delà de l'urgence climatique : entre la recherche d'une « autre fin du monde possible » et « la transition juste ». Une comparaison de milieux militants en France et au Canada (Québec et Colombie-Britannique)*

## A8.2 - Panel 2 titre à déterminer

**Modération :** à venir

- **Marouane Joundi** et **Adam Hill**, *Un Ministère pour le Futur : Perspectives croisées entre science politique et littérature*
- **Garrocq Jean-Baptiste** (Postdoctorant, Lisis), **Chanial Camille** (Ingénieur d'études, Lisis), **Raimbault Benjamin** (Maître de conférences, Lisis), *Penser les temporalités de l'action publique à partir de ses outils de calcul. Le cas des Analyses de cycle de vie (ACV).*
- **Roussel Lalande Teguia Kenmegne** (Université Laval), *Faire face à l'urgence par le bricolage : Temporalités conflictuelles et institutions informelles dans la gouvernance des inondations dans la ville de Douala (Cameroun)*
- **Laurence Bherer** (UdeM), *De quel(s) futur(s) parle-t-on? Représenter les générations futures dans les dispositifs participatifs*

## **A9 || Gouverner par la responsabilité : les marges au prisme de la dépolitisation néolibérale**

**Responsables** : Maude Benoit (UQAM), Virginie Larose-Rouleau (UQAM), Marie-Kim Bouchard-Genest (UQAM), Gabrielle Lorimier-Dugas (UQAM)

**Section thématique** : Politiques et administrations publiques ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques

**Horaire** :

- **A9.1 : 6 mai 2026, 9h-10h30**
- **A9.2 : 6 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A9.3 : 6 mai 2026, 14h-15h30**
- **A9.4 : 6 mai 2025, 15h45-17h15**

**Résumé** : La rationalité néolibérale a profondément transformé la manière dont nos sociétés pensent le lien social. En valorisant l'autonomie, la performance et la gestion de soi, elle tend à reconfigurer la manière dont les problèmes sociaux sont articulés et gouvernés. Des enjeux autrefois inscrits dans les registres de la solidarité et de l'équité sociale – la pauvreté, la santé et la maladie, le travail, etc. – se traduisent désormais dans le langage de la responsabilité individuelle, du mérite et de la performance. Loin d'être neutre, cette reconfiguration déplace la responsabilité des inégalités vers les individus, occultant les déterminants sociaux et structurels des inégalités. Ce déplacement, qui traverse aussi bien les politiques publiques que les discours politiques, institutionnels ou médiatiques, contribue à dépolitiser certains problèmes sociaux en les réduisant à des questions de comportements, de valeurs ou de choix personnels.

Cet atelier propose d'examiner les formes et les effets politiques et sociaux de cette transformation, en prenant pour objet d'analyse les « marges » souvent invisibilisées du sujet néolibéral : les personnes en situation de pauvreté ou d'itinérance, les femmes incarcérées, les personnes migrantes, âgées, handicapées ou autrement marginalisées. Ces marges, loin d'être secondaires, constituent des révélateurs privilégiés des logiques contemporaines de gouvernance : elles rendent visibles les formes différenciées par lesquelles la responsabilité devient un instrument de pouvoir et d'exclusion. Les études portant sur ces populations marginalisées, sur la construction sociale de leur stigmatisation dans les discours politiques et médiatiques, ainsi que sur les dispositifs institutionnels qui encadrent leurs comportements seront particulièrement bienvenues. Nous nous intéresserons aussi au recours croissant à des approches moralisatrices et punitives visant à surveiller, contrôler et discipliner les populations jugées déviantes. En réunissant des communications issues de divers champs, cet atelier invite à penser les effets politiques et sociaux de la responsabilisation comme mode de gouvernance en examinant la manière dont cette logique influence la construction et la mise en œuvre des politiques publiques, de même que l'intervention des acteurs qui œuvrent auprès des

personnes marginalisées. Il s'agira d'interroger comment les injonctions à se responsabiliser transforment la conception même de l'action publique : la fabrication des politiques, la définition des services offerts, ainsi que le travail quotidien des organisations qui doivent se soumettre à la grammaire néolibérale.

### **A9.1 - Stratégies de résistance et point de vue des groupes marginalisés face aux injonctions néolibérales (première partie)**

**Modération** : à venir

- **Klara Babinska** (Université de Lille), *S'impliquer, résister, s'accommoder : les classes populaires face aux injonctions à l'autonomie dans le dispositif Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée*
- **Léa Granger, Florence Pelletier, Émile Septembre et Juliette Walker**, Université du Québec à Montréal, La production de la "perception institutionnelle" des personnes marginalisées : quelle critique et quelle méthodologie ?
- **Amélie Beaulé**, Université du Québec à Montréal, *L'adaptation des stratégies de mobilisation en ligne des organisations écologistes face à la surveillance des données au Canada.*

### **A9.2 - Comment les institutions et les politiques participent à la responsabilisation individuelle et à la dépolitisation néolibérale**

**Modération** : à venir

- **Raphaël Ouellet** (Université du Québec à Montréal), *Le ministère (2022) de CODE BLANC : limites et paradoxes de l'inclusion néolibérale dans le champ artistique.*
- **Virginie Larose-Rouleau** (Université du Québec à Montréal), *Punir la précarité des femmes : le modèle de gestion néolibéral canadien.*
- **Renaud Goyer** (Université du Québec à Montréal), *La politique de l'offre comme politique de l'ignorance : entre régulation judiciaire, individualisation du droit au logement et effacement du logement social.*

### **A9.3 - Entre institutions et marges : la place des acteurs intermédiaires au sein d'une gouvernance néolibérale**

**Modération** : à venir

- **Tatiana Smirnova et Solal Holtz** (Centre international pour la prévention de la criminalité), *Prévenir sans dominer ? Jeunes, responsabilité et asymétries dans les logiques d'intervention*
- **Gabrielle Lorimier-Dugas** (Université du Québec à Montréal), *La régulation thérapeutique et la collaboration partenariale comme éléments d'une justice*

*néolibérale dans le cadre des stratégies de déjudiciarisation : le cas de équipes mixtes en itinérance à Montréal.*

- **Aude-Claire Fourot** (Simon Fraser University), *Sans-abrisme et migrations forcées : invisibilisation et responsabilisation comme mécanismes de gouvernance ?*

#### **A9.4 - Fabriquer les marges et dépolitiser les enjeux par la construction des discours**

**Modération :** à venir

- **Anaël Versailles** (Université du Québec à Montréal), *Le discours du gouvernement de la CAQ sur le racisme systémique au Québec, entre libéralisme et illibéralisme: le cas de Joyce Echaquan.*
- **Normand Landry** (Université TÉLUQ), *La "construction" de la pauvreté au Québec: études des représentations sociales, communautaires et politiques.*
- **Zanfongnon Serge Eric Migan** (Université Laval), *Asymétrie des reconnaissances victimaires : Une analyse de la gouvernementalité néolibérale dans les discours sur le Rwanda et la RDC.*

## **A10 || Fabriquer le désir en politique. La métapolitique entre stratégie et concept**

**Responsables** : Tristan Boursier (UdeM) Milan Bernard (UdeM), Frédérick Nadeau (Université de Sherbrooke)

**Section thématique** : Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques ; Médiatisation et communication politiques.

**Horaire:**

- **A10.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A10.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A10.3 : 5 mai 2026, 14h-15h30**
- **A10.4 : 5 mai 2026, 15h45-17h15**

**Résumé** : Depuis quelques années, le concept de métapolitique connaît un regain d'intérêt dans l'analyse des droites radicales (Dafaure, 2021 ; Ganesh, 2025 ; Schilk, 2025). Souvent associée à la Nouvelle Droite, elle désigne la tentative de diffuser des idées en amont du politique : dans les médias, la culture et les imaginaires collectifs (Bar-On, 2022 ; Griffin, 2000). En ce sens, elle peut être envisagée comme une forme de socialisation politique : un processus par lequel des acteurs façonnent un rapport à la politique des individus et des groupes, en leur proposant une forme de vivre en société.

Cet atelier invite à penser la métapolitique non seulement comme stratégie mobilisée par l'extrême droite, mais aussi comme outil conceptuel pour comprendre les formes contemporaines de socialisations politiques. Il s'agit d'interroger les mécanismes culturels, médiatiques et affectifs par lesquels les idées réactionnaires deviennent séduisantes et finissent par rentrer dans l'ordinaire des horizons du possible. Comment certains récits rendent-ils désirable la reproduction de l'ordre racial, la hiérarchisation des sexes, la violence de classe et diverses formes de domination ? Comment des thématiques longtemps marginales à la plus extrême des droites — écologisme, animalisme, féminisme — sont-elles réinterprétées pour convaincre d'un projet inégalitaire ?

Trois axes de réflexion sont proposés : 1. Métapolitique, normativité et critique : exploration des fondements philosophiques et normatifs du concept. Quels horizons émancipateurs ou réactionnaires la métapolitique ouvre-t-elle ? Comment repenser la tension entre culture et pouvoir dans une perspective post-gramscienne ? Peut-on encore en faire une catégorie analytique ? 2. Dispositifs médiatiques et numériques : analyse des formes concrètes de la métapolitique dans les pratiques de communication et de diffusion. Comment les récits circulent-ils dans les écosystèmes numériques ? Comment les formats culturels (fiction, lifestyle, jeu vidéo) structurent-ils l'adhésion ? 3.

Imaginaires, esthétique et désir : étude de la manière dont les stratégies métapolitiques rendent certaines visions du monde attractives. Par quels affects et sensibilités les acteurs politiques parviennent-ils à légitimer l'ordre existant ou à en proposer une alternative ?

### A10.1 - Radicalité, violence et métapolitique

**Modération :** à venir

- **Alexis St-Maurice** : *Le style réactionnaire au Québec : de Wilfrid Morin à la Nouvelle Alliance*
- **Elyamine Settoul** (CNAM) : *Rendre désirable la guerre culturelle : métapolitique, affects et trajectoires de radicalisation suprémacistes*
- **Emilie El Khoury** (Queen's University) : *Aimer un terroriste : quand l'intime devient un risque*

### A10.2 - Dispositifs médiatiques et affectifs

**Modération :** à venir

- **Dounia Largo** (Université Libre de Bruxelles) : *Disqualification des solidarités pro-palestiniennes : médias, imaginaires racialisés et violence légitime/illégitime.*
- **Fabien Rodriguez** (Université Sorbonne-Nouvelle) : *L'attractivité renouvelée de l'extrême droite argentine : discours et imaginaires*
- **Perrine Hely, Marie-Eve Carignan et Marie-Ève Martel** (Chaire UNESCO-Prev) : *Investir l'espace médiatique: discours, stratégies et utilisation des médias par l'extrême droite canadienne*

### A10.3 - Esthétiques numériques et imaginaires réactionnaires

**Modération :** à venir

- **Marc Garnier** (Sciences Po Aix & Université de Sherbrooke) : « *That's kino anon* » : *les charts de /lit/ comme dispositifs gamifiés de diffusion de radicalités littéraires*
- **Martin Raymond Willy Mbog Ibock** (Université de Douala) : *L'esthétique « tradwife » et le désir de ré-enchantement domestique : comment la métapolitique féminine conservatrice rend attractive une vision régressive du genre à travers les affects de sérénité, de nostalgie et de rejet de la modernité liquide.*
- **Frédéric Nadeau** (Université de Sherbrooke) et **Tristan Boursier** (UQAM) : *Esthétique et engagement corporel : l'imaginaire réactionnaire des Active Clubs.*

#### **A10.4 - Keynote de clôture :**

**Modération :** à venir

- **Jonathan Durand Folco** (Université St-Paul) : *Réhabiliter Gramsci au XXIe siècle : comment réinventer une métapolitique émancipatrice face au technofascisme ?*

## **A11 || La science politique et les politiques de santé au Québec et ailleurs**

**Responsables :** Olivier Jacques (UdeM), Carole Clavier (UQAM), Morgane Gabet (UdeM), Elisabeth Martin (Université Laval), Emna Ben Jelili (UdeM).

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Politiques et administrations publiques.

### **Horaire:**

- **A11.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A11.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A11.3: 5 mai 2026, 14h-15h30**
- **A11.4 : 5 mai 2026, 15h45-17h15**
- **A11.5 : 6 mai 2026, 9h-10h30**

**Résumé :** La recherche en science politique et celle en politiques de santé ont traditionnellement évolué en parallèle, avec peu d'échanges fructueux entre ces deux domaines. Cette situation change rapidement, avec l'émergence de travaux qui apportent des perspectives issues de la science politique à la recherche en matière de soins, de services et de systèmes de santé. De plus, les travaux en politique de santé nourrissent le champ de l'analyse des politiques publiques. Cet atelier vise à apporter des perspectives théoriques tirées de la science politique pour expliquer des phénomènes reliés à l'organisation des soins, services, systèmes et politiques de santé au Québec et ailleurs.

Le premier axe porte sur la politisation des services de santé. Alors que certains avancent que la santé est un enjeu plutôt consensuel, d'autres proposent au contraire que la santé est empreinte de conflits politiques. Est-ce que certains groupes priorisent la santé plus que d'autres? Est-ce que certains soins de santé participent au conflit politique? Comment les citoyens et les partis politiques contribuent-ils à politiser la santé?

Le deuxième axe porte sur la gouvernance de la santé publique. Il est centré sur les modes de structuration de la santé publique et à comprendre quels mécanismes de gouvernance permettent d'en préserver et d'en bonifier la place au sein des systèmes de santé. Par ailleurs, cet axe étudie la perception de la crédibilité des différentes organisations de santé publique, dans un contexte de méfiance envers la science.

Le troisième axe porte sur l'accès à la première ligne, un enjeu crucial du système de santé au Québec et au Canada. Comment favoriser l'accès en prenant en compte l'intérêt des différentes parties prenantes? Les propositions incluses dans cet axe comparent l'évolution des rôles professionnels et du champ de pratique des infirmières praticiennes spécialisées entre les provinces et s'intéressent au rôle de médiation joué par les organisations publiques et communautaires dans l'accès aux soins.

L'assurance maladie au Canada couvre uniquement une portion des différents soins et services nécessaires pour assurer la santé et le bien-être d'une personne. Le quatrième axe se penche sur les défis de l'expansion de la couverture publique au Canada. Il propose une comparaison interprovinciale des couvertures publiques et s'intéresse à l'opinion publique sur la place du privé et sur l'expansion de la couverture publique.

Finalement, le cinquième axe porte sur les enjeux territoriaux des réformes aux politiques de santé. Pourquoi certaines provinces canadiennes décident-elles de centraliser davantage leur système de santé alors que d'autres le décentralisent? Quels facteurs expliquent les inégalités territoriales dans l'accès aux soins et ces inégalités reflètent-elles aussi des caractéristiques linguistiques?

### **A11.1 - La politisation de la santé**

**Modération :** à venir

- **Olivier Jacques** et **Marion Perrot** (Université de Montréal). *L'exceptionnalisme québécois en matière de médecine privée*
- **Alizée Pillod** (Université de Montréal). *Des cadres en synergie ? Ce que montre le cadre santé dans le discours médiatique sur les changements climatiques*
- **Audrey L'Espérance** (École nationale d'administration publique). *Participation citoyenne dans la gouvernance des crises en santé : dispositifs et stratégies pour prévenir, préparer, répondre et se rétablir ensemble*
- **Jenna Quelch** (University of Toronto). *Governing Reproduction: Administrative Discretion and Framing British Columbia's IVF Policy.*

### **A.11.2 - Gouvernance et politique de la santé publique**

**Modération :** à venir

- **Antoine Lemor** (Université de Sherbrooke). *Science crédible, science influente ? Une mesure de la crédibilité attribuée aux organisations de santé publique dans les médias canadiens*
- **Carole Clavier** (Université du Québec à Montréal) et **Élisabeth Martin** (Université Laval). *Quelle gouvernance de la santé publique soutient sa capacité d'action? Une analyse comparée*
- **Emna Ben Jelili** (Université de Montréal), **Emmanuelle Arpin** (Université de Montréal), **Jean-Louis Denis** (University of Toronto), **Alexandre Prud'homme** (CIRANO) et **Olivier Jacques** (Université de Montréal). *Le Québec est-il à la traîne ou à l'avant-garde en matière de dépenses de santé publique ? Une reclassification comparative des dépenses provinciales de santé publique au Canada.*

### A11.3 - La politique de la première ligne

**Modération :** à venir

- **Lara Gautier** (Université de Montréal), **Erica Di Ruggiero** (University of Toronto), **Nassera Touati** (École nationale d'administration publique). *Champions du lien vers les services et de la réponse sensible aux besoins des personnes réfugiées et en demande d'asile : quel rôle pour les « intermédiaires de la première ligne » ?*
- **Lisa Bellemare** (Université de Montréal) et **Iba Bamba**. *Analyse comparative institutionnelle entre le Québec et l'Ontario : l'implantation des infirmières praticiennes spécialisées (IPS) en première ligne*
- **Alexie Kim** et **Morgane Gabet** (Université de Montréal). *Travailler autour des « frontières » (boundary organization, boundary work, boundary spanning) dans l'élaboration des politiques de santé et de services sociaux : une revue de la portée*

### A11.4 - L'expansion de la couverture publique des soins de santé et le rôle du privé

**Modération :** à venir

- **Emmanuelle Arpin** (Université de Montréal), **Amélie Quesnel-Vallée** (McGill University), **Ally Hays-Alberstat** (McGill University) et **Jasmine Vézina** (Université de Montréal). *Assurer une couverture universelle pour les soins dentaires au Canada : résultats d'une série de revues rapides sur les programmes dentaires provinciaux pour les enfants.*
- **Gabriel Gosselin** et **Olivier Jacques** (Université de Montréal). *Les fondements politiques du soutien à la couverture des soins psychologiques au Canada.*
- **Olivier Jacques** et **Marion Perrot** (Université de Montréal). *Les préférences pour la privatisation du système de santé au Canada*

### A11.5 - Gouvernance et enjeux territoriaux

**Modération :** à venir

- **Dave Lévesque-Plante** (École nationale d'administration publique). *Centralisation des services de santé et logique d'action politique : étude de cas comparative pour l'Alberta, l'Ontario et le Québec.*
- **Daniel Béland** et **Ally Hays-Alberstat** (McGill University). *Reassessing the Territorial Politics of Health Care in Canada.*
- **Loïg Pascual** (Université du Québec à Montréal). *L'accessibilité linguistique à la santé en contexte ontarien : les communautés linguistiques comme instruments et acteurs discrets des politiques de santé*

## A12 || Jeunes et politique – état des lieux sur les socialisations et expressions citoyennes à l’heure du numérique

**Responsable** : Nicole Gallant (INRS, Cotitulaire de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec)

**Section thématique** : Sociologie et comportements politiques

**Horaire**:

- **A12.1** : 7 mai 2026, 9h-10h30
- **A12.2** : 7 mai 2026, 10h45-12h15
- **A12.3** : 7 mai 2026, 14h-15h30
- **A12.4** : 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Résumé** : Organisé par le nouveau volet Citoyenneté et Environnement de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ), cet atelier propose 4 panels portant sur le rapport des jeunes au politique selon deux grands axes croisés : leur socialisation et leur expression citoyennes. Le premier axe se penche sur la construction du jeune comme sujet citoyen dans une perspective de socialisation, c’est-à-dire dans le cadre des processus sociaux formels et informels par lesquels l’individu apprend à participer à la société, sous l’influence de multiples acteurs et facteurs. Les communications offriront un éclairage renouvelé sur ces processus, notamment à l’heure du numérique, et en tenant compte de la diversité des jeunes et de leur bagage. Le deuxième axe porte sur la voix des jeunes, leurs pratiques d’engagement civique et leur participation aux actions collectives. Les communications examinent une variété de formes d’expression citoyenne des jeunes, incluant numériques. Les freins et leviers à l’action citoyenne des jeunes sont en filigrane de la plupart des interventions, mais un panel spécifique est consacré aux contextes et aux interventions qui peuvent soutenir ou entraver la participation politique des jeunes et notamment la prise en compte de leurs voix dans les espaces décisionnels de la démocratie représentative.

### A12.1 – (Re)penser la socialisation politique des jeunes

**Modération** : à venir

- **Stéphanie Gaudet** (Université d’Ottawa) : *Socialisation politique : Réflexion sur l’éducation à la citoyenneté démocratique*
- **Nicole Gallant** (INRS), **Catherine Laperle** (INRS) et **Caroline Krieg** (INRS) : *Entre interventions formatrices délibérées et expériences de politisation fortuite, vers une typologie des processus socialisateurs*
- **Elisabeth Greissler** (Université de Montréal), **Mélanie Leblanc** (Regroupement des Auberges du cœur), **Marie Lefebvre** (Université de Montréal) et **Tinhinane**

**Adjtoutah** (Université de Montréal) : *De l'affiliation à l'engagement : socialisations politiques de jeunes dits en difficulté à l'ère des réseaux sociaux numériques*

## **A12.2 – Contextes, obstacles et leviers à la participation politique des jeunes**

**Modération** : à venir

- **Alyssa Vézina** (UQAM) et **Sandra Breux** (INRS) : *Les initiatives visant à promouvoir la participation électorale des jeunes à l'échelle municipale au Québec*
- **Sarah Pickard** (Université Sorbonne nouvelle) : *Les barrières à la participation politique des jeunes : Le Global Youth Participation Index (GYPI) et le cas du Québec*
- **Sylvie Octobre** (Ministère de la Culture, France) : *Les (im)pensés de la citoyenneté des jeunes : deux exemples français*

## **A12.3 – Expression et discours politiques des jeunes en ligne et hors ligne**

**Modération** : à venir

- **Louise Laigroz** (UQTR) et **Chantal Royer** (UQTR), *Analyse des messages portés par les jeunes lors de manifestations pour l'environnement (2019 - 2025) : indices d'une politisation croissante*
- **Clara Migozzi** (École normale supérieure de Lyon), *Investir TikTok à des fins nationalistes : diversité des formes d'expression politique des jeunes indépendantistes québécois*
- **Pascale Legrand** (INRS) et **Nicole Gallant** (INRS) : *Les discours intra-féministes sur Tiktok: métadiscours, luttes et tensions internes*

## **A12.4 – Activité interactive *Contre la désinformation en ligne par le jeu***

- Activité animée par **Colette Brin** (Université Laval)

## A13 || Recul démocratique et stratégies de résistance

**Responsables:** Julie Levasseur (UdeM), François Tanguay (UdeM), Marion Zahar (UdeM)

**Section thématique :** Politique comparée ; Sociologie et comportements politiques

**Horaires:**

- **A13.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A13.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**

**Résumé :** Alors que les constats de recul démocratique s'accumulent (Boix 2019; Carothers et Hartnet 2024), la science politique de notre époque doit être à même de saisir les nouvelles dynamiques qu'ils imposent. Cet atelier vise à articuler des réflexions théoriques et empiriques dans une perspective comparée autour de la question du recul démocratique et des mobilisations qui y font face. L'atelier s'intéresse aux stratégies de contestation face au recul démocratique. Que peuvent les mouvements sociaux dans des cas où les fondements de la représentation démocratique sont bafoués ? On invite ici à se pencher sur les mobilisations comme sujets de résistance, mais aussi comme objets de répression. Il s'agit aussi de saisir ce qu'il reste des structures militantes traditionnelles qu'ont été les mouvements syndicaux et de gauche en contexte de crise de la démocratie.

### A13.1 - Des affects aux résistances : la science politique des émotions en marge.

Modération : **Mélissa Blais**

- **Audrey Pepin** (UQAM), *Le bien-être comme espace de résistance : reconstruire l'intime pour repenser le politique.*
- **Fella Hadj-Kaddour** (UdeM), *Analyser le pouvoir à partir des expériences affectives de la répression des militant·es antiracistes.*
- **Djazia Bousnina** (INRS), *On fait ville, entre peaux et exil : jeunesse maghrébine à Montréal.*
- **Liza Bouchebbah** (INRS), *Géographies émotionnelles de l'inclusion et de l'exclusion à Reims : entre le quartier Croix-Rouge et Bezannes.*

### A13.2 - Les échelles et stratégies de résistance face au recul démocratique

Modération : **à venir**

- **Salleles, Clothilde** (Université d'Anvers), *Le secteur humanitaire face aux tournants autoritaires.*
- **Maurel, Margaux** (HEC Montréal), *Répertoires d'adaptation : les réseaux de défense des droits humains face au déclin démocratique aux Philippines.*
- **Farhat, Saja** (UdeM), *Leadership partagé et responsabilité collective : une réponse organisationnelle au recul démocratique.*
- **Islas, Kelia** (INRS), *Jeunesses en crise, corps en lutte ; redéfinir la résistance à travers les pratiques en marge.*

## A14 || Écofiscalité et instruments coercitifs : quel avenir pour l'action environnementale et climatique?

**Responsables** : Fanny Tremblay-Racicot (ÉNAP), Jean-Philippe Meloche (Université de Montréal), Tommy Gagné-Dubé (Université de Sherbrooke)

**Section thématique** : Politiques et administrations publiques

**Horaire:**

- **A14.1 : 5 mai 2026, 9h-10h30**
- **A14.2 : 5 mai 2026, 10h45-12h15**
- **A14.3 : 5 mai 2026, 14h-15h30**

**Résumé de l'activité** : Les municipalités québécoises et canadiennes déploient une grande diversité d'outils fiscaux et réglementaires leur permettant d'atteindre certains objectifs environnementaux ou de diversifier leurs sources de revenus (Meloche et Tremblay-Racicot, 2025). Alors que certains instruments sont davantage traditionnels et répandus, comme la tarification variable de l'eau potable ou des matières résiduelles, certains sont davantage innovants, comme la taxe sur le coefficient d'occupation du sol ou la redevance sur les contenants à usage unique. Ces derniers sont rendus possibles grâce à l'application du pouvoir général de taxation ou de redevances réglementaires dont se prévalent seulement quelques municipalités dans quelques provinces.

En dépit d'un certain foisonnement en matière d'application des pouvoirs fiscaux et réglementaires, ces instruments n'ont que très peu attiré l'attention des chercheurs, tant du point de vue de leur caractérisation, de leur acceptabilité, de leur efficacité, que de leur capacité à résoudre le déséquilibre fiscal en défaveur des municipalités (Gagné-Dubé et Godbout, 2025). De plus, de manière concourante, on observe un certain recul en matière environnementale et climatique, avec l'abolition de la tarification du carbone pour les consommateurs et l'avènement d'une nouvelle « stratégie de compétitivité climatique » au niveau fédéral. Ce ressac s'observe aussi au Québec, où le gouvernement provincial s'affaire à alléger la réglementation provinciale en matière environnementale afin de faciliter la réalisation de projets industriels ou d'infrastructure; une diminution des cibles en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre est même envisagée.

Dans ce contexte, une réflexion à l'égard de l'avenir de l'action environnementale et climatique s'impose. Dans quelle mesure le désengagement des ordres de gouvernement fédéral et provincial contribue-t-il à redéfinir les mesures écofiscales au Canada? Quel est l'état de l'application des mesures fiscales et réglementaires en matière environnementale et climatique? Dans quelle mesure les municipalités pourront-elles combler le vide réglementaire laissé par les gouvernements provinciaux et fédéral?

L'objectif est, d'une part, de faire le point sur les études en cours en matière d'écofiscalité et, d'autre part, d'appréhender les changements en matière de réglementation environnementale et climatique au Québec et au Canada.

#### **A14.1 : Freins et leviers au déploiement de l'écofiscalité : Acceptabilité sociale et politico-administrative**

**Modération :** à venir

- **Michel Laliberté** (Université de Sherbrooke), *Quels sont les freins des municipalités québécoises à recourir à l'écofiscalité pour s'attaquer à des problèmes environnementaux ?*
- **Dossa Hyppolite Dansou** (UQAC), *Écofiscalité, adaptation climatique et gestion des risques : Quel rôle pour les municipalités ?*
- **Tommy Gagné-Dubé** (Université de Sherbrooke), *Les particularités du processus décisionnel en écofiscalité municipale au Québec*

#### **A14.2 : L'écofiscalité, de la théorie à la pratique : Enjeux de mise en œuvre et tensions entre objectifs de politique publique**

**Modération:** à venir

- **Pierre J. Hamel** (INRS), *La tarification de l'eau potable ? Oui mais... non*
- **Lyne Latulippe** et **Michaël Robert-Angers** (Université de Sherbrooke), *Les fonds dédiés au Québec : contraintes institutionnelles, surplus accumulés et tensions entre intention initiale et utilisation des ressources*
- **Alain Webster** (Université de Sherbrooke) et **Charles Séguin** (UQÀM), *Comment et pourquoi favoriser l'inévitable accroissement de l'écofiscalité dans les politiques climatiques*

#### **A14.3 : L'écofiscalité en matière de mobilité durable : des solutions à la recherche d'opportunité politique**

**Modération :** à venir

- **Jean-Philippe Meloche** (Université de Montréal), *Voitures, mobilité et fiscalité*
- **Fanny Tremblay-Racicot** (ENAP) et **Olivier Roy-Baillargeon** (ENAP), *L'écofiscalité contre le voiturage en solo: Leçons du cas exemplaire de Seattle*
- **Benoît Genest**, **Damien Pilon**, **Philippe Dubois**, et **Fanny Tremblay-Racicot** (ENAP), *Revue systématique de littérature sur les conditions d'acceptabilité sociale et politico-administrative des mesures écofiscales municipales en matière de mobilité durable*

## **A15 || Prendre au sérieux les utopies écologistes : pensées, pratiques et perspectives**

**Responsables :** Thierry Dominici (Université de Bordeaux), Thibaut Dauphin (Université de Bordeaux & Université de Corse, chercheur invité CRIDAQ-UQAM)

**Section thématique :** Politique comparée ; Théories et pensées politiques

**Horaire:**

- **A15.1 : 7 mai 2026, 9h-10h30**
- **A15.2 : 7 mai 2026,, 10h45-12h15**

**Résumé :** Le constat d'un monde fini, d'un climat rapidement dérégulé et d'un environnement dégradé jouit d'un consensus scientifique remarquable. Les voix nombreuses de la science parlent à l'unisson pour alerter les populations et leurs dirigeants : l'urgence est déjà là, et une autre méthode est nécessaire. Les sciences sociales, et en particulier la science politique, étudient depuis longtemps les mouvements qui, les premiers, annonçaient les difficultés à venir. Aussi marginales que leurs sujets à l'époque, ces études nous éclairent désormais sur les alternatives pensées pour protéger, sauvegarder ou ralentir les fatales conséquences de l'activité humaine que signale certes improprement le terme d'anthropocène. Les sciences sociales n'ont pas un rôle moindre aujourd'hui : il est celui d'analyser, de préparer et d'informer sur les pensées et les pratiques écologistes prometteuses ou éprouvées. Son rôle ne saurait en effet être confiné à une posture entièrement neutre à l'égard des problèmes sociaux. Erik Olin Wright décrivait en 2010 ce qu'il appelle des « utopies réelles », à savoir des formes d'organisation sociale et politique qui, tout en paraissant improbables en leur temps ou dans leurs contextes sociaux, peuvent ou se sont déjà matérialisées dans des expériences concrètes. Son travail tente ainsi d'étudier « la faisabilité de types d'institutions et de relations sociales radicalement différents qui pourraient potentiellement faire progresser les objectifs démocratiques égalitaires » (Wright, 2010). Nous choisirons ici d'élargir cet objectif à celui de l'écologie, en considérant tout ce qui, dans la pensée et les pratiques écologistes, peut constituer une ressource et une alternative au déjà-là insoutenable pour les océans, la biodiversité et particulièrement le genre humain.

Dès son apparition dans le champ politique dans les années 1980, l'écologie politique a été jugée par une grande majorité des démocraties comme une simple utopie irréalisable, car anti-productiviste et donc contraire à la philosophie du libre marché qui orchestre nos vies quotidiennes. Longtemps ignorée par le jeu démocratique de nos sociétés, l'écologie est encore aujourd'hui considérée comme une branche des sciences naturelles, au lieu d'être appréhendée comme un projet de société. Elle ouvre pourtant sur des nouveaux défis, et l'ensemble des champs de la connaissance sont sommés d'élaborer de nouveaux paradigmes, en proposant des « idéaux utopiques fondés sur les potentialités réelles de l'humanité, des destinations utopiques dotées de relais accessibles, des conceptions utopiques d'institutions pouvant éclairer nos tâches pratiques consistant à naviguer dans

un monde aux conditions imparfaites pour le changement social » (Wright, 2010).

### **A15.1 : Pensées et perspectives des utopies écologistes**

**Modération :** à venir

- **Thierry Dominici** (Université de Bordeaux), *L'écologie sociale de Murray Bookchin comme moteur d'utopies réelles pour sortir du capitalocène.*
- **Sylvie Ferrari** (Université de Bordeaux), *Philosophie des politiques publiques et protection de la nature : pour une utopie bioéconomique du vivant.*
- **Thibaut Dauphin** (Université de Bordeaux et Université de Corse, CNRS-LISA), *Une révolution écologique est-elle utopique ? Enjeux théoriques et conceptuels.*

### **A15.2 : Utopies écologistes et pratiques militantes**

**Modération :** à venir

- **Jean-Olivier Roy** (Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), *Militantisme et savoirs autochtones face à la rupture de l'ordre mondial.*
- **Éloi Halloran** (Université d'Ottawa et LabPop), *Faire Petite-Nation ou la biorégion comme "choix du petit".*
- **Julien Lagoutte** (Université de Bordeaux), *Construire un répertoire de l'a-répression. Sécuriser le militantisme écologiste.*

# **TABLES RONDES**

## **TB1 || : Quand le terrain interroge l'éthique : responsabilité et réflexivité en science politique**

**Responsables :** **Andréanne Brunet-Bélanger** (Université Saint-Paul), **Juan Manuel Morales** (Université de Montréal).

**Section thématique :** Méthodes, enseignement et développement professionnel

**Horaire:** 5 mai 2026, 9h-10h30

**Animation:** **Andréanne Brunet-Bélanger** (Université Saint-Paul)

**Participant.es :**

- **Juan Manuel Morales** (Université de Montréal)
- **Sarah Fontier** (INRS)
- **Julia Islas** (Université de Montréal)
- **Alexandra Lamarche** (Université de Montréal)

**Résumé de l'activité :** L'éthique en recherche constitue une dimension fondamentale de la pratique scientifique. En science politique, comme dans d'autres disciplines des sciences sociales, elle est souvent réduite à une étape institutionnelle. Pourtant, elle demeure au cœur du processus de production des savoirs et mérite d'être interrogée collectivement. Loin de se limiter à une conformité aux protocoles, l'éthique engage une réflexion sur les pratiques de terrain, les conditions de production de la connaissance, la pertinence de la réciprocité et les rapports de pouvoir qui traversent la recherche (Henri, 2019 ; Boué et al., 2024). Ces enjeux prennent une acuité particulière lorsque la recherche se déroule dans ce que la littérature qualifie de terrain sensible. Celui-ci renvoie à des contextes géographiques ou symboliques susceptibles de constituer un risque important pour les personnes impliquées. Les dangers potentiels rendent problématiques, tant pour la personne chercheuse que pour les participant·es, les étapes de collecte, de conservation et de diffusion des données de recherche (Prigent, 2024 ; Renzetti et Lee, 1993). Dans de tels contextes, les précautions éthiques deviennent primordiales dans l'élaboration des stratégies d'enquête et tout au long du processus de recherche, particulièrement lorsque la sensibilité du terrain n'est pas contingente mais inhérente à l'objet d'étude ou encore induite par le contexte (Boumaza et Campana, 2007).

La table-ronde propose d'explorer différentes facettes des recherches en terrains sensibles à travers trois axes complémentaires : (1) le positionnement de la personne chercheuse, et la manière dont elle négocie l'accès au terrain, construit ses relations et se situe par rapport à la multiplicité de ses rôles (chercheur·se, confident·e, militant·e, allié·e) face aux rapports de pouvoir et aux dynamiques qui traversent l'enquête ; (2) les

effets de l'expérience du terrain sur le chercheur·e, qu'ils soient émotionnels, physiques ou politiques, soulignant la nécessité de reconnaître le travail émotionnel comme un enjeu éthique majeur de la recherche ; (3) les effets de la recherche sur les personnes enquêtées, en particulier lorsque celles-ci sont marginalisées et que l'enquête peut reproduire des hiérarchies de pouvoir, ce qui appelle les chercheur·ses à développer des méthodologies éthiques et inclusives fondées sur le respect, la réciprocité et la co-construction des savoirs.

## **TB2 || Table ronde autour du livre « La politique des visas. Filtrer les mobilités internationales en Chine et en Algérie » de Juliette Dupont**

**Responsable :** Frédéric Mérand, Université de Montréal

**Section thématique :** Relations internationales et politiques mondiales

**Horaire:** 7 mai 2026, 9h-10h30

**Modérateur :** Frédéric Mérand, Université de Montréal

**Participant.es :**

- **Juliette Dupont**, UC Louvain
- **Laurie Beaudonnet**, Université de Montréal
- **Ahmed Hamila**, Université de Montréal
- **Sule Tomkinson**, Université Laval
- **Catherine Xhardez**, Université de Montréal

**Résumé :** Réunissant Sule Tomkinson, Catherine Xhardez, Laurie Beaudonnet et Ahmed Hamila ainsi que l'autrice, Juliette Dupont, cette table ronde portera un regard critique sur La politique des visas. Cet ouvrage qui vient de paraître apporte un éclairage nouveau sur le tri des étrangers : pourquoi 90% des visas français demandés en Chine sont acceptés, alors qu'en Algérie, un dossier sur deux est refusé ? Pour comprendre comment une nationalité se retrouve privilégiée et l'autre privée de mobilité, le livre s'appuie sur une enquête inédite auprès des consulats français de Beijing et Alger, guichets expatriés où bureaucratie et diplomatie s'emmêlent.

## TB3 || Crise de la démocratie et crises dans les démocraties : débats politiques et académiques.

**Responsable :** Charlie Mballa, University of Alberta

**Section thématique :** Théories et pensées politiques

**Horaire:** 5 mai 2026, 10h45-12h15

**Modérateur :** Frédéric Boily (University of Alberta - Campus Saint-Jean)

**Participant.es :**

- **Oleksiy Kandyuk** (University of Konstanz, Allemagne), *The question of European integration as a driver of democratic reform in times of war*
- **Victoria Bruné** (University of Aberdeen, Royaume-Uni), *Les petits États libéraux pris sous un feu croisé : les changements dans la politique étrangère nordique contemporaine face à la menace russe*
- **Pascal Lupien** (Brock University, Codirecteur du GRAAL), *Étude comparative du discours de leaders d'extrême droite en Amérique latine et en Europe occidentale*
- **Charlie Mballa** (University of Alberta - Campus Saint-Jean, Codirecteur du GRAAL et directeur du CAP-Afriques) et **Hajar El Majdoub** (University of Alberta), *De l'opinion au jugement : combler le fossé démocratique par les mini-publics incitatifs*
- **Kodzovi Ehonam Sena** (University of Alberta - Campus Saint-Jean), *Politiques de gouvernement ouvert : dispositifs hybrides et régénération de la confiance démocratique*

**Résumé :** La polarisation et les chocs géopolitiques actuels signalent-ils une simple crise passagère ou un échec systémique du modèle démocratique ? Ce panel propose une dialectique structurée pour répondre à cette question, en passant de l'analyse des menaces mondiales à l'étude des réponses civiques et institutionnelles.

Réunissant des experts de l'Ouest canadien (University of Alberta, Brock University) et d'Europe (University of Konstanz, University of Aberdeen), le panel offre une perspective comparative unique. Les discussions couvriront d'abord les pressions externes et systémiques — notamment la résilience de l'État ukrainien en guerre, le basculement sécuritaire des pays nordiques face à la Russie et la montée des populismes en Amérique latine. Dans un second temps, le panel explorera les voies de reconstruction de la légitimité démocratique, à travers les politiques de gouvernement ouvert et l'innovation délibérative (mini-publics).

## TB 4 || La justice face à la violence politique aujourd'hui : entre protection de l'État de droit et instrument de l'autoritarisme

**Responsables :** Sandrine Lefranc (CNRS et Sciences Po Paris), Antoine Mégie, (Université de Rouen).

**Section thématique :** Politique comparée ; Politiques et administrations publiques

**Horaire:** 6 mai 2026, 9h-10h30

**Composition de la table ronde :**

**Modération :** à venir

- **Éloïse Cauchy-Vaillancourt** (Université de Montréal), *Débats sur la violence et la participation politique au cœur d'un procès*
- **Mattéo Giouse** (Centre Max Weber, Université Lumière Lyon 2), *La caractérisation extensive de la violence des gilets jaunes : constructions narratives et conséquences punitives en comparutions immédiates*
- **Virginie Sansico** (Institut catholique de Paris), *La justice universelle à l'épreuve du réel : entre reconnaissance des victimes et absence des bourreaux*
- **Elyamine Settoul**, (CNAM, Paris), *Juger l'ennemi intérieur : Approche comparée du traitement judiciaire du djihadisme et de l'ultradroite en France*

**Résumé :** Dans les démocraties libérales, la justice incarne un pilier de l'État de droit, garantissant l'équilibre entre les libertés individuelles et la sécurité collective. Pourtant, face à la recrudescence de la violence politique — qu'elle soit issue de mouvements contestataires, de groupes extrémistes ou de l'État lui-même — et dans un contexte mondial marqué par la montée de l'autoritarisme, le rôle de la justice est de plus en plus interrogé. Les institutions judiciaires ont pu apparaître, dans certains pays, comme les instruments de politiques répressives, et ailleurs comme les remparts ultimes face à des tentatives de remise en cause de l'État de droit. Cette table ronde propose d'interroger, d'une part, la place actuelle de la justice dans nos démocraties fragilisées, d'autre part, sa capacité à demeurer un espace démocratique dans le traitement de la violence politique contemporaine.

À partir d'enquêtes empiriques de science politique donnant une large place à l'analyse des acteurs (et de leurs pratiques), les intervenants discuteront des tensions entre impératif de sécurité, respect des droits fondamentaux et maintien des principes démocratiques. Ils analyseront les formes prises par les réponses judiciaires aux violences politiques en interrogeant par exemple les transformations qu'elles induisent en défense de l'État de droit ou dans le sens d'un autoritarisme à intensité variable. L'objectif est de réfléchir à la manière dont la justice peut (ou non) constituer un contre-pouvoir face à la

violence politique, et quelles conditions sont nécessaires pour qu'elle demeure un espace démocratique.

## **TB5(ES) || Les concepts les plus importants en science politique : discussion autour du lancement de l'Encyclopédie AISP 2026**

**Responsable:** Kim Fontaine-Skronski (Association internationale de science politique (AISP-IPSA) et Université Concordia).

**Organisée par l'Association internationale de science politique (AISP)**

**Section thématique :** Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel

**Horaire:** 6 mai 2026, 15h45-17h15

**Composition de la table ronde :**

**Modératrice :** Kim Fontaine-Skronski, Directrice exécutive, Association internationale de science politique (AISP-IPSA)

- **Daniel Stockemer**, Université d'Ottawa
- **Audrey Gagnon**, Université d'Ottawa
- **Michèle Rioux**, Université du Québec à Montréal
- **Daniel Salée**, Université Concordia

**Résumé :** La politique du XXI<sup>e</sup> siècle a pris des tournants inattendus et déstabilisants. Les démocraties ne sont plus en plein essor, mais en déclin (rapide), le populisme s'est répandu aux quatre coins du monde, des questions controversées telles que l'avortement, le multiculturalisme ou l'immigration polarisent nos sociétés, et des guerres font rage à travers le globe, de l'Ukraine à Gaza en passant par le Yémen. En bref, ce n'est pas le monde qui a émergé à la fin de la guerre froide. Ces changements tectoniques posent des défis profonds aux professionnels et aux chercheurs, et ont généré une multitude de nouvelles questions de recherche en science politique. Comment les politologues ont-ils abordé ces transformations ? Comment se sont-ils adaptés aux nouveaux défis que présentent la propagation de la désinformation et des fausses informations, la radicalisation des sociétés ou la réorganisation de l'ordre international traditionnel? L'Encyclopédie de la science politique vise à apporter un éclairage sur ces questions en examinant les phénomènes les plus pressants de la politique contemporaine. en résumant les principaux résultats de recherche et en proposant des orientations futures. À cette fin, les éditeurs ont invité des universitaires de renom et émergents du monde entier à rédiger une synthèse succincte des 200 concepts les plus fréquemment utilisés en science politique au cours des dix dernières années (de 2014 à 2023). Cette table-ronde sera l'occasion de discuter de certains des concepts les plus importants en science politique de la dernière décennie parmi les 100 premiers concepts

publiés jusqu'ici, en présence des éditeurs et de deux intervenants, professeurs de science politique (en politique comparative et relations internationales).

## **TB6 || L'analyse du risque politique et la prospective : des pratiques à (ré-)insérer en science politique ?**

**Responsable :** Adib Bencherif (Université de Sherbrooke)

**Section thématique :** Relations internationales et politiques mondiales ; Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel

**Horaire:** 6 mai 2026, 10h45-12h15

**Composition de la table ronde :**

**Modération :** à venir

- **Adib Bencherif**, Université de Sherbrooke,
- **Nicolas Klingelschmitt**, Centre Francopaix, UQÀM
- **Carl Marchand**, Université de Sherbrooke
- **Julian Campisi**, Université de Toronto.

**Résumé :** L'analyse du risque politique et la prospective, deux pratiques existantes dans le secteur public et le secteur privé, s'essayer à prévoir, anticiper et lire les futurs pour pouvoir gérer les risques et crises associés. Dans un contexte sociopolitique mondial que l'on considère de plus en plus incertain, au point d'utiliser des notions comme « polycrises », ces pratiques se développent, tout en restant davantage ancrées dans des disciplines comme la gestion. Comment la science politique peut-elle (ré-)insérer ces pratiques au sein du milieu académique, à travers 1) les volets de la recherche, 2) de l'enseignement mais aussi 3) dans le cadre de dispositifs participant à la gestion de l'université ? Comment la science politique peut-elle participer plus globalement aux débats existant au sein des « future studies » ? Comment peut-elle aussi le renouveler ? La présente table ronde s'efforcera de se pencher sur ses différents volets, en s'appuyant sur des exemples mis en oeuvre au sein d'universités québécoises (Université Laval, Université de Montréal et Université de Sherbrooke entre autres) et en présentant les leçons tirées de ces expériences.

## **TB7 || Table-ronde autour du livre d'Emilie Biland « *Parents en quête de droits. Minorités de sexualité et de genre d'un continent à l'autre* »**

**Responsable :** Joanie Bouchard, École de Politique Appliquée, Université de Sherbrooke

**Section thématique :** Politique comparée ; Sociologie et comportements politiques ; Autre: Genre et sexualité.

**Horaire :** 5 mai 2026, 10h45-12h15

**Composition de la table ronde :**

**Modération :** Joanie Bouchard, Université de Sherbrooke

- **Emilie Biland**, Sciences Po Paris
- **Sophie Mathieu**, Université de Sherbrooke
- **Geneviève Pagé**, Université du Québec à Montréal

**Résumé de l'activité :** Cette table-ronde sera consacrée à la présentation et la discussion de l'ouvrage d'Emilie Biland paru peu de temps avant le Congrès, dont voici la 4e de couverture :

"Souvent marginalisées par leur famille d'origine, les personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles et trans ont longtemps été exclues des manières légitimes de faire à leur tour famille. Depuis la fin du 20e siècle, leur reconnaissance partielle et controversée transforme la matrice de la parenté, ce système de normes qui divise l'humanité en deux catégories – femmes et hommes – à partir des corps, désirs et relations familiales valorisés. Fondé sur une enquête inédite en France, au Québec et au Chili, cet ouvrage examine comment parents, professionnel·les et militant·es s'adaptent à l'absence de droits, se mobilisent pour en obtenir et s'approprient les nouvelles règles. Il montre que les droits réduisent les expériences de l'injustice et sécurisent l'avenir des parents LGBTQ+. Mais cette ascension statutaire bénéficie surtout aux personnes bien entourées et bien dotées, dont la vie quotidienne reste fragilisée par les attentes hétéronormées de leur entourage et des institutions, qui valorisent le couple et la maternité procréative. Le droit français borne plus strictement les possibles familiaux que les droits québécois et chilien, pressant d'explorer d'autres voies pour que chacun·e y ait pleinement sa place."

Emilie Biland, elle est actuellement professeure à Sciences Po (Paris), après avoir été professeure adjointe (2010-2014) et professeure associée (2014-2023) au département de science politique de l'Université Laval.

## TB8 || Dérives et possibilités de l'éthique en recherche

**Responsable :** Sule Tomkinson, Université Laval

**Section thématique :** Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel ; Autre: Éthique de la recherche

**Horaire:** 7 mai 2026, 9h-10h30

**Composition de la table ronde :**

**Modératrice:** Sule Tomkinson, Université Laval

- **Sule Tomkinson**, Université Laval
- **Joanie Bouchard**, Université de Sherbrooke
- **Pietro Marzo**, Université TÉLUQ
- **Adib Bencherif**, Université de Sherbrooke
- **Normand Landry**, Université TÉLUQ

**Résumé de l'activité :** L'éthique en recherche occupe aujourd'hui une place centrale dans les universités, mais la façon dont elle est institutionnalisée soulève de nombreuses préoccupations. Le processus d'évaluation éthique se vit souvent comme une bureaucratie kafkaïenne — un système irrationnel, frustrant et déshumanisant, où la logique administrative prend le pas sur la réflexion scientifique et le jugement professionnel. Les expériences des chercheur·e·s révèlent une dérive insidieuse de l'éthique : un élargissement constant de ce qui est considéré comme risqué et un encadrement procédural de plus en plus lourd, qui étouffe la diversité et la créativité de la recherche. De nombreux chercheur·e·s abandonnent des projets pourtant financés, découragé·e·s par la complexité et l'incohérence du processus d'évaluation. L'éthique, censée encourager la réflexivité, appauvrit parfois la recherche en favorisant la conformité et en marginalisant les approches critiques, collaboratives ou qualitatives. On observe aussi une infantilisation des chercheur·e·s et des participant·e·s, où la confiance et la responsabilité cèdent la place à la méfiance et à la standardisation.

Cette table ronde ouvre un espace de réflexion collective autour de questions telles que :

- Quelles stratégies permettent d'anticiper et de répondre aux exigences des comités d'éthique?
- Comment soutenir et guider les personnes étudiantes face aux défis des évaluations éthiques?
- Quels enjeux éthiques négligés méritent une véritable attention, même s'ils échappent au mandat des comités d'éthique?
- Comment faire en sorte que l'éthique en recherche reste-t-elle un sujet de réflexion et de pluralisme, au-delà des exigences bureaucratiques?

## TB9 || Reconfigurations régionales au Sahel : entre fragilité démocratique, sécurisation du politique et post-multilatéralisme

**Responsable** : Mady Ibrahim Kanté, Université Kurukanfuga de Bamako, Chercheur associé du CIRAM - Université Laval.

**Section thématique** : Relations internationales et politiques mondiales ; Géopolitique au Sahel

**Horaire** : 6 mai 2026, 15h45-17h15

**Composition de la table-ronde** :

**Modération**: Mady Ibrahim Kanté (Université Kurukanfuga de Bamako ; CIRAM – Université Laval),

- **Wendyam Valentin Compaoré** (CBC / Radio-Canada, Canada), *Reconfigurations régionales au Sahel et post-multilatéralisme : sécurisation du politique et recomposition des alliances au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES)*
- **Steve Tametong** (ISMP / UCAC), *Démocratie vs sécurité au Sahel : le dilemme de la théorie de l'œuf et de la poule à l'ère du post-multilatéralisme émergent*
- **Yssoufou Sagnon** (Université Laval), *La géopolitique des médias : la Confédération des États du Sahel entre polarisation informationnelle, désinformation et censure par omission*

**Résumé** : La région sahélo-saharienne connaît d'importantes évolutions qui remettent en question la science politique : recomposition des alliances (formats sécuritaires alternatifs), affaiblissement des cadres multilatéraux, polarisation informationnelle et érosion de la confiance citoyenne. Dans ce contexte, l'action publique se "sécuritise" tandis que les espaces civiques se réduisent, avec des effets ambivalents sur la paix, l'équité sociale et les trajectoires socio-écologiques. Cette thématique propose de questionner la pertinence et les limites des cadres analytiques, en particulier la sécurité régionale, autoritarisme électoral, gouvernance des risques, économie politique de la violence, études des transitions face à ces basculements. En croisant enquêtes de terrain, données d'alerte précoce et analyses de politiques, nous discuterons (1) des reconfigurations institutionnelles (régionales/étatiques), (2) des économies de guerre et de la gouvernance sécuritaire, (3) des innovations et contraintes de la société civile, et (4) des liens climat-mobilités-conflits. La séance mobilise une perspective comparée utile au débat québécois et canadien (coopération, immigration, cybersécurité, désinformation). Elle vise à dégager des concepts opératoires et des recommandations méthodologiques pour une science politique apte à éclairer les "nouveaux" régimes de violence et de gouvernance au Sahel.

## TB10 || Changement climatique, minéraux critiques et équité socio-économique : Défis de la transition énergétique et du développement durable en Indo-Pacifique

**Responsable :** Dominique Caouette, Université de Montréal

En collaboration avec la Chaire d'études asiatiques et indopacifiques du CÉRIUM.

**Horaire:** 5 mai 2026, 14h-15h30

**Composition de la table ronde :**

**Modération:** Dominique Caouette (Université de Montréal)

- **Margaux Maurel** (HEC Montréal) : S'opposer à la nouvelle ruée minière à l'ère de la transition énergétique mondiale : récits et actions contre-hégémoniques pluriels et contestés aux Philippines
- **Alexandre Veilleux** (Fondation Asie-Pacifique du Canada) : Entre transition énergétique et sécurité nationale : évolution du cadrage médiatique des minéraux critiques.
- **Camille Thom** (Université d'Ottawa) : Les femmes face à l'industrie minière aux Philippines
- **Antoine Laugrand** (Université d'Ottawa) : L'extraction de l'or aux Philippines
- **Dominique Caouette** (Université de Montréal) et **Dalia Aktouf** (Université de Montréal) : Le nouvel extractivisme des minéraux critiques aux Philippines : comment concilier transition énergétique, environnement et droits des communautés autochtones.

**Résumé :** Face aux objectifs mondiaux de neutralité carbone d'ici à 2050, la demande mondiale en minéraux considérés « critiques » pour la transition énergétique – cobalt, nickel, lithium, cuivre, terres rares – est appelée à exploser. Selon l'Agence internationale de l'énergie, elle devrait plus que tripler d'ici 2030, pour atteindre plus de 30 millions de tonnes. Dans le contexte d'une transition énergétique mondiale qui passe par la sortie rapide des énergies fossiles et l'électrification, les pays disposant de ressources minérales stratégiques deviennent incontournables. De nombreux États de l'Indo-Pacifique, en particulier en Asie du Sud-Est, expérimentent le paradoxe la transition énergétique : en voulant décarboniser l'économie mondiale pour ralentir ou modérer les effets néfastes et mortels des changements climatiques, les communautés adjacentes aux sites miniers et les travailleur.ses de cette industrie subissent de nombreux dommages collatéraux : dépossession de leurs terres, déforestation, contamination des nappes phréatiques et cours d'eau, et conditions de travail souvent périlleuses et surtout mal encadrées. La table-ronde rassemblera des chercheur.es et étudiant.es aux cycles supérieurs qui ont en commun d'étudier et de comprendre les paradoxes et défis de la transition énergétique,

en particulier les enjeux liés à l'extraction et l'utilisation des minéraux critiques dans le contexte de l'Indo-Pacifique.

## TB11 || Exceptionnalisme et politique étrangère

**Responsables :** Charles Sharpe et Martin Poëti, Collège militaire royal de Saint-Jean

**Section thématique :** Politique comparée ; Relations internationales et politiques mondiales.

**Horaire :** 5 mai 2026, 15h45-17h15

**Composition de la table ronde :**

- **Yann Breault**, Collège militaire royal, Saint-Jean, *L'exceptionnalisme russe*
- **Pierre Pahlavi**, Collège des Forces canadiennes, *L'exceptionnalisme iranien*
- **Martin Poëti**, Collège militaire royal, Saint-Jean, *L'exceptionnalisme chinois*
- **Charles Sharpe**, Collège militaire royal, Saint-Jean, *L'exceptionnalisme américain*

**Résumé :** Tout au long de l'histoire, des nations de tailles et de types divers ont adopté un récit historique qui affirme d'une manière ou d'une autre leur caractère exceptionnel. Qu'il soit sécularisé ou non, ce récit trouve souvent son origine dans la religion. Il explique ce qui distingue la nation des autres et ce qui fait sa grandeur. Il fournit un point de convergence commun qui unit la nation. Il offre une raison d'être sans laquelle la nation perdrait son sens et serait vulnérable à la désintégration. Cette table-ronde explorera la relation entre l'exceptionnalisme et le comportement extérieur des États-nations, en reconnaissant que le concept lui-même peut être contesté et que tout exceptionnalisme donné est un projet en perpétuel mouvement. Nous partons du principe que l'exceptionnalisme d'une nation fournit à sa classe politique un langage, des valeurs et des métaphores qui lui permettent d'articuler une mission nationale et de légitimer sa politique étrangère. Au cours du siècle à venir, l'exceptionnalisme des grandes puissances, mais aussi des puissances moyennes et petites, jouera un rôle dans la trajectoire de l'histoire humaine. Il s'agira d'expliquer comment différents types d'exceptionnalisme façonnent les politiques étrangères de divers États dans le système international.

## **TB12 || Table ronde sur le texte « Au-delà du paradigme majorité-minorité dans l'étude des États multinationaux : une proposition d'agenda de recherche »**

**Responsable:** Luc Turgeon, Université d'Ottawa

**Horaire:** 7 mai 2026, 10h45-12h15

**Composition de la table ronde :**

- **Raffaele Iacovino** (Carleton University)
- **Luc Turgeon** (Université d'Ottawa)
- **Alain-G Gagnon** (UQAM)
- **Audrey Gagnon** (Université d'Ottawa)
- **Félix Mathieu** (UQO)

**Résumé :** Au cours des dernières années, un nombre grandissant de spécialistes ont milité en faveur d'un dépassement du paradigme majorité-minorité dans les études intercommunautaires, c'est-à-dire l'étude des relations entre groupe majoritaires et différents groupes minoritaires, que ce soient des groupes ethniques, religieux ou linguistiques (Dixon et al., 2020; Tsang et al., 2022). D'autres chercheurs ont quant à eux étudié la présence de compétition ou de coopération entre de tels groupes minoritaires, que ce soient différentes générations d'immigrants (Wessendorf, 2020) ou encore différents groupes ethniques ou racisés (Wilkinson, 2015). Bien que des chercheurs ont exploré l'ouverture (ou non) des minorités nationales à l'immigration (Zapata-Barrero, 2009; Turgeon et Bilodeau, 2014; Barker, 2015), il n'en demeure pas moins que la littérature sur les États multinational demeurent quant à elle est largement dominée par les études sur les relations entre majorité et minorités nationales (Gagnon et al., 2011; Lecours, 2021). Peu d'études ont exploré à ce jour les relations entre minorités nationales, à titre d'exemple entre Catalans et Basques, Écossais et Gallois, ou encore Québécois, Acadiens et Autochtones, en en particulier les facteurs contribuant à des relations de coopération ou de compétition. La table ronde que nous proposons constitue une discussion sur le texte programmatique de Luc Turgeon et Raffaele Iacovino sur l'étude des relations minorités-minorités dans les États multinationaux à laquelle participeront Alain-G Gagnon, Audrey Gagnon et Félix Mathieu.

## **TB13 || Le Moyen-Orient entre ruptures et continuités : recompositions géopolitiques, mutations sociétales et enjeux de sécurité**

**Responsable :** Wael Saleh, Chercheur associé, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

**Section thématique :** Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel

**Horaire:** 5 mai 2026, 14h-15h30

**Composition :**

**Modération :** à venir

- **Marie-Joëlle Zahar** (UdeM)
- **Patrice Brodeur** (UdeM)
- **Wael Saleh** (Chaire Raoul-Dandurand, TRENDS Research & Advisory)
- **Mounia Aït Kabboura** (Collège militaire royal du Canada, CMR)

**Résumé de l'activité :** Le Moyen-Orient demeure l'une des régions les plus dynamiques et les plus instables du système international. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, il a été le théâtre de révolutions, d'interventions étrangères, de recompositions idéologiques et de transformations technologiques rapides. Ces mutations ont conduit nombre d'observateurs à parler d'une ère de ruptures profondes, marquée par la fin des équilibres issus de la guerre froide et par l'érosion des anciens modèles de gouvernance et de sécurité. Pourtant, ces bouleversements ne se traduisent pas par une refondation totale de l'ordre régional : derrière les changements visibles, des continuités structurelles persistent — qu'il s'agisse de la centralité des identités religieuses, du rôle stratégique des ressources énergétiques, de la prégnance des régimes autoritaires ou de la dépendance vis-à-vis des puissances extérieures. Ce panel se propose d'interroger la dialectique entre ruptures et continuités au Moyen-Orient : dans quelle mesure les transformations récentes – politiques, sociétales, géopolitiques et sécuritaires – traduisent-elles une redéfinition en profondeur des logiques régionales, ou s'inscrivent-elles au contraire dans la prolongation d'une histoire faite de recompositions internes et d'adaptations externes ? Autrement dit, assiste-t-on à une véritable refondation du système moyen-oriental, ou à une reconfiguration de surface qui préserve les structures de pouvoir et les schèmes culturels hérités ?

# PANELS

## **P1 || La fin de la mondialisation à l'épreuve de l'histoire et du terrain**

**Responsable :** Frédéric Mérand, Vincent Pouliot, Université de Montréal

**Section thématique :** Relations internationales et politiques mondiales

**Horaire:** 7 mai 2026, 14h-15h30

**Résumé :** La question principale de ce panel interdisciplinaire (science politique, droit, histoire) est de savoir si nous assistons à la fin d'une ère de mondialisation. Une définition de la mondialisation ainsi que des indicateurs empiriques seront proposés par les organisateurs, Vincent Pouliot et Frédéric Mérand. Issue des travaux de l'Équipe de recherche Mondialisation sous tension, chaque communication confronte cette question à un terrain contemporain de recherche, un domaine juridique ou une comparaison historique.

### **Composition du panel :**

Modérateur : **Vincent Pouliot**, Université de Montréal

Discutant : **Frédéric Mérand**, Université de Montréal

- **Frédérique Boyer-Viau**, Université de Montréal, *De la coopération multilatérale à l'interdépendance asymétrique : recomposition des hiérarchies spatiales*
- **Jessy Benoit**, UQAM, *Les stratégies d'adaptation des exilés politiques face à la répression transnationale: le cas des exilés russes et arabes à Berlin*
- **Yaxin Zhou**, Université de Montréal, *Régionalisation sino-centrée en devenir : comment la coalition État-entreprises numériques chinoise accroît son influence en Asie du Sud-Est ?*

## P2 || Intelligence artificielle, algorithmes, communication politique et méthodes computationnelles : enjeux et usages en science politique

**Responsables :** C. Arteau-Leclerc, U. Laval, A. Cloutier, U. Laval, Y. Dufresne, U. Laval, T. Giasson, U. Laval, A. Lemor, U. de Sherbrooke, C. McCool, U. Concordia, Laurence-Olivier M. Foisy, U. Laval, M. Quintin, U. Laval, Louis-Charles Vaillancourt, U. Laval

**Section thématique :** Médiatisation et communication politiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 9h-10h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Manuel Quintin** (Université Laval), **Guillaume Beaumier** (École nationale d'administration publique) et **Antoine Lemor** (Université de Sherbrooke) : *Analyse de cadrage assistée par LLM : Le cas de la souveraineté numérique.*
- **Antoine Lemor** (Université de Sherbrooke), **Alizée Pillod** (Université de Montréal) et **Matthew Taylor** (Université de Montréal) : *Quand les scientifiques parlent du climat, les politiciens répondent-ils? Dynamiques discursives du climat au Canada.*
- **Camille Arteau-Leclerc** (Laval) : *Comprendre (ou pas!) l'algorithme : les usages d'Instagram par les stratégies politiques lors de la campagne électorale de 2022.*
- **Louis-Charles Vaillancourt** (Université Laval) : *De la rhétorique à l'action: polarisation, IA et dynamique de la violence conflictuelle.*

**Résumé :** La communication politique n'échappe pas aux bouleversements liés à l'intelligence artificielle (IA). Dans ce contexte, son usage va bien au-delà de l'IA générative (ex. ChatGPT), et ce, depuis plusieurs années. Dès 2013, Meta cherche activement à intégrer l'IA à la gestion de contenu de ses plateformes – Instagram, Facebook et WhatsApp – pour la modération, la publicité, la personnalisation des fils d'actualité et la collecte de données. L'introduction de ces algorithmes rompt avec la vision idéalisée d'Internet des années 1990, alors perçu comme un espace permettant la communication directe entre acteurs politiques et citoyens. Les algorithmes exercent une fonction éditoriale qui peut se rapprocher de celle des éditeurs-trices des médias traditionnels. Ces technologies influencent également la production, la diffusion et la réception des contenus numériques, tout en soulevant des questions quant à leurs effets sur l'engagement démocratique. Cette transformation numérique a aussi généré une explosion sans précédent de données textuelles politiques : discours officiels, débats parlementaires, médias traditionnels et sociaux, consultations citoyennes, archives administratives. Cette abondance documentaire offre des opportunités inédites pour la science politique, mais pose aussi des défis méthodologiques majeurs. Ce panel s'intéresse donc aux impacts de l'IA et des algorithmes sur la communication politique, tant du point de vue théorique que méthodologique.

## **P3 || Désordres informationnels et vérification des faits en Afrique subsaharienne : pratiques, défis et limites**

**Responsable** : Adib Bencherif, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke

**Section thématique** : Politique comparée ; Relations internationales et politiques mondiales ; Enjeux de méthodes, d'enseignement ou de développement professionnel

**Horaire**: 6 mai 2026, 14h-15h30

Président : **Cédric Jourde**

Commentateur : **Philippe Frowd**

- **Adib Bencherif** (U.Sherbrooke), *Désordres informationnels au Sahel : Une comparaison des cas malien et burkibabé (2021-2025)*
- **Mathieu Colin** (U.Sherbrooke) et **Adib Bencherif** (U.Sherbrooke), *Défis et enjeux méthodologiques dans une recherche collaborative appliquée sur la désinformation en Afrique francophone*
- **Gabrielle Goyet** (U. Montréal) et **Nicolas Klingelshmitt** (UQÀM), *Lorsque les désordres informationnels attisent les tensions politiques : le cas de la présidentielle camerounaise 2025*
- **Nicolas Klingelshmitt** (UQÀM), **Gabrielle Goyet** (UdeM) *Désordres informations et rivalités électorales en Côte d'Ivoire : récits, ingérences, luttes de légitimité*

**Résumé** : Dans un contexte sahélien marqué par une superposition de crises sécuritaires, politiques, économiques et informationnelles, la désinformation s'impose comme un instrument de pouvoir, de mobilisation et de contestation. Ce panel propose d'analyser les dynamiques contemporaines de la désinformation et les pratiques de vérification des faits dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest et centrale (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Cameroun). S'appuyant sur un corpus empirique inédit cette étude interroge la fabrique et la circulation des récits de désordre informationnel. Les panélistes montreront comment ces récits s'articulent autour de méta-récits très ancrés dans les imaginaires locaux et examineront également les méthodologies employées par les organisations africaines de fact-checking, leurs stratégies d'adaptation et les limites auxquelles elles sont confrontées : pressions politiques, risques sécuritaires, défiance du public et des acteurs internationaux, contraintes techniques et économiques. En proposant une approche croisée entre science politique, études des médias et recherche appliquée, ce panel invite à repenser les enjeux éthiques, méthodologiques et politiques de la vérification de faits dans des contextes fragilisés ou sensibles, ainsi que les désordres informationnels dans des contextes de régimes autoritaires ou dans des périodes électorales. Ce panel ouvre enfin des pistes de réflexion sur le rôle des chercheurs et praticiens dans la production de savoirs critiques face à l'accélération des crises informationnelles en Afrique et au-delà.

## P4 || Les citoyens et citoyennes face à l'État : les interactions administratives comme enjeu politique

**Responsables** : Samuel Defacqz, UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et Université Laval, Pierre-Marc Daigneault, Université Laval

**Section thématique** : Politiques et administrations publiques

**Horaire**: 7 mai 2026, 14h-15h30

**Composition du panel** :

**Modération** : à venir

- **Pierre-Marc Daigneault** (Université Laval) et **Sule Tomkinson** (Université Laval), *Allègement des fardeaux et simplification dans les tribunaux administratifs*
- **Samuel Defacqz** (UCLouvain Saint-Louis Bruxelles), **Claire Dupuy** (UCLouvain), **Ahmed Fouad El Haddad** (Université Paris-Est Créteil), *Les effets politiques du fardeau administratif : une approche conceptuelle*
- **Henri Desjardins** (Université Laval) et **Pierre-Marc Daigneault** (Université Laval), *La simplification administrative au gouvernement du Québec*
- **Corinne Lajoie** (Western University) et **Pierre-Marc Daigneault** (Université Laval), *Fardeau administratif et crise de confiance : l'angle mort de la fiabilité institutionnelle*

**Résumé** : Les interactions avec les administrations ou les expériences quotidiennes des politiques publiques constituent des moments d'engagement entre les individus et l'État. Ces rencontres bureaucratiques, qu'elles soient exceptionnelles ou routinières, jouent un rôle central dans la construction du rapport des citoyens et citoyennes à l'État. Loin d'être neutres, elles façonnent les perceptions, les attitudes et les comportements politiques des individus, en plus d'être déterminantes pour l'efficacité des politiques publiques (Daigneault, Defacqz et Dupuy, 2024).

Ainsi, les travaux en science politique et en administration publique ont montré que la mise en œuvre des politiques publiques produit des effets politiques, sociaux et cognitifs, tant sur les gouvernés que sur les gouvernants (Béland, 2010 ; Mettler et Soss, 2004). D'une part, les travaux sur les effets-retour des politiques publiques ont notamment mis en lumière les effets interprétatifs, redistributifs ou normatifs des politiques publiques, révélant comment celles-ci influencent notamment les ressources, les attentes ou les comportements des individus à l'égard de l'État ou d'autres groupes de la communauté (Bussi et al., 2022). D'autre part, un nombre croissant de recherches se sont intéressées aux rencontres bureaucratiques à travers le prisme du concept de fardeau administratif (Herd et Moynihan, 2018). Ces travaux, plus récents, interrogent la manière de conceptualiser et de mesurer les coûts associés aux démarches administratives,

analysent leurs sources et leurs conséquences (Benoit et Marier, 2024 ; Daigneault, 2024 ; Daigneault, Defacqz et Dupuy, 2024 ; Dupuy et Defacqz, 2022). Enfin, un troisième ensemble de travaux se situe à la jonction de ces deux courants et analysent précisément les effets-retour des interactions administratives (Bell et al., 2024 ; Mikkelsen et al., 2025).

Ce panel propose de rassembler des contributions qui explorent les interactions administratives comme enjeu politique et de bonne gouvernance, du point de vue des gouvernés ou des gouvernants. Il accueille des propositions empiriques, théoriques, méthodologiques ou de synthèse, qui abordent notamment, sans s'y limiter, les enjeux d'opérationnalisation et d'analyse des interactions administratives, les motivations politiques derrière l'évolution de leurs modalités, ou encore l'éventail des effets qu'elles peuvent produire.

En s'appuyant sur les cadres analytiques présentés plus haut, ou d'autres approches (tel que par exemple la « fonction publique de première ligne »), ce panel vise à enrichir la compréhension des dynamiques actuelles de l'action publique, en mettant au cœur de l'analyse les expériences que font les individus de l'État. En lien avec la thématique du congrès, ce panel offre également l'occasion de réfléchir plus largement au rôle de la science politique et de l'administration publique dans le débat public sur la légitimité de l'État. En analysant l'action publique à travers le prisme des interactions administratives, il met en lumière la manière dont la recherche peut nourrir les réflexions sur la perception et l'expérience de l'État par les citoyens et citoyennes.

## P5 || Les politiques de leurre : souveraineté, réconciliation et reproduction de l'État colonial

**Responsable :** Thierry Rodon, Université Laval

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone

**Horaire :** 6 mai 2026,

- P5.1: 10h45-12h15
- P5.2 : 14h-15-30

**Modération:** Thierry Rodon

### P.5.1 Les politiques de leurre I

- **Olivier Sabourin** (Université de Montréal), *Les politiques de leurre au musée.*
- **Gavin Furrey** (Université d'Ottawa), *Pédagogies des possibilités politiques: La construction de l'autorité autochtone dans les programmes d'études de l'Ontario et de la Colombie-Britannique à l'ère de la réconciliation*
- **Laura Wilmot** (Université Laval), *De la contestation à l'instrumentalisation : comment les États coloniaux transforment la DNUDPA en politique de leurre*

### P5.2 Les politiques de leurre II

- **Zoé Boirin-Fargues** (Laval), *La régulation de la consultation entre entreprises minières et peuples autochtones, un leurre pour les souverainetés autochtones*
- **Maha Sbyea** (Université d'Ottawa), *Lost in trans-nations... Enjeux de gouvernance, d'unité et de reconnaissance entre la Métis Manitoba Federation et l'État canadien*
- **Charles-Émile Badie** (Université Laval), *La police chez les Autochtones : reproduction ou création d'un nouveau mode de gouvernance*

**Résumé :** Les États issus du colonialisme de peuplement – tels que le Canada, et le Québec – se sont construits sur la dépossession des terres autochtones et la désorganisation des systèmes politiques, sociaux et économiques des Premiers Peuples. Pourtant, ces derniers ont continuellement contesté les fondements injustes de ces États, obligeant ceux-ci à réagir tantôt par la répression, tantôt par l'accommodement, notamment face à des mobilisations autochtones de plus en plus efficaces. Cette session propose d'examiner ces moments de tension et d'ouverture apparente à travers le concept de « politiques de leurre » (decoy politics), Dimitrov (2020), Collie et Alcantara (2024). Cette notion renvoie aux dispositifs institutionnels, juridiques et discursifs mis en place par l'État pour donner l'impression d'une transformation – réconciliation, reconnaissance, décolonisation – tout en préservant les structures de souveraineté coloniale. Les communications réunies dans cette session s'intéressent aux diverses formes que prennent ces politiques de leurre afin de mieux comprendre comment les États coloniaux contemporains réinventent leur légitimité tout en limitant les avancées réelles vers la souveraineté autochtone.

## **P6 || Quelles analyses de la violence politique pour une science politique issue d'universités coloniales et de sociétés génocidaires ?**

**Responsables :** Marina Seuve et Vincent Romani, UQAM

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée ; Relations internationales et politiques mondiales ; Sociologie et comportements politiques ; Théories et pensées politiques.

**Horaire:** 5 mai 2026, 15h45-17h16

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Nell Bonilla affiliation (?), titre à déterminer**
- **Aurélie Audeval affiliation (?), titre à déterminer**
- **Maggie Hébert (UQAM) :** Universités québécoises et question palestinienne
- **Marina Seuve (UQAM) :** les violences anthroponymiques comme violences totales.
- **Vincent Romani (UQAM) :** colonialité génocidaire et science politique

**Résumé :** Les sciences sociales et politiques occidentales sont structurées par des tensions contradictoires dès leurs fondations modernes au 19<sup>ème</sup> siècle, opposant leur autonomie et leur hétéronomie, leur neutralité distante et leur vocation à intervenir, gouverner ou comprendre les conduites, servir ou critiquer les pouvoirs. Les déterminants patriarcaux, classistes, racistes, colonialistes de ces tensions disciplinaires sont analysés et critiqués depuis plusieurs décennies dans les études sociales des sciences, les analyses féministes, anticoloniales, postcoloniales, décoloniales, marxiennes, tout en restant marginalisées (Steinmetz 2023, Chabaud-Rycher et alii 2010).

Que deviennent ces contradictions et ces critiques disciplinaires aujourd'hui ? En octobre 2023, la survenue d'une crise coloniale accélérant le génocide de la Palestine par les gouvernements occidentaux et leurs alliés s'inscrit dans le contexte d'une crise impériale du capitalisme occidental. Les indices de déchéance de ce dernier sont implacables sur les plans militaire, économique, scientifique, démographique, géopolitique. En conséquence, radicalisations politiques et sociales, aventures militaristes, paniques et répressions intérieures s'accroissent et mettent fin à une pseudo parenthèse libérale. Elles défont les oripeaux humanistes d'une « civilisation » dont la violence nue s'exprime dans une cruellisation obscène et structurelle (Prashad, Makaremi 2025).

Cette cruellisation vient exacerber les tensions anciennes et présentes dans les disciplines des sciences sociales et politiques occidentales, et questionner leur pertinence, leurs capacités épistémiques et politiques à comprendre, expliquer, émanciper, critiquer, résister aux pouvoirs qui les ont fait naître et se sont transformés.

La radicalisation néolibérale du contexte d'exercice des universités et des sciences sociales et politiques expose leur fragilité, puisque cette économie politique exige des individus fongibles, serviles et isolés, déconnectés de leur histoire, de leur milieu naturel et social, de leurs émotions incorporées (Kadri 2023). La production d'individus intellectuellement et politiquement autonomes constitue dès lors une menace imposant l'endettement étudiant, la diminution des publics étudiants, le contrôle politique des universités, des universitaires et des savoirs qu'elles produisent et reproduisent.

Dans quelle mesure le champ d'étude de la violence politique tel qu'investi par la science politique permet-il de rendre raison de la cruellisation du monde occidental, dans un contexte de menace d'extinction climatique et de guerre nucléaire mondiale ? Quels pratiques et quels espaces théoriques permettent de penser et dépasser la sidération génocidaire, les continuités coloniales et patriarcales, la permanence de mentalités et d'émotions génocidaires soigneusement entretenues ? La science politique permet-elle de penser la fin de la structure historique qui l'a fait émerger ? Comment jouer de la censure et de l'autocensure dans un contexte de menaces politiques explicites sur les disciplines indisciplinées ? Ce panel accueille des recherches en cours et en voie d'achèvement issus d'espaces politologiques qui permettent d'approfondir ces questionnements et des pistes de réponses.

## **P7 || Ploutocratie et Épistémocratie : Les deux visages de la crise de la représentation**

**Responsables:** Erick Duchesne (Université de Laval), Julien Giudicelli (Université de Bordeaux), Jean-Pierre Pichard-Stamford (Université de Bordeaux).

**Section thématique :** Théories et pensées politiques

**Horaire :** 5 mai 2026, 9h-10h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Erick Duchesne** (Université Laval), titre à déterminer
- **Jean-Pierre Pichard Stamford** (Université de Bordeaux), *La deuxième financiarisation comme horizon d'une ploutocratie illibérale : étude comparée États-Unis / France*
- **Pierre Camus**, *Le grand malentendu de la formation des élus. Renforcement de l'épistémocratie sous couvert de démocratisation*
- **Julien Giudicelli** (Université de Bordeaux), titre à déterminer

**Résumé :** La ploutocratie et l'épistémocratie sont les deux facettes d'une même crise de la représentation démocratique. La ploutocratie se manifeste par la prise de contrôle des institutions par les intérêts économiques. Le cas français illustre cette dérive : un électeur aisé y pèse 1,53 fois plus qu'un électeur modeste, un écart record en Europe. On observe l'émergence d'un capitalisme dynastique où trois familles détiennent 30% du CAC 40, tandis que le rapprochement entre grand patronat et extrême droite signe l'aboutissement du paradigme néolibéral. L'épistémocratie, révélée par une archéologie de la représentation, montre comment le système représentatif fut conçu dès l'origine comme un gouvernement des "capables". Sieyès et Madison entendaient soustraire la décision politique aux "passions populaires". Le suffrage universel a remplacé le cens financier par un "cens caché" (Gaxie) : la maîtrise des codes et du langage politique, créant une professionnalisation excluant les catégories populaires. Notre thèse est que ces deux phénomènes sont synergiques. La ploutocratie utilise le discours épistocratique de la compétence technique pour légitimer ses privilèges. L'épistémocratie trouve dans la concentration des richesses un environnement favorable à sa reproduction. Ensemble, elles forment un système verrouillé où le citoyen est doublement dépossédé : par l'argent et par le savoir. La défiance démocratique actuelle est la conséquence directe de cette double exclusion. Notre atelier explorera des pistes de réforme, notamment la représentation inclusive (Hayat) et descriptive (Mansbridge), pour imaginer une réappropriation citoyenne du pouvoir. La confrontation entre nos disciplines - droit public et économie - permettra d'éclairer sous un jour nouveau cette crise de la légitimité politique.

## **P8 || Pour une théorie politique offensive à l'ère de la « crise démocratique » : décentrer, ancrer, renouveler**

**Responsables :** Francis Therrien, UQAM et Collège de Maisonneuve

**Section thématique :** Théories et pensées politiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Composition du panel :**

**Modération :** Francis Therrien, UQAM et Collège de Maisonneuve

- **Samuel Kahn** (Université du Québec à Montréal), « *Transition démocratique, transition environnementale : la science du jeu peut-elle faire émerger une écologie de la décision collective ?* »
- **Francis Therrien** (Université du Québec à Montréal – Collège de Maisonneuve), « *Construire la démocratie pour un tiers de l'humanité : de l'utilité du childism en science politique* »
- **Ariel Timmony-Morier** (Université Laval), « *Le biorégionalisme comme refonte de la démocratie : penser l'échelle régionale comme lieu de mobilisation écologique* »
- **Estelle Pouliot-Ménard** (Université du Québec à Montréal – École des hautes études en sciences sociales), « *Révéler la pensée critique fermière avec l'approche populaire des idées politiques* »

**Résumé :** La « démocratie » contemporaine connaît des enjeux considérables : polarisation, perte de légitimité, érosion du multilatéralisme et scepticisme croissant envers les institutions (Whitham 2024 ; van der Meer 2017). Face à ces phénomènes, la science politique, et plus particulièrement la théorie politique, doit s'interroger sur la pertinence de ses cadres, de ses méthodes et de ses objets d'études actuels. Ce panel explore des approches novatrices en théorie politique, notamment dans les théories de la démocratie (Rumpala 2019), qui pourraient répondre aux défis de la discipline et de ce sous-champ aux frontières et aux objectifs contestés (Boudou et von Busekist 2021).

Souvent comprise comme le résultat d'une longue filiation occidentale produite à partir d'une classe intellectuelle traditionnelle (Gramsci 2014), la théorie politique néglige couramment les voix, expériences et pratiques politiques situées au-delà des frontières euroaméricaines (Chakrabarty 2000 ; Tully 2000) et des groupes dominants (Guillaumin 1992 ; Zinn 2006). Cela a engendré une approche conceptuelle restrictive et une marginalisation de diverses contributions. C'est notamment le cas des contributions autochtones (Giroux 2008) alors que, pourtant, en ce qui concerne la démocratie, elles sont non seulement apparentées, mais plus fortes que ce qui est aujourd'hui considéré et *enseigné* comme démocratique (Dupuis-Déri 2020). En outre, la dimension analytique de

la théorie politique conventionnelle actuelle tend aussi à écarter les savoirs produits par les classes populaires, les groupes minorisés, dominés ou considérés comme militants, au motif de leur prétendue non-scientificité.

Ce panel met donc de l'avant des travaux en cours qui visent le renouvellement de la théorie politique, pour répondre à certaines des limites évoquées. Ceux-ci prennent diverses formes, parmi les multiples points de départ possibles pour la remise en question d'une théorie politique canonique. D'une part, des propositions concernant la théorisation par le jeu (Samuel Kahn) ou par la mise de l'avant du discours des enfants (Francis Therrien) emprunteront à l'idée de théorisation comme pratique démocratique (Asenbaum 2022) ou empirique et qui privilégie l'interaction avec le terrain et la responsabilité envers celles et ceux qui les produisent (Ackerly et al. 2021). D'autre part, des propositions déplaceront le regard statocentré de la théorie politique afin de la réenvisager à l'aune de la biorégion (Ariel Timmony-Morier) ou de la pensée fermière (Estelle Pouliot-Ménard).

Avec ces quatre propositions et les discussions qui en découleront, le panel souhaite avancer ou mettre à jour des cadres ontologiques, épistémologiques, méthodologiques et conceptuels utiles au renouvellement de la théorie politique et à l'avancement de théories politiques *véritablement* offensives, en réponse à une volonté qui perdure de l'encarcanner dans la pureté scientifique hypothéticodéductive (Rehfeld 2010).

## P9 || Nationalisme, pan-nationalisme et « alter »-nation : penser les nations à l'ère de la mondialisation

**Responsables** : Laurine Fourdrinier (UQAM), Gwenn Kimmès (Université d'Ottawa), Mathieu Poitras (Université d'Ottawa)

**Section thématique** : Politique comparée ; Théories et pensées politiques.

**Horaire** : 6 mai 2026, 10h45-12h45

**Composition du panel** :

**Modération** : à venir

- **Laurine Fourdrinier** (Université du Québec à Montréal), *De Karl Marx à Micheal Keating : penser les inégalités au prisme du nationalisme ?*
- **Gwenn Kimmès** (Université d'Ottawa), *Nationalisme et paradiplomatie : la coopération des petites nations non souveraines celttes.*
- **Mathieu Poitras** (Université d'Ottawa), *De mosaïque ou de marbre : musique et enjeux de la formation nationale en Turquie.*

**Résumé** : Alors que l'État-nation est en crise, à l'heure du commerce international, de l'intégration régionale, et de la montée de l'identitarisme, on peut questionner la pertinence de la doctrine nationaliste pour penser les mouvements et enjeux qui émergent de cette nouvelle configuration. Les axes de questionnement sont nombreux, on peut par exemple se demander si ce modèle est encore adapté pour répondre aux nouveaux enjeux écologiques. Il découle en effet d'un principe situé historiquement, apparu en réaction à l'industrialisation, pour répondre à un besoin de standardisation, lui-même rendu nécessaire par un nouvel idéal de profit, qui doit impérativement être repensé, à l'heure où nous commençons à connaître la finitude de nos conditions matérielles d'existence. Dans la continuité, on peut encore se demander comment ce modèle, dont le système de défense est principalement fondé sur la souveraineté, peut répondre aux nouvelles menaces durables et internationales qui naissent de notre époque. Dans un registre plus doctrinal, on peut aussi questionner la pertinence de ce principe occidental, pour penser les nouvelles « nations » postcoloniales, émancipées de ce même modèle.

Les axes de remise en question du principe nationaliste sont donc nombreux. Nous proposons pour notre part de discuter sa pertinence à partir du constat de l'émergence de mouvements nationalistes nouveaux, aux revendications fédéralistes ou régionalistes, qui témoignent pour leur part, des tensions et polarisations que connaissent nos démocraties.

Une première présentation permettra de fixer le cadre théorique de cette réflexion. Elle fera discuter les théoriciens du nationalisme autour de cet enjeu démocratique. Nous réfléchirons d'abord à une articulation de ces théories, offrant de mieux penser les inégalités propres à ce contexte et mobiliserons notamment pour ce faire, celles d'Ernest Gellner et d'Antony Smith. Ensuite, nous confronterons ces approches aux théories marxistes. Cet exercice d'articulation des théories et des luttes, permettra de mieux mettre en perspective l'actualité et les faiblesses du nationalisme, pour penser les inégalités dans cette nouvelle configuration.

La seconde proposition portera sur la manière dont la paradiplomatie permet de traiter le changement de paradigme à l'œuvre au sein des relations internationales, puisque ces dernières, historiquement chassées des États-nations, se reconfigurent aujourd'hui autour d'acteurs nouveaux. Nous chercherons à comprendre si le prisme du nationalisme se révèle toujours pertinent, pour traiter de ces phénomènes, au travers du concept de paradiplomatie et plus précisément, des initiatives panceltiques mises en place par les petites nations non-souveraines celtiques et l'Irlande.

La troisième proposition portera sur la façon dont on peut voir être remis en question un modèle nationaliste monoculturel et la « forme nation » qu'elle génère face à l'émergence de consciences identitaires ayant précédé, et succédé à l'avènement de l'État-nation dans le cas de la Turquie moderne. On pourra voir comment la vague de formation par le haut d'une musique folklorique à effet nationalisant fait place au ressac, un « revivalisme » des musiques anatoliennes, c'est-à-dire des musiques régionales qui affirment et rendent visible sous façade apolitique des appartenances alternatives ou simultanées que d'aucuns qualifient de « polyculturelles » au sein du modèle national.

## P10 || Complotisme, extrémisme et polarisation au Québec

**Responsables :** Mathieu Colin et David Morin, Université de Sherbrooke

**Section thématique :** Sociologie et comportements politiques ; Médiatisation et communication politiques

**Horaire :** 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Mathieu Colin, David Morin** (UdeS), *L'évolution de la pensée conspirationniste au Québec : 2021-2025*
- **Sylvain Bédard** (UdeS), *Dynamiques genrés dans les perceptions du genre au Québec et au Canada, un retour de la guerre des sexes ?*
- **Sylvain Bédard** (UdeS), **Sylvain Delouée** (Université Rennes 2), *Fausse symétries et tendances asymétriques, les extrêmes à gauche et à droite de la population canadienne*

**Résumé :** Bien qu'elle ne soit pas nouvelle, la question du complotisme a occupé une place centrale durant et depuis la pandémie de COVID-19, et elle pourrait demeurer un enjeu crucial à la suite des changements récents entourant la liberté d'expression sur les réseaux sociaux, notamment dans le contexte du retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Si la mesure précise de l'ampleur du phénomène continue de susciter des débats au sein de la communauté scientifique (Uscinski et al., 2022 ; Allen et al., 2020), ses déterminants sociaux, politiques et psychologiques sont désormais mieux identifiés (Lavigne et al., 2023 ; Madriaza et al., 2025 ; Morin et al., 2023).

Au Canada comme ailleurs, la pandémie a favorisé l'émergence et la consolidation d'un écosystème numérique et militant centré sur la critique des institutions publiques et des politiques sanitaires, tout en amplifiant la diffusion de théories du complot (Carignan et al., 2022 ; Bridgman et al., 2020). Cette effervescence s'inscrit dans un contexte de polarisation accrue de l'espace public canadien et québécois. Les débats autour de l'immigration, des identités sexuelles et de genre, de l'héritage colonial, du racisme, des relations avec les peuples autochtones, ou encore de la légitimité de la science et de la liberté d'expression se sont souvent révélés hautement polarisants (Morin et Aoun, 2021 ; Potvin et al., sous presse). Ces tensions ont ouvert la voie à l'affirmation de mouvements radicaux proposant des modèles alternatifs à une société perçue comme dysfonctionnelle et injuste (Dufour et Peker, 2023 ; Leman-Langlois et al., 2024 ; Nadeau, 2023 ; Perry et Scrivens, 2018 ; Tremblay et Colin, 2024). Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans cette dynamique, permettant aux mouvements radicaux d'organiser leurs actions, de

diffuser leurs narratifs et de recruter de nouveaux adhérents. Ces acteurs misent sur la désinformation et la pensée complotiste pour accroître leur portée et légitimer leur discours anti-institutionnel (Ahmed et PISOIU, 2020 ; Lefebvre et Colin, 2024 ; Tremblay et Colin, 2024). Cette polarisation, ainsi que la montée de la désinformation, favorisent la circulation de discours extrémistes dans un contexte voyant la recrudescence de groupes extrémistes notamment de droite, au Canada et aux États-Unis.

Ce panel propose d'analyser les liens entre complotisme, extrémisme et polarisation au Québec à travers des approches empiriques et théoriques complémentaires. En croisant les regards de la sociologie, de la science politique et de la communication, ainsi que d'autres disciplines, il s'agira de mieux comprendre la circulation des discours conspirationnistes et extrémistes, ainsi que de la désinformation dans l'espace public québécois, leur influence, et la façon dont ils contribuent à redessiner les frontières du débat démocratique contemporain.

## P11 || Le désengagement envers la Chine : est-ce possible ?

**Responsables :** Thi Huong Dang, UQTR et Serge Granger, Université de Sherbrooke

**Section thématique :** Relations internationales et politiques mondiales

**Horaire:** 7 mai 2026, 9h-10h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Roromme Chantal** (Université de Moncton), *Désengager sans se séparer ? Les limites structurelles du « de-risking » envers la Chine*
- **Thi Huong Dang** (Université du Québec à Trois-Rivières), *Désengagement économique du Viêt Nam vis-à-vis de la Chine : contraintes et perspectives*
- **Serge Granger** (Université de Sherbrooke), *L'autonomie stratégique de l'Inde ou comment tenir le voisin chinois à distance*
- **Yann Roche** (Université du Québec à Montréal), *La situation de l'ASEAN, un jeu d'équilibriste devenu encore plus périlleux*
- **Yaxin Zhou** (Université de Montréal), *L'effet de Beijing : la coalition État-entreprises dans la compétition géopolitique*

**Résumé :** Depuis son ouverture en 1978, la Chine s'est imposée comme un acteur incontournable de la mondialisation, moteur de croissance, puissance manufacturière et pivot de l'ordre économique international. Cependant, un mouvement inverse se dessine depuis quelques années : celui du désengagement envers la Chine, ou decoupling, qui remet en question la logique d'interdépendance accentuée depuis l'entrée de Beijing à l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Ce désir de désengagement, initié d'abord par les États-Unis et sous pressions de sanctions américaines, pousse plusieurs pays à faire de même. Cependant, la grande majorité des pays ont la Chine comme premier partenaire économique et se désengager peut s'avérer difficile, voire impossible. Ce panel souhaite interroger les possibilités et les formes multiples du désengagement envers la Chine: économiques, technologiques, diplomatiques, militaires et culturelles. Qu'il s'agisse de la relocalisation des chaînes d'approvisionnement, du contrôle des exportations de technologies sensibles, des terres rares ou encore de la diversification des partenariats diplomatiques, le désengagement concrétise les inquiétudes relatives à la dépendance stratégique et la montée de discours de sécurité nationale dans les relations internationales. Les propositions aborderont les questions suivantes : Comment les États redéfinissent leurs stratégies économiques et industrielles face à la puissance chinoise ? Quels effets le désengagement produit sur les organisations régionales et les institutions internationales ? Quelles sont les réponses de la Chine à ce decoupling, notamment à travers les Nouvelles Routes de la soie, les alliances Sud-Sud ou les

négociations commerciales ? Ce désengagement marque-t-il la fin d'une ère de mondialisation libérale ou plutôt la naissance d'une nouvelle configuration multipolaire ?

## P12 || Misogynie, masculinisme et antiféminisme au Québec

**Responsables :** Marie-Eve Carignan et Mathieu Colin, Université de Sherbrooke

**Section thématique :** Sociologie et comportements politiques ; Médiatisation et communication politiques

**Horaire:** 6 mai 2026, 9h-10h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Khaoula el Khalil** et **Danielle Leblanc** (CPRMV), *Passerelles : de la normalisation antiféministe aux pratiques d'intervention en contexte québécois*
- **Amel Guedidi** et **Dave Poitras** (CPRMV), *Genre, autorité et radicalisation discursive : le cas des récits antiféministes en ligne*
- **Marie-Eve Carignan**, **Joanie Bouchard**, **Léonie Roy** et **Gabrielle Choinière** (Université de Sherbrooke), *Étalonnage international des réponses gouvernementales aux discours, incidents et crimes haineux à caractère homophobe et transphobe : que peut-on apprendre des initiatives observées?*
- **Léonie Roy**, **Perrine Hely**, **Élise Mazaloubaud** (Université de Sherbrooke), *Fabriquer l'ennemi : conspirationnisme, anti-genre et ciblage des identités trans*

**Résumé :** Au Québec comme ailleurs dans le monde occidental, les dernières années ont vu se banaliser dans l'espace public une rhétorique ouvertement hostile aux femmes et aux minorités sexuelles. Alors que les polarisations entre jeunes hommes et jeunes femmes grandissent dans les sociétés occidentales (Cox 2024), les discours antiféministes et masculinistes se développent eux-aussi dans les médias mainstream et alternatifs – balados, chaînes YouTube, plateformes comme Discord ou Rumble – dans le but de s'opposer à une « crise de la masculinité », à la « féminisation de la société », ou encore à la liberté sexuelle, particulièrement dans la foulée du mouvement #MeToo (Blais et Dupui-Déri 2022, Blais 2021). Des propos misogynes qui relevaient autrefois de la marge circulent désormais dans des espaces légitimés, portés par des figures médiatiques ou politiques qui revendiquent leur droit à la « liberté d'expression » et prétendent s'opposer à une supposée « dictature du politiquement correct » (Miller-Idriss 2025). Cette banalisation contribue à normaliser des attitudes de méfiance, voire d'hostilité, envers les mouvements féministes, la communauté LGBTQ+ et les luttes pour l'égalité de genre.

Dans ce contexte, le recours à certaines justifications récurrentes – défense de la liberté d'expression, protection des valeurs traditionnelles ou encore des enfants – joue un rôle central dans la légitimation sociale du sexisme et de l'homophobie. Ces arguments,

souvent présentés comme raisonnables ou « non idéologiques », permettent de reformuler des positions antiféministes et réactionnaires. À travers ces rhétoriques, l'hostilité envers les femmes, les personnes LGBTQ+ ou les féministes se voit ainsi reconfigurée en discours de défense civique ou culturelle, dans une volonté de protéger une société ainsi que des valeurs traditionnelles considérées sur le déclin.

Ce panel propose d'analyser ces dynamiques à la lumière d'un ensemble de travaux récents sur la radicalisation de genre et sur les circulations transnationales de l'antiféminisme au Québec. Si la « manosphère » en ligne et ses influenceurs constituent des foyers privilégiés d'observation, l'un des constats majeurs de notre réflexion est que ces récits dépassent désormais ces sphères. Les idées issues du masculinisme ou du complotisme de genre s'infiltrant dans des champs discursifs plus vastes : médias traditionnels, communautés religieuses, espaces éducatifs, voire débats universitaires. Cette diffusion transnationale, facilitée par les réseaux socionumériques et une certaine convergence des luttes réactionnaires (Morin et al 2025), favorisent une hybridation idéologique où se rencontrent des références à la fois locales et globales – entre extrémisme, libertarianisme, nationalisme identitaire et anti-intellectualisme.

## P13 || Fédéralisme et gouvernance démocratique en transformation

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone ; Politique comparée

**Horaire :** 6 mai 2026, 14h-15h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Philippe Chassé** (Université de Montréal et Science Po Paris), Olivier Jacques (Université de Montréal) et Andrew Parkin (Environics Institute), *Une nouvelle base de données pour mieux comprendre la fédération canadienne*
- **Johannes Lorenz Müller Gómez** (UdeM) *Le déficit comparatif dans les études sur le fédéralisme : preuves tirées d'une revue systématique*
- **Xavier Boileau** (Université de Sherbrooke), *Fédéralisme, gouvernance partagée et la question du West Lothian*

**Philippe Chassé** (Université de Montréal et Science Po Paris), Olivier Jacques (Université de Montréal) et Andrew Parkin (Environics Institute), *Une nouvelle base de données pour mieux comprendre la fédération canadienne*

Cet article présente une nouvelle base de données rassemblant l'ensemble des sondages de la série d'enquêtes de la Confédération de demain (CdD). Cette série d'enquête permet de développer un programme de recherche longitudinal visant à analyser les attitudes des Canadiens des différentes provinces sur les enjeux centraux structurant la fédération canadienne. À ce jour, six vagues de l'enquête ont été réalisées par la firme Environics entre 2019 et 2025, une période marquée par des chocs politiques et économiques majeurs, notamment la pandémie de COVID-19, les pressions inflationnistes et la crise tarifaire. Notre base de données est conçue pour faciliter l'ajout de nouvelles vagues au fichier fusionné, permettant d'analyser à la fois les réactions de court terme aux événements politiques et aux crises ainsi que les évolutions attitudinales à long terme. Un processus transparent de partage des données a été mis en place afin de diffuser les données au sein de la communauté de la science politique canadienne. Bien que plusieurs articles évalués par les pairs aient déjà mobilisé les données CdD, leur usage demeure concentré au sein d'un groupe relativement restreint de chercheurs. De plus, la combinaison des différentes vagues des enquêtes demeure un processus fastidieux, de sorte que les articles précédents se sont généralement limités à une seule vague. Ainsi, notre base de données combinant toutes les vagues de l'enquête remédie à ce problème et cherche à diffuser ces données uniques à un plus grand nombre de chercheurs.

**Johannes Lorenz Müller Gómez** (UdeM) *Le déficit comparatif dans les études sur le fédéralisme : preuves tirées d'une revue systématique*

Le fédéralisme comparé a produit des connaissances empiriques précieuses et développé des concepts et des typologies influents qui ont approfondi notre compréhension du fonctionnement et de l'évolution des systèmes fédéraux. Pourtant, ce champ est encore souvent décrit comme idiosyncratique, dominé par des études de cas uniques ou des comparaisons à petit nombre de cas, et disproportionnellement centré sur les fédérations d'Amérique du Nord et d'Europe. Parallèlement, les processus récents de décentralisation et de dévolution, ainsi que l'émergence de systèmes fédéraux non étatiques comme l'Union européenne, posent à la fois des défis et des occasions de renouveler la recherche comparative sur le fédéralisme. Cet article propose une contribution méthodologique en examinant dans quelle mesure le fédéralisme comparé est véritablement comparatif. À partir d'une revue systématique des travaux publiés dans les principales revues consacrées au fédéralisme au cours des trente dernières années, l'analyse examine si, dans quelle mesure et de quelle manière les chercheurs et chercheuses ont recours à l'analyse comparative. L'étude porte notamment sur l'ampleur et l'évolution temporelle des approches comparatives, la sélection des cas et leur distribution géographique, les choix méthodologiques, les dimensions du fédéralisme qui sont comparées (institutions, comportements politiques ou politiques publiques), ainsi que le niveau de gouvernement analysé (fédéral, entités fédérées ou ensemble du système).

**Xavier Boileau** (Université de Sherbrooke), *Fédéralisme, gouvernance partagée et la question du West Lothian*

Dans un contexte fédéral, est-ce qu'accorder plus d'autonomie aux minorités nationales devrait s'accompagner d'une réduction proportionnelle de leur pouvoir au sein des institutions centrales? C'est ce que semble suggérer des exemples comme la West Lothian Question ou le théoricien Will Kymlicka lorsqu'il écrit : "[...] insofar as the jurisdiction of the federal government over a national minority is reduced, compared to other regional-based units, this seems to entail that the minority group should have reduced influence [...] at the federal level" (Kymlicka 2001, 108). En ce sens, le fédéralisme multinational impliquerait une asymétrie des pouvoirs autant au niveau de l'autonomie interne des constituants qu'au niveau central de la fédération. Je remettrais cependant en question cette intuition en soutenant que l'augmentation de l'autonomie interne d'un groupe devrait s'accompagner d'une hausse de son pouvoir au sein du centre. Mon argumentaire se déroulera en deux temps. En partant de la West Lothian Question, j'examinerai les principaux arguments avancés dans la littérature pour soutenir l'idée que le renforcement de l'autonomie des nations minoritaires devrait s'accompagner d'une diminution de leur pouvoir au sein du centre de la fédération (Kymlicka 2001; Requejo et Sanjaume-Calvet 2022; Steinecke et Heermann 2024). Cet examen sera l'occasion de

montrer que ces arguments sous-estiment les rapports de domination au sein des espaces fédéraux (Grégoire 2014; Kong 2014). Dans un deuxième temps, je proposerai deux arguments en faveur d'une augmentation du pouvoir des minorités nationales au sein du centre de la fédération : 1) l'habilitation de chaque peuple passe par une présence accrue au sein des institutions centrales, 2) la diminution du pouvoir des minorités au centre repose sur une conception en silo de la division des pouvoirs qui ne correspond pas à la réalité des fédérations. L'originalité de cet argument réside à replacer le rôle des minorités nationales au centre de la réflexion sur le fédéralisme multinational.

## P14 || Le retour du nationalisme au Québec

**Section thématique :** Politique québécoise, canadienne et autochtone

**Horaire :** 7 mai 2026, 14h-15h30

**Composition du panel :**

**Modération :** à venir

- **Jérémy Elmerich** (Université de Sherbrooke), *L'imaginaire politique du nouveau Parti québécois*
- **Charles Berthelet** (EHESS / UQAM), *Prendre racine : le développement culturel et politique d'un éconationalisme au Québec*
- **Félix Mathieu** (Université du Québec en Outaouais), *Cartographie des prises de position autour du projet de constitution québécoise*

**Jérémy Elmerich** (U. de Sherbrooke), *L'imaginaire politique du nouveau Parti québécois*

Membre permanent du bipartisme québécois depuis 1973, le Parti québécois s'en est vu détrôner une première fois en 2007, puis en 2014, avant que l'on en prédise la fin autour de l'élection de 2018. Lors des élections de 2022, le PQ ne réunissait que 14,6% des voix et surtout ne parvenait à faire élire que 3 députés, son plus faible total depuis sa fondation. Pourtant, dès la fin de la campagne et l'annonce des résultats, un PQ donné pour mort et qui était parvenu presque miraculeusement à envoyer son chef à l'Assemblée nationale entamait une remontée qu'à peu près aucun ne pouvait alors imaginer. Dans ce contexte, le PQ s'est parfois trouvé classé à « droite » de l'échiquier politique (Bélanger et Mahéo, 2020 ; Laberge, 2025), en raison notamment d'un discours refoulant les contraintes de la « rectitude politique » – que ne renient pas les tenants d'un conservatisme qui se déploie à fil d'ouvrages (Beauregard, 2024 ; Bock-Côté, 2016, 2023). Si on ne peut nier l'efficacité de la communication politique du Parti québécois et de son chef depuis 2022, le temps politique a jusque-là limité la possibilité d'une analyse de fond des transformations du parti. La présente communication vise à produire une analyse de l'imaginaire politique du « nouveau » Parti québécois et de son chef au prisme d'une grille d'analyse employée pour analyser les imaginaires nationaux durant les référendums québécois de 1980 et de 1995 et du référendum écossais de 2014 (Elmerich, 2023), s'attachant à la conception de la nation, de son histoire, de sa géographie, de son rapport à l'altérité et aux enjeux internationaux et transnationaux du temps présent.

**Charles Berthelet** (EHESS / UQAM), *Prendre racine : le développement culturel et politique d'un éconationalisme au Québec*

Depuis le référendum sur la souveraineté de 1995, le nationalisme québécois a connu d'importantes transformations dont certaines ont été bien documentées, par exemple

une contraction ou un resserrement – au moins temporaire – de sa composante indépendantiste (Montigny et Margineanu-Plante, 2022), un délaissement ou un éloignement de ses tendances historiques et fondatrices les plus à gauche (Dufour et Tanguay, 2022), ainsi qu’un fort accent mis sur une conception relativement stricte et exigeante de la laïcité (Chéné, 2023 ; Lamy, 2015 ; Zubrzycki, 2020). Par surcroît, au cours des années 2010 ont notamment émergé de nouveaux discours nationalistes (tant fédéralistes qu’indépendantistes) liant des enjeux environnementaux aux questions identitaires propres à la société québécoise, produisant ainsi une « identité verte » alors attribuée au Québec (par une comparaison soi-disant favorable à ce dernier avec le « reste du Canada »). En effet, le développement d’un « éconationalisme » au Québec répond directement à l’évolution des dynamiques régionales au sein de la fédération, notamment à la défense par l’Ouest canadien de son industrie pétrolière et gazière, aux relations politiques entretenues par le gouvernement du Québec avec les gouvernements fédéraux successifs, de même qu’aux relations symboliques entretenues entre la société civile québécoise et différentes facettes de l’Amérique du Nord anglophone, dont les États-Unis. Comprendre l’émergence d’un éconationalisme au Québec, c’est donc aussi mieux comprendre la trajectoire du Canada dans son ensemble, les dynamiques de polarisation politique qui le traversent, de même que son positionnement dans le monde. Cette recherche pose donc la question suivante : comment une réorientation identitaire et politique vers les questions environnementales s’est-elle opérée au sein de la société québécoise et de son nationalisme minoritaire ?

**Félix Mathieu** (Université du Québec en Outaouais), *Cartographie des prises de position autour du projet de constitution québécoise*

De quelles manières exactement se déclinent les principales critiques formulées à l’égard du projet de constitution québécoise porté par l’actuel gouvernement du Québec? Dans le sillage du dépôt et de l’étude du projet de loi n° 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec* déposé le 9 octobre 2025, cette communication présentera les résultats préliminaires d’une recherche en cours. L’objectif est d’offrir une représentation nuancée des prises de position publiques autour du projet de constitution québécoise. Plus précisément, il s’agira d’illustrer comment les chroniqueurs, intellectuels et acteurs de la société civile se positionnent face à ce projet législatif, en mettant l’accent sur les représentations véhiculées entre les mois d’octobre 2025 et février 2026 dans les quotidiens francophones québécois (*Le Devoir, La Presse, Journal de Montréal et Journal de Québec, Coop de l’information*).

## P15 || L'Union Européenne en transformation

**Section thématique :** Politique comparée

**Horaire :** 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération :** à venir

- **Laurie Beaudonnet** (UdeM), *La confiance démocratique en construction : expérience et attentes des citoyens et citoyennes à l'égard de la gouvernance démocratique en Europe*
- **Elisa Reymond** (Université de Montréal et l'UCLouvain), *Les relations commerciales UE-Canada à l'épreuve: la réactivité du Parlement européen face aux stratégies de cadrage de la société civile et leur impact sur les négociations de l'AECCG*
- **Nicholas Dubois** et **Johanna Aurélie Daum** (UdM), *Quel avenir pour l'espace Schengen ? Les contrôles temporaires des frontières intérieures entre 2022 et 2024*

**Laurie Beaudonnet** (Université de Montréal), *La confiance démocratique en construction : expérience et attentes des citoyens et citoyennes à l'égard de la gouvernance démocratique en Europe*

Cet article examine la confiance politique comme un processus évolutif et relationnel ancré dans les expériences, les évaluations et les aspirations des citoyens et citoyennes à une meilleure gouvernance. Il explore comment la confiance politique se forme dans les systèmes multi-niveaux, à travers des expériences et des attentes concurrentes envers le système politique, comment les individus vivent et interprètent la réactivité, la responsabilité et l'action politique, et comment différentes formes de participation contribuent à renforcer ou à éroder cette confiance. S'appuyant sur une méthodologie comparative mixte qui combine une enquête en ligne (10 pays) et des groupes de discussion (7 pays), l'article examine comment les citoyens et citoyennes en Europe forment leur évaluation du système politique (au niveau local, national et supranational), selon quels critères, et quelles réformes sont associées à une plus grande légitimité pour le système. L'analyse montre en outre comment les conditions socio-économiques, l'âge, l'éducation et les préférences politiques façonnent ces attentes démocratiques. Au-delà d'une analyse de la participation des citoyens et citoyennes au système, l'article conceptualise la confiance démocratique comme étant activement construite par la participation, la contestation, l'évaluation et l'anticipation, à différents niveaux de gouvernance, ce qui nous permet d'approfondir nos connaissances sur la résilience et l'amélioration démocratiques.

**Elisa Reymond** (U Montréal et l'UCLouvain), *Les relations commerciales UE-Canada à l'épreuve : la réactivité du Parlement européen face aux stratégies de cadrage de la société civile et leur impact sur les négociations de l'AECG*

Face à la crise climatique et la persistance des inégalités, les bénéfices de la libéralisation du commerce sont de plus en plus remis en question. En réponse, la politique commerciale de l'Union européenne a connu d'importantes transformations, notamment par l'intégration de chapitres sur le commerce et le développement durable dans chaque accord et par l'élargissement des prérogatives du Parlement européen dans une logique de démocratisation. Pour autant, les accords récents ont suscité des mobilisations sociales inédites à l'échelle européenne. Un cas emblématique est celui de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec le Canada, appliqué provisoirement depuis 2017, après un processus de négociations particulièrement laborieux où les organisations de la société civile (OSC) ont joué un rôle central en coordonnant leurs actions et en mobilisant l'opinion publique autour de questions sensibles, pourtant techniques, liées au libre-échange. Prenant l'AECG comme étude de cas, cet article analyse l'influence des discours et des cadres interprétatifs développés par les OSC sur les positions des députés européens au cours des négociations et du processus de ratification de l'accord. En mobilisant la littérature sur les cadres de l'action collective et la réceptivité des institutions, cette recherche s'interroge quant à la manière dont les OSC ont stratégiquement redéfini et présenté certains aspects de l'accord comme étant une menace aux normes environnementales et à la souveraineté, et cherche à observer si ces mêmes cadrages ont atteint et alimenté les débats au Parlement européen.

**Nicholas Dubois et Johanna Aurélie Daum** (UdM), *Quel avenir pour l'espace Schengen ? Les contrôles temporaires des frontières intérieures entre 2022 et 2024*

Ce projet de recherche s'intéresse à l'utilisation des contrôles frontaliers temporaires aux frontières intérieures de l'espace Schengen entre mai 2022 et mai 2025. L'espace Schengen a été profondément affecté par la crise migratoire de 2015 – que certains chercheurs qualifient plutôt de crise Schengen – et la crise sanitaire de la COVID-19. Durant ces crises, plusieurs pays membres ont choisi d'utiliser des contrôles pour empêcher l'arrivée de migrants sur leur territoire, malgré le fait que ceux-ci transitaient au sein de l'espace Schengen et avaient en principe le droit d'y circuler librement. L'effet a été de briser un « tabou » quant à l'utilisation des contrôles aux frontières internes de l'espace, ce qui a eu de profonds impacts sur la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen pour les personnes migrantes ainsi que les citoyens des pays membres. En 2022, l'arrêt NW de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 26 avril met un frein juridique à l'utilisation quasi permanente des contrôles frontaliers temporaires, devenue quasi permanente. Selon cet arrêt, les contrôles devraient cesser immédiatement. Nous avons donc cherché à comprendre, à la suite de l'arrêt NW de la CJUE, dans quelle mesure les contrôles aux frontières intérieures imposés par les pays membres entre mai 2022 et décembre 2024 ont transformé la mise en œuvre de l'espace Schengen.

## P16 || Parlements, tribunaux et pouvoir

**Sections thématiques** : Politique québécoise, canadienne et autochtone; Politique comparée; Politiques et administrations publiques; Sociologie et comportements politiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 10h45-12h15

**Modération** : à venir

- **Denis Saint-Martin** (UdeM), *Un nouveau « girls club » ? La féminisation des cabinets ministériels au Québec*
- **Julien Robin, Nadjim Fréchet, Matthew Taylor, Jean-François Godbout** (Université de Montréal), *Le comportement parlementaire à la Chambre des députés française (1881-1940) : une base de données inédite des scrutins publics*
- **Rafaël Leblanc-Pageau** (Université de Montréal), **Olivier Lemieux** (Université du Québec à Rimouski), *La délibération parlementaire au prisme de sa publicisation : l'étude détaillée comme espace de collaboration et d'écho discursif*
- **Mah Aristide Dion** (Université Laval), *Challenges in translation : appropriation du concept d'évaluation de la performance par les tribunaux administratifs au Canada*

**Denis Saint-Martin** (UdeM), *Un nouveau « girls club » ? La féminisation des cabinets ministériels au Québec*

Cette étude est la première à documenter systématiquement la féminisation des cabinets ministériels au Québec. Elle se fonde sur les données provenant des Listes du personnel politique des cabinets ministériels que le gouvernement rend public depuis 2009 et accessibles sur le site web de l'Assemblée nationale. L'analyse couvre la période de 2009 à 2024 et compare la présence des femmes dans le personnel et dans les postes de direction des cabinets ministériels des gouvernements Charest, Marois, Couillard et Legault. Trois questions seront explorées. Il s'agira de voir si le parti au pouvoir (Parti libéral, Parti québécois et Coalition avenir Québec) ; le genre des personnes qui dirigent le gouvernement, et le caractère régalien ou social du ministère, font une différence pour la place des femmes dans les cabinets ministériels. Le cas du Québec sera aussi comparé à celui de la France; le pays d'où viennent les cabinets ministériels, et le seul jusqu'ici à avoir étudié cette institution dans la perspective du genre.

**Julien Robin, Nadjim Fréchet, Matthew Taylor, Jean-François Godbout** (Université de Montréal), *Le comportement parlementaire à la Chambre des députés française (1881-1940) : une base de données inédite des scrutins publics*

Cette communication présente une nouvelle base de données exhaustive de tous les scrutins publics enregistrés à la Chambre des députés française durant la Troisième République (1881-1940). Bien que des analyses complètes existent pour la Quatrième République (Rosenthal et Voeten 2004) et la Cinquième République (Godbout et Foucault 2013), la Troisième République demeure un angle mort empirique malgré son rôle fondateur dans l'établissement du parlementarisme français moderne. Construite à partir de près de 7 500 comptes rendus de débats parlementaires, cette base de données constitue le premier recueil exhaustif des votes nominaux sur quinze législatures (1881-1940). Elle comprend : les caractéristiques des scrutins (date, objet, domaine politique, contexte procédural), les votes individuels des députés, ainsi que leurs caractéristiques sociodémographiques et électorales. Contrairement aux travaux existants limités à une sélection de votes (Burton 1936, Roussellier 1997), cette approche systématique permet d'analyser l'évolution de la cohésion partisane, les patterns de discipline de vote et de défection, complétant ainsi les travaux récents sur les changements de parti (Copenolle et Cirone 2019). Nous présentons la méthodologie de collecte des données, des statistiques descriptives exploratoires, puis discutons des applications pour l'étude de la compétition partisane et du comportement législatif durant cette période charnière. Ce travail ouvre la voie à une réplique de sa méthodologie, notamment pour de futurs travaux sur l'exploration des données de votes et des débats au sein des assemblées législatives provinciales canadiennes.

**Rafaël Leblanc-Pageau** (Université de Montréal), **Olivier Lemieux** (Université du Québec à Rimouski), *La délibération parlementaire au prisme de sa publicisation : l'étude détaillée comme espace de collaboration et d'écho discursif*

Dans un contexte où les tensions politiques et la polarisation fragilisent le dialogue et la construction commune des politiques publiques, l'observation empirique des lieux institutionnels d'échanges politiques apparaît nécessaire. Au Québec, cette problématique a fait le sujet de très peu de recherche. Celles qui s'y sont intéressées datent, ou traitent d'autres instances, telle que l'étude des crédits. D'autres, plus récentes, mobilisent le processus législatif comme lieu d'affichage de débats publics, afin de comprendre comment les citoyens réfléchissent et conçoivent des enjeux publics. En cadrant notre enquête à l'aide des déclinaisons de la démocratie (représentative, délibérative, participative), nous analysons les débats tenus lors du processus législatif, afin d'observer quelle place y occupe le débat délibératif. Nous menons pour ce faire une étude de cas globale de l'ensemble du processus législatif mené pour le projet de loi n° 23 (PL 23), qui modifie de façon importante la gouvernance scolaire au Québec. Déposé en mai 2023 et adopté en décembre de la même année, il a donné lieu d'abord à d'importantes mobilisations de différents milieux (Bernatchez et Lemieux, 2024; Lemieux et al., 2024). Puisque ce PL propose des changements concernant plusieurs dimensions du système scolaire de la province, il permet d'observer les dynamiques à la fois politiques et discursives de façon diversifiée. Notre démarche vise à comprendre de quelle façon ces mêmes députés mobilisent la parole des groupes d'intérêt (GI) lors de ce processus. Dans

la continuité de cette première exploration, la seconde partie du projet interroge l'autonomie de l'étude détaillée par rapport aux autres étapes du processus législatif. À quel point, et de quelle façon, les jeux d'influence sont publicisés au sein des instances démocratiques du processus législatif ?

**Mah Aristide Dion** (Université Laval), *Challenges in translation : appropriation du concept d'évaluation de la performance par les tribunaux administratifs au Canada*

Au Canada, les tribunaux administratifs désignent des organismes décentralisés au sein de l'administration publique (fédérale et provinciale) chargés, en tout ou en partie, d'une fonction quasi judiciaire. Malgré la nature quasi judiciaire de leur fonction, les tribunaux administratifs ne sont pas épargnés par l'impératif d'évaluation de la performance. À l'instar des autres organes de l'administration publique, ils doivent développer des plans stratégiques, déterminer des objectifs, évaluer et rendre compte de leurs performances aux autorités politiques. À première vue pourtant, les principes tels que l'indépendance et l'impartialité qui président à la fonction quasi judiciaire ne s'accrochent pas aisément avec les rationalités managériales, économiques et politiques qui sous-tendent l'évaluation de la performance. Par ailleurs, la justice administrative est un concept intangible, et en conséquence difficilement mesurable. Une littérature émergente s'intéresse aux tensions entre les rationalités juridiques, économiques, managériales et politiques induites par l'évaluation de la performance, sans pour autant éclairer le lectorat sur les stratégies concrètes d'appropriation de ce concept dans le contexte des tribunaux administratifs. Sous ces conditions il appert bien fondé de poser la question suivante : comment les tribunaux administratifs s'approprient-ils le concept d'évaluation de la performance ? Afin de répondre à cette question, nous procédons à une étude des expériences de 10 tribunaux administratifs au Canada. Nous avons collecté les données à travers des demandes d'accès à l'information et des entretiens semi-directifs. L'analyse des données révèle un processus à deux niveaux. Au niveau interorganisationnel, les communautés de pratique coconstruisent les sens du concept de performance ainsi que des cadres d'évaluation adaptés à la fonction quasi judiciaire. Pour ce faire, elles utilisent les regroupements professionnels comme des espaces de concertation, d'idéation et d'innovation. Au niveau intraorganisationnel, les équipes de gestion réinterprètent ces cadres, les normes formelles ainsi que les attentes des parties prenantes à l'aune des réalités organisationnelles et institutionnelles de chaque tribunal. L'objectif de ce travail de construction de sens et de réinterprétation est de déterminer des indicateurs sur lesquels les tribunaux administratifs peuvent exercer une influence directe, mais qui ont une valeur réelle ou symbolique pour les autres parties prenantes.

## P17 || Féminisme, genre et résistance

**Sections thématiques** : Politique québécoise, canadienne et autochtone; Politique comparée; Sociologie et comportements politiques

**Horaire** : 6 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération** : à venir

- **Anaïs Charles** (UOttawa), *Renouvellement de l'espace associatif féministe marocain face aux évolutions socio-politiques contemporaines*
- **Maude Pérusse-Roy** (UdeM), *Les femmes manifestantes face à la police au Québec : compréhension des dynamiques croisées de profilage politique et de genre au cœur de la répression policière.*
- **Laurie Beaudonnet** (UdeM), *Le Conseil de l'UE comme espace de résistance au recul sur l'égalité de genre*

**Anaïs Charles** (UOttawa), *Renouvellement de l'espace associatif féministe marocain face aux évolutions socio-politiques contemporaines*

Le Maroc connaît d'importantes transformations sociales et politiques depuis le début du règne de Mohammed VI. La réforme du Code de la Famille en 2004, les mobilisations de 2011, l'avènement d'une nouvelle Constitution ou encore le projet récent de réforme du Code de la Famille en 2022 poussent les associations, notamment féministes, à se réinventer. En effet, ces transformations s'accompagnent d'une redéfinition des rapports de genre et d'un renouvellement du militantisme féministe marocain. Cette communication propose d'interroger les modalités et les effets de ce renouvellement en se demandant comment les mutations politiques, sociales et technologiques contemporaines redéfinissent les discours, les pratiques et les rapports de pouvoir au sein de cet espace associatif. Cette étude s'appuie sur une enquête menée à Rabat entre juillet et août 2024. Neuf entretiens semi-directifs ont été menés auprès de militantes de quatre associations différentes, complétés par une analyse du contenu des médias sociaux des structures. Cette proposition s'inscrit ainsi dans le champ de la sociologie des mobilisations et de l'étude du genre en contexte politique hybride. Elle entend contribuer à une compréhension renouvelée du féminisme des Suds.

**Maude Pérusse-Roy** (UdeM), *Les femmes manifestantes face à la police au Québec : compréhension des dynamiques croisées de profilage politique et de genre au cœur de la répression policière.*

Les travaux sur la répression policière des mouvements sociaux ont largement documenté la variation du recours à la coercition selon les caractéristiques politiques et sociales des groupes protestataires. Cependant, la dimension du genre demeure encore peu explorée, bien qu'elle soit reconnue comme un facteur déterminant dans d'autres

contextes d'interaction avec les forces de l'ordre. Cette communication vise à combler ce vide en analysant la manière dont le genre, conjugué aux convictions politiques, influence la nature des rapports entre les femmes manifestantes et la police lors d'actions contestataires. L'analyse thématique repose sur 42 entretiens semi-dirigés menés auprès de manifestantes ayant vécu de nombreuses interactions conflictuelles avec les forces de l'ordre dans ce contexte. Les principaux résultats montrent que si les convictions politiques et le statut étudiant des militantes jouent un rôle significatif dans la force policière déployée à leur endroit, leur genre contribue également à faire varier le déroulement des interventions policières. La compréhension des expériences des manifestantes nous amène à soutenir l'existence d'un profilage genré à travers la gestion policière des foules manifestantes. Elle invite également à complexifier la compréhension du profilage politique en y intégrant une dimension genrée. Cette recherche contribue ainsi à confirmer l'importance du genre dans les études sur la répression policière des mouvements sociaux, de même qu'à enrichir les travaux sur les profilages policiers.

**Laurie Beaudonnet** (UdeM), *Le Conseil de l'UE comme espace de résistance au recul sur l'égalité de genre*

Au cours des cinq dernières années, l'opposition aux politiques de genre s'est intensifiée à travers l'Europe, les gouvernements populistes de droite radicale (PRD) étant passés, au sein des institutions européennes, d'objections indirectes fondées sur les intérêts nationaux, à une résistance ouverte fondée sur les valeurs. Leur opposition repose sur la transgression des normes formelles et informelles, tant au Parlement européen (Ahrens et al., 2021 ; Kantola et Lombardo, 2020 ; Kantola et Miller, 2021) qu'au Conseil de l'Union européenne (Coman, 2024 ; Zaun et Ripoll Servent, 2023). Le Conseil, en tant que principale arène intergouvernementale de l'UE, est régi par une forte culture du consensus et des normes diplomatiques, qui sont toutes deux en contradiction avec les stratégies des gouvernements PRD (Taggard, 2018). Pour comprendre leurs effets sur cette institution et l'impact de leurs décisions et de leur comportement, il est donc essentiel d'étudier la manière dont les autres gouvernements réagissent à ces stratégies perturbatrices. Ce papier examine donc comment les acteurs du Conseil s'adaptent et résistent à l'opposition croissante aux politiques de genre et ce que ces dynamiques signifient pour la gouvernance de l'UE. Nous nous appuyons sur des données qualitatives provenant de trois types de sources : les sources primaires du Conseil (2009-2024), y compris les déclarations des États membres et les conclusions de la Présidence ; les bulletins d'information de l'Agence Europe qui documentent les conflits liés à ce domaine de politique ; et une série d'entretiens avec des acteurs politiques impliqués dans les négociations Au Conseil. Notre analyse met en évidence la manière dont les États membres partageant les mêmes idées s'organisent, par le biais de pratiques formelles et informelles, pour résister au recul de l'égalité de genre au Conseil, mais à un certain coût. En effet, ces pratiques de résilience entraînent des négociations plus longues, une dilution du langage, une autocensure anticipée et ce que les praticiens décrivent comme une « fatigue du genre ».

## P18 || Communautés locales, vie associative et démocratie

**Sections thématiques** : Politique québécoise, canadienne et autochtone; Politique comparée; Sociologie et comportements politiques

**Horaire** : 5 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération** : à venir

- **Alexandre Bouillon** (Université Laval), *Les clivages politiques au municipal : une analyse du cas de la Ville de Québec*
- **Lucie George** (UQAM), *La science politique en temps de crise: Le rôle des acteurs communautaires pour repenser la démocratie - L'exemple de la Table de concertation des femmes de Parc-Extension à Montréal*
- **Sara Marie Klein** (UQAM), *Le comportement politique des communautés juives dans un contexte de résurgence de l'antisémitisme.*

**Alexandre Bouillon** (Université Laval), *Les clivages politiques au municipal : une analyse du cas de la Ville de Québec*

Un débat central des études urbaines nord-américaines porte sur la nature des clivages structurant le vote municipal : sont-ils le reflet des mêmes divisions que dans les autres paliers de gouvernement, ou bien spécifiques à chaque ville (thèse localiste)? En s'appuyant sur le cas de Calgary, Lucas et McGregor (2020) remettent en cause cette thèse en montrant que les citoyens perçoivent des clivages similaires aux niveaux provincial et municipal. Cependant, ce débat mobilise la notion de clivage sans se référer explicitement à la théorie classique des clivages politiques (Lipset & Rokkan, 1967). Or, selon cette théorie, une division sociale ne constitue un véritable clivage politique que si elle répond à trois critères : socio-structurel, normatif et organisationnel (Bartolini & Mair, 1990 ; Bornschier, 2009 ; Crulli & Emanuele, 2025). Cette communication examine la ville de Québec afin (1) d'identifier les clivages qui structurent la compétition municipale et (2) d'évaluer s'ils diffèrent de ceux observés au palier provincial. Le cas québécois offre un terrain particulièrement fécond pour ce débat : si la thèse localiste ne tient pas, on devrait retrouver au municipal les trois clivages déjà présents au niveau provincial (Bélangier & Godbout, 2022). L'analyse combine une mise en perspective historique des clivages et des « jonctions critiques » ayant façonné le système partisan (Bornschier, 2009) à un sondage postélectoral opérationnalisant les trois critères de Bartolini et Mair (1990).

**Lucie George** (UQAM), *La science politique en temps de crise: Le rôle des acteurs communautaires pour repenser la démocratie - L'exemple de la Table de concertation des femmes de Parc-Extension à Montréal*

Dans le cadre de mon stage postdoctoral en droit à l'UQAM et à Afrique au Féminin, j'explore, entre autres, comment une démocratie plus radicale, qui repose sur la concertation des organismes communautaires œuvrant pour les femmes au sein de la Table de concertation des femmes de Parc-Extension, peut contribuer à une conception de la justice plus structurelle pour les femmes du quartier, et plus particulièrement les femmes immigrées. Les quatre volets principaux de la justice structurelle seront alors analysés : Comment le travail de la Table peut contribuer à une justice distributive pour les femmes de Parc-Extension, notamment dans l'accès à leurs droits socioéconomiques (accès au logement, au travail, et à une alimentation saine et équilibrée, en autres), procédurale (équité des processus de décision), informationnelle (transparence de l'information) et interactionnelle (traitement respectueux). Via l'étude de ce mécanisme de concertation, s'appuyant sur des méthodes de recherche incluant une étude de cas, une enquête de terrain approfondie et l'analyse de données, j'espère pouvoir mettre en lumière comment un tel mécanisme peut nous aider à réimaginer les cadres théoriques et les approches analytiques qui structurent la science politique et ainsi contribuer à penser et éclairer les transformations actuelles, notamment concernant le droit des femmes immigrées.

**Sara Marie Klein** (UQAM), *Le comportement politique des communautés juives dans un contexte de résurgence de l'antisémitisme*

Nous proposons une première série d'analyses portant sur le comportement électoral des communautés juives en France et au Québec, à partir d'une approche comparative. Dans un premier temps, nous examinerons comment les reconfigurations idéologiques des partis politiques influencent le choix partisan des Juifs français et québécois. Dans un second temps, nous analyserons la manière dont l'antisémitisme, en tant qu'enjeu sociétal contemporain, oriente les positionnements politiques au sein de ces communautés. Enfin, nous montrerons comment l'articulation entre ces reconfigurations idéologiques et le contexte d'antisémitisme contribue à une tendance à la droitisation des communautés juives en France et au Québec.

## P19 || Théories de la démocratie et de la justice

**Sections thématiques :** Théories et pensées politiques; Politique comparée

**Horaire :** 6 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération :** à venir

- **Nicolas Lacroix** (UdeM), *Notes sur l'insuffisance de la démocratie militante*
- **Mahir Ergun** (UQAM), *La transformation autoritaire de la démocratie libérale : une anomalie ou une nécessité de la nouvelle ère de crise impérialiste ?*
- **Jean Peterson Notis** et **Cibele Cheron** (Université Fédérale du Rio Grande do Sul), *Gouvernance tutélaire et néocolonialisme: Les notions de démocratie dans les communiqués du Core Group en Haïti (2018-2021)*
- **Jean-Sébastien Laberge** (UOttawa), *Vers une politique dissensuelle*

**Nicolas Lacroix** (UdeM), *Notes sur l'insuffisance de la démocratie militante*

Face à la montée des partis et des mouvements de droite et d'extrême-droite au sein des démocraties libérales, plusieurs auteurs et autrices ont proposé de remobiliser le concept de « démocratie militante ». D'abord formulée dans le contexte de l'expérience du fascisme historique, la démocratie militante suppose que les institutions politiques et judiciaires de la démocratie libérale se voient octroyées des pouvoirs étendus afin de défendre l'ordre démocratique face aux partis et aux mouvements qui la menacent. Si la démocratie militante est parfois critiquée en vertu du risque de contestation de la démocratie et d'érosion des droits et libertés qu'elle représente, elle gagne également à être interrogée en vertu de sa capacité à contrer effectivement les partis et les mouvements qui se portent en faux avec les institutions de la démocratie libérale et, plus encore, avec les normes et les principes démocratiques. À cet égard, il est possible de remarquer qu'en faisant l'impasse sur les inégalités (politiques, sociales, économiques), le recours à des formes de démocratie militante est susceptible de renforcer l'apparente légitimité de ces partis et mouvements en confortant l'idée selon laquelle les institutions politiques et judiciaires de la démocratie libérale servent avant tout à maintenir un ordre politique et social inégalitaire. La démocratie militante apparaît ainsi comme étant à risque de contribuer à miner la légitimité même de la démocratie qu'elle entend pourtant défendre. Considérant cette difficulté, cette communication avancera que la démocratie militante apporte une réponse insuffisante aux partis et aux mouvements anti-démocratiques, et qu'elle gagne à être complétée par la mobilisation de mouvements sociaux démocratiques et la mise en place d'une égalité substantielle. Plus précisément, nous avancerons que pour contrer ces partis et ces mouvements, il est nécessaire que les mouvements sociaux se mobilisent afin d'asseoir la légitimité de la

lutte à leur encontre et afin de refaire des inégalités (politiques, sociales, économiques) un enjeu démocratique.

**Mahir Ergun** (UQAM), *La transformation autoritaire de la démocratie libérale : une anomalie ou une nécessité de la nouvelle ère de crise impérialiste ?*

Dans son ouvrage « Le véritable monde de la démocratie », C.B. Macpherson affirme que le vote démocratique dans les pays occidentaux n'a été accepté qu'après l'établissement de l'État libéral. Selon Macpherson, les exigences de la démocratie n'auraient jamais été acceptées par les démocraties libérales d'aujourd'hui si ces pays n'avaient pas préalablement établi des fondements solides du libéralisme. Les démocraties sont d'abord devenues libérales, puis démocratiques. Autrement dit, avant la démocratie, un système politique fondé sur le capital, la concurrence et le marché était en place dans ces pays. Ainsi, les individus étaient libres de conclure les meilleurs accords possibles dans tous les domaines touchant leur vie. Ils offraient leurs services, leurs produits ou leur travail au marché et faisaient des choix libres quant à leurs dépenses, leur épargne et leurs investissements. Dans la sphère politique, la liberté de choix se manifeste par le choix entre différents partis politiques. D'après les explications de Macpherson, on peut conclure que la démocratie libérale est un produit de l'ère de la libre concurrence du capitalisme. La libre concurrence et la liberté du marché requièrent également un certain degré de liberté politique. De fait, les intérêts concurrents du capitalisme se reflètent dans l'arène politique, notamment lors des élections parlementaires. Si cette proposition est admise, on peut en conclure que la fin de l'ère de la libre concurrence du capitalisme marquera également la fin de la démocratie libérale. Dans ce cas, la monopolisation du capital entraînera une monopolisation de la vie politique parlementaire. La crise du marché et le renforcement des monopoles entraîneront une crise de la démocratie libérale et déclencheront des transformations autoritaires. Cette communication soutient que la tendance à l'autoritarisme dans les pays capitalistes avancés est la conséquence politique de la nouvelle ère du capitalisme monopolistique. Dans ce contexte, on vise à aborder les approches de Macpherson en matière de démocratie libérale ainsi que la définition de l'impérialisme selon Lénine, et à traiter de la transformation autoritaire de la démocratie libérale ainsi qu'une description de la période dans laquelle se trouve le capitalisme depuis les années 1980, souvent définie comme le néolibéralisme, mais que nous définirons comme la nouvelle ère de la crise impérialiste.

**Jean Peterson Notis et Cibele Cheron** (Université Fédérale du Rio Grande do Sul), *Gouvernance tutélaire et néocolonialisme: Les notions de démocratie dans les communiqués du Core Group en Haïti (2018-2021)*

L'étude analyse les communications du Core Group en Haïti entre 2018 et 2021, en cherchant à comprendre comment les notions de démocratie sont articulées et diffusées durant cette période. La recherche souligne que ces discours officiels reflètent une vision coloniale de l'intervention et de la tutelle, où la démocratie est souvent présentée comme

un modèle externe, limitant l'autonomie du peuple haïtien et reproduisant la colonialité du pouvoir (Faton, 2007 ; Osna, 2022 ; Quijano, 2005). L'approche critique s'appuie sur l'analyse thématique de contenu (Braun et Clarke, 2006 ; Castro, Labra et Chamblas, 2022 ; Escudero, 2020 ; Oliveira, 2008) afin d'identifier les significations normatives de la démocratie présentes dans ces documents, révélant la reproduction de formes de pouvoir impérial qui marginalisent les épistémologies locales et renforcent la subalternisation politique. La recherche propose une lecture décoloniale de ces messages, en remettant en question les impositions du Nord global et en soulignant l'importance de renforcer les épistémologies haïtiennes et l'autodétermination (Casimir, 2007 ; Seguy, 2014 ; Trouillot, 2016). Ainsi, l'étude contribuera à une compréhension critique des interventions internationales et de leur rôle dans la reproduction des relations de pouvoir colonial, en proposant des alternatives fondées sur une perspective d'autonomie et de souveraineté réelle pour Haïti.

**Jean-Sébastien Laberge** (UOttawa), *Vers une politique dissensuelle*

À la suite d'une recherche doctorale récemment complétée, cette proposition propose d'explorer la perspective d'une politique dissensuelle à partir de la démocratie écosophique théorisée par Félix Guattari. Cette perspective permet de distinguer deux attitudes en regard de la division. Soit une solidaire qui en fait un vecteur de créativité et une antipathique qui la conçoit comme étant à la fois un danger (perte-absence d'unité) et une nécessité (unité par exclusion). En ce sens la première permet de développer une politique à la hauteur du pluralisme alors que la seconde dévalorise ce fait politique. La présentation montrera comment la politique dissensuelle qui anime la démocratie écosophique permet de penser la division comme moteur de recomposition du commun et donc comme étant la dynamique propre de la démocratie (comprise comme gestion-cohabitation de la différence, du pluralisme). De telle sorte que l'écosophie guattarienne permet de reconfigurer la politique de la division en politique de la création stimulant la vitalité du tissu social et de l'intelligence collective permettant d'assurer la résilience. Elle permet aussi d'expliquer comment la dévalorisation de la division (et ainsi la valorisation du consensus) affaiblit la démocratie et correspond à une attitude fascisante. Alors que la perspective d'une politique dissensuelle demeure marginale dans un monde où il y a pour ainsi dire un consensus sur la politique consensuelle, l'apport de la démocratie écosophique de Guattari n'a jamais été mis de l'avant.

## P20 || Science, IA et gouvernance

**Sections thématiques :** Politique québécoise, canadienne et autochtone; Politiques et administrations publiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération:** à venir

- **Julien Larregue** (ULaval), *Réformer le gouvernement de la science : analyse d'un mouvement de réforme en psychologie (2010-...)*
- **Étienne Proulx** (ULaval), *Entre innovation et précaution : Une décennie de discours parlementaires sur l'intelligence artificielle au Canada*
- **Anne Cecil Imouza** (McGill), *La perception de l'intelligence artificielle au Canada: une approche intersectionnelle*

**Julien Larregue** (ULaval), *Réformer le gouvernement de la science : analyse d'un mouvement de réforme en psychologie (2010-...)*

Depuis le début des années 2010, la psychologie—rejointe par des disciplines voisines—a vu émerger un ensemble de réformes visant à rendre la production de connaissances plus « rigoureuse » et « solide » : pré-inscription des hypothèses, données ouvertes, rapports enregistrés, politiques éditoriales renforcées, campagnes de réplication, etc. Ce mouvement constitue un laboratoire exceptionnel pour analyser, en sociologie politique, comment se reconfigurent normes, autorités et instruments de gouvernement de la science. Cette communication propose une enquête sociologique sur trois questions liées : (1) Que signifie « réformer » la science—au-delà des slogans—et comment cette ambition s'articule-t-elle aux rapports des chercheurs à leur discipline et à son passé ? (2) Comment des pratiques autrefois légitimes (p-hacking, HARKing, faible puissance statistique) sont-elles soudain requalifiées comme déviantes et répréhensibles ? (3) Quelles formes de travail (conceptuel, organisationnel, métrique) et quelles conditions sociales (crises de confiance, arènes éditoriales, incitations des agences, infrastructures techniques) rendent possible l'essor et la diffusion d'un mouvement de réforme ? Pour aborder ces questions, je combine la sociologie des champs scientifiques (reconfigurations des positions et du capital de crédibilité), la sociologie de la moralisation (construction de « mauvais comportements », dispositifs de reddition de comptes), et la littérature de science politique relative aux mouvements sociaux.

**Étienne Proulx** (ULaval), *Entre innovation et précaution : Une décennie de discours parlementaires sur l'intelligence artificielle au Canada*

La régulation de l'intelligence artificielle soulève une tension fondamentale entre deux impératifs : protéger la population des risques technologiques et maintenir la compétitivité économique dans une course mondiale à l'innovation. Cette recherche examine comment les parlementaires canadiens négocient cette tension en analysant systématiquement les discours à la Chambre des communes et en commission parlementaire de 2015 à 2026. À partir d'un corpus exhaustif de débats extraits automatiquement, une classification est développée distinguant deux orientations réglementaires dominantes : une approche privilégiant la protection publique (droits du travail, vie privée, discrimination algorithmique) et une approche privilégiant la compétitivité économique (innovation, croissance, position stratégique du Canada). L'analyse examine l'évolution temporelle de ces cadres discursifs, leurs variations selon les partis politiques et leurs différences entre la Chambre et les commissions. Une attention particulière est portée aux moments-clés potentiels de recadrage, notamment le lancement de la Stratégie pancanadienne en matière d'IA (2017), l'émergence de ChatGPT (2022) et le dépôt du projet de loi C-27. Cette recherche offre le premier portrait empirique systématique des discours parlementaires canadiens sur l'IA et contribue méthodologiquement à l'analyse automatisée des débats législatifs sur les technologies émergentes. Elle pose les bases pour comprendre les dynamiques d'influence dans les processus réglementaires contemporains.

**Anne Cecil Imouza** (McGill), *La perception de l'intelligence artificielle au Canada: une approche intersectionnelle*

Malgré le rôle croissant de l'intelligence artificielle (IA) dans les tâches quotidiennes des individus, l'opinion publique demeure ambivalente et partagée (Kennedy et al. 2025; Léger 2025). Les études s'intéressant aux attitudes envers les systèmes d'information et les interactions humain-machine ont identifié plusieurs ensembles de facteurs influençant l'acceptation, la confiance et le soutien envers l'IA dans les secteurs public et privé, notamment les caractéristiques sociodémographiques, le cadrage perceptuel et les attitudes de manière plus générale (Kashive et al. 2020; Kleizen et al. 2023; Romualdi et al. 2025). Cependant, très peu d'études ont examiné l'intersection des identités sociales, fondées sur l'ethnicité/la couleur de peau et le genre, pouvant influencer la façon dont les individus interagissent avec et perçoivent les technologies basées sur l'IA. De plus, la littérature scientifique en Critical Technology Studies a démontré que les groupes intersectionnels, tels que les femmes de couleur, vivent des expériences différenciées face à ces technologies, lesquelles tendent à reproduire des inégalités sociales existantes (Noble 2018; Benjamin 2023; Buolamwini 2024). Ainsi, cette étude cherche à répondre à la question suivante: De quelle manière les identités intersectionnelles influencent-elles la perception de l'IA, comparativement à celle d'autres groupes ? En m'appuyant sur la

théorie de l'intersectionnalité (Crenshaw 1989; Hancock 2007) et sur des données issues d'un sondage national mené auprès de 8 000 Canadiens en juillet 2025, j'examine comment les préoccupations liées à l'IA et les perceptions de biais social de l'IA varient selon les identités sociales intersectionnelles des individus, et comment celles-ci influencent, à leur tour, la confiance, l'acceptation et le soutien à l'IA dans les services publics.

## P21 || Nationalisme, populisme et droite radicale au Canada et au Québec

**Sections thématiques :** Politique québécoise, canadienne et autochtone, Sociologie et comportements politiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération:** à venir

- **Frédéric Guillaume Dufour** (UQAM), *Les électeurs potentiels du PQ ont-ils un profil de droite populiste ?*
- **Benjamin Ferland** (Université d'Ottawa) Alex B. Rivard (Athabasca University), Audrey Gagnon (Université d'Ottawa), Marc André Bodet (Université Laval), *Portrait des attitudes radicales de droite au Québec*
- **Frédéric Boily** (U Alberta), *Nature intellectuelle et idéologique du séparatisme albertain : une analyse de discours (2025)*

**Frédéric Guillaume Dufour** (UQAM), *Les électeurs potentiels du PQ ont-ils un profil de droite populiste ?*

Le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon, s'est attiré beaucoup les foudres de ses adversaires en affichant un style plus combatif depuis l'été 2025 et en répondant de façon beaucoup plus systématique à ses détracteurs. Aux yeux de certains commentateurs actifs sur les réseaux sociaux, il faudrait interpréter ces changements de branding, autant au niveau du contenant, que du contenu, comme le fait que le PQ cherche de plus en plus à séduire un électorat répondant au profil des électeurs des formations de droite radicale ou populiste. Dans cette présentation, nous nous intéressons moins à l'analyse de chacun des énoncés du chef du PQ, qu'aux enjeux sur lesquels les électeurs potentiels du PQ convergent et divergent d'avec ceux des électeurs des autres formations politiques dans l'arène politique québécoise. Nous explorons ces convergences et divergences en analysant où se situent les électeurs potentiels du PQ sur un ensemble d'enjeux sociaux contemporains. Notre étude repose sur l'analyse bivariée et multivariée d'un échantillon de 1402 répondants québécois réparti en proportion des régions administratives du Québec. Les données originelles furent récoltées au mois de juillet 2025. Nos résultats indiquent que sur plusieurs enjeux sociaux les électeurs potentiels du Parti Québécois ont un profil très libéral : notamment sur les questions de diversité sexuelle et d'éducation à la sexualité. Ils tendent également à montrer inquiets par la montée de l'extrême droite, de l'intolérance et de la désinformation sur les réseaux sociaux. Ils sont inquiétés par la montée de l'immigration, mais ils ne sont pas ceux que ce phénomène inquiète le plus. En somme, il ressort de notre analyse un portrait des électeurs potentiels du Parti Québécois qui les distingue sur des aspects importants de ceux des formations de droite populiste.

**Benjamin Ferland** (Université d'Ottawa) Alex B. Rivard (Athabasca University), Audrey Gagnon (Université d'Ottawa), Marc André Bodet (Université Laval), *Portrait des attitudes radicales de droite au Québec*

Les partis associés à la droite radicale sont en forte croissance en Occident. Dans le contexte canadien et québécois plus spécifique à notre projet, nous savons que certaines attitudes citoyennes soutenant ces partis sont présentes, mais aucun parti politique ne semble pour l'instant mobiliser significativement ces dispositions attitudinales. L'objectif de notre étude est d'offrir un portrait exhaustif des attitudes radicales de droite au Québec, ainsi que leurs fondements sociodémographiques et leurs conséquences électorales. À notre connaissance, aucune étude dans le contexte québécois n'a examiné l'ensemble des dimensions attitudinales associées à la droite radicale telles que le populisme, le nativisme, l'autoritarisme et le conservatisme social. Nous souhaitons tout d'abord évaluer l'ampleur de leur présence et broser un portrait des différentes configurations liant ces dimensions. Nous considérerons ensuite si ces configurations attitudinales sont davantage associées à certains profils sociodémographiques identifiés dans les recherches sur la droite radicale. Finalement, nous étudierons le comportement électoral (intentions de vote et participation/abstention) de ces individus dit radicaux. Notre étude mobilise un sondage représentatif de la population québécoise réalisé au printemps 2024 dans lequel nous avons mesuré chacune des dimensions attitudinales avec une série de questions exhaustives et établies dans la littérature connexe.

**Frédéric Boily** (U Alberta), *Nature intellectuelle et idéologique du séparatisme albertain : une analyse de discours (2025)*

La nature politique et idéologique de l'idée « séparatiste », en Alberta, est difficile à saisir. En effet, on ne sait pas toujours, au-delà de l'insatisfaction contre le gouvernement libéral à Ottawa, qu'elles sont les principaux motifs et justifications de ce projet. C'est pourquoi, dans cette communication, il s'agira d'identifier la nature idéologique des justifications qui sont mises de l'avant par les séparatistes albertains. Nous émettrons l'hypothèse qu'il faut situer le sentiment séparatisme sur une trame politique albertaine ancienne, celle de l'Aliénation de l'Ouest. À cette fin, nous entreprendrons une analyse de discours de textes et de vidéos présents sur des sites prônant le séparatisme, comme celui du Alberta Prosperity Project, ainsi que les textes d'un nouveau parti politique, le Republican Party of Alberta et d'une formation marginale l'Independence Party of Alberta. L'analyse de discours reposera sur l'idée que l'on invoque plusieurs types de justifications (économiques, culturelles, géographiques et politiques) pour avancer la nécessité de la séparation. Elle permettra de montrer que les motifs de mécontentement d'aujourd'hui présentent à la fois des similitudes mais aussi des différences avec ceux du mouvement séparatiste albertain des années 1980 car ils sont le produit d'une nouvelle dynamique qui s'est mise en place avec l'élection du gouvernement libéral de Justin Trudeau, en 2015. Voilà qui permettra, enfin, de montrer que l'Aliénation de l'Ouest n'est pas identique à elle-même à travers le temps.



## P22 || La gauche, la droite et l'appui à la souveraineté au Québec

**Sections thématiques :** Politique québécoise, canadienne et autochtone, Sociologie et comportements politiques

**Horaire:** 7 mai 2026, 10h45-12h15

**Modération:** à venir

- **Mélyann Guévremont et Jean-François Daoust** (USherbrooke), *La « gauche » et la « droite » au Québec : quelle interprétation des citoyens et citoyennes?*
- **Christ Mao David Pierre** (UQAM), *La communauté haïtienne et les référendums québécois de 1980 et 1995*
- **Alexandre Rivard** (Athabasca University) et **Zack Taylor** (Western University), *Je me souviens : Privation nostalgique et appui à la souveraineté du Québec*

**Mélyann Guévremont et Jean-François Daoust** (USherbrooke), *La « gauche » et la « droite » au Québec : quelle interprétation des citoyens et citoyennes?*

Le clivage gauche-droite est un clivage particulièrement important en raison de sa portée quasi universelle, alors qu'il est un facteur prédominant influençant les dynamiques politiques dans presque toutes les démocraties occidentales (Cochrane 2015; Noël et Thérien 2008). Toutefois, la signification de ce qu'est la « gauche » et la « droite » varie à travers le temps et l'espace. Malgré cette variation, l'échelle gauche-droite reste importante pour mesurer le positionnement tant des partis politiques que de l'électorat, même dans des systèmes politiques qui peuvent être dominés par d'autres clivages, comme le Québec l'a longtemps été avec la division en fonction de la question nationale. Or, très peu de travaux s'intéressent à la manière dont l'électorat interprète l'axe gauche-droite. L'objectif de cette recherche est ainsi de mieux comprendre comment l'électorat québécois conceptualise l'axe gauche-droite. Plus précisément, dans un premier temps, nous examinons comment certaines attitudes politiques fondamentales, comme les attitudes envers le nationalisme, la redistribution des richesses, l'immigration et le féminisme, influencent la façon dont l'électorat interprète l'axe gauche-droite. Dans un deuxième temps, nous estimons l'effet relatif de ces différentes composantes sur le positionnement individuel sur l'axe gauche-droite. Grâce à un devis longitudinal, nous examinons également si les effets observés varient à travers les contextes politiques afin de mieux saisir l'évolution du clivage gauche-droite en politique québécoise.

**Christ Mao David Pierre** (UQAM), *La communauté haïtienne et les référendums québécois de 1980 et 1995*

Au moment de la Révolution tranquille, le nationalisme québécois est perçu comme un nouveau nationalisme en plein essor, prenant une importance croissante tant sur le plan

politique que symbolique, et se manifestant principalement à travers l'État québécois (Linteau et al., 1994 ; Balthazar, 2004). En plus de ce déploiement à travers l'État québécois, le nationalisme québécois détient une aile plus « radicale » représentée par le mouvement indépendantiste (Linteau et al., 1994), ce qui amènera aux référendums de 1980 et 1995 concernant la souveraineté du Québec. L'historien Simon-Pierre Lacasse (2022) rapporte que la Révolution tranquille avait permis aux Québécois d'exprimer une forme de nationalisme progressiste, dont l'un des corollaires était l'ouverture à l'autre et le désir de construire une société autonome où l'immigration serait un moyen de développement plutôt qu'une menace. Ce changement d'attitude du Québec à l'égard de l'immigration, amorcé avec le nationalisme progressiste durant la Révolution tranquille, a ouvert la voie à de nouveaux groupes migratoires, dont les Haïtiens et Haïtiennes. Au fil des années, on a vu la communauté haïtienne s'organiser afin de lutter contre la discrimination tout en s'impliquant dans la sphère politique québécoise (Saint-Victor, 2021). En dépit de leurs implications au sein de la société québécoise, peu de recherches ont mis de l'avant les aspects politiques du processus d'intégration de la communauté haïtienne. Cette communication propose d'examiner comment la communauté haïtienne au Québec a perçu et interprété le projet indépendantiste dans les contextes référendaires de 1980 et 1995, en s'appuyant sur l'analyse d'archives, de littérature scientifique et d'entretiens avec des personnalités publiques de la communauté haïtienne. S'inscrivant dans une réflexion plus large sur les dynamiques entre la communauté haïtienne et le projet indépendantiste québécois de l'époque, cette étude met en lumière les convergences, tensions ayant marqué ces interactions. Elle invite également à réfléchir à la résonance actuelle de ces débats.

**Alexandre Rivard** (Athabasca University) et **Zack Taylor** (Western University), *Je me souviens : Privation nostalgique et appui à la souveraineté du Québec*

Dans la foulée du référendum de 1995, l'École de Montréal a souligné l'importance des analyses coûts-bénéfices où les électeurs évaluaient l'économie et la protection linguistique en cas de référendum (Blais et al. 1995; Nadeau et al. 1999; Martin 1994). Des recherches plus récentes montrent que l'analyse coûts-bénéfices demeure le facteur le plus informatif pour prédire l'appui à l'indépendance (Ferland et al. 2025), mais notre compréhension s'est étendue pour inclure la gestion de l'immigration et de la diversité ethnoculturelle (Bélanger et Godbout 2022; Mahéo et Bélanger 2018, 2022), l'idéologie (Blanchet et Madeiros 2019; Ferland et al. 2025), les événements politiques (Dufresne et al. 2019), et les effets générationnels (Mahéo et Bélanger 2024; Valée-Dubois et al. 2020; Ferland et Desrochers 2023) au cadre explicatif. Nous en savons cependant toujours peu sur le rôle du passé dans la structuration de l'appui. Cet article examine le rôle de la privation nostalgique (« nostalgic deprivation », ND) dans l'appui à l'indépendance. La ND réfère à une perte perçue de statut sociétal par rapport à un passé idéalisé (Gest et al. 2018; Versteegen 2024; Elgenius et Rydgren 2022).

## P23 || Politiques environnementales au Québec et au Canada: les défis de la transition

**Sections thématiques :** Politique québécoise, canadienne et autochtone, Sociologie et comportements politiques

**Horaire:** 5 mai 2026, 15h45-17h15

**Modération:** à venir

- **Marie-Félix Fortin** (ULaval), *L'évolution du positionnement des partis conservateurs canadiens sur les changements climatiques de 1988 à 2025*
- **Alexis Gallant** (ULaval), *Entre écologisme et populisme?: analyse du cas du Parti vert du Nouveau-Brunswick*
- **Rebecca Soland** (ULaval), *Une transition environnementalement et socialement juste : le cas du Québec*

**Marie-Félix Fortin** (ULaval), *L'évolution du positionnement des partis conservateurs canadiens sur les changements climatiques de 1988 à 2025*

Le conservatisme est parmi les variables prédisant le plus le manque de soutien envers les politiques climatiques, et ce, tant au niveau des attitudes individuelles (Cruz, 2017; Dunlap & McCright, 2008; Hornsey et al., 2016) que des partis politiques (Brás et al., 2024; Hess & Renner, 2019; Schulze, 2021). Au Canada, le Parti conservateur du Canada (PCC) a peiné à faire reconnaître l'existence des changements climatiques auprès de ses membres. Pourtant, quelques décennies avant, le chef progressiste-conservateur Brian Mulroney était reconnu à l'international comme un leader en matière d'environnement et de changements climatiques (Chaloux, 2014; Smith, 2009). Que s'est-il passé durant cette période de moins de quarante ans? Cette recherche vise à répondre à la question suivante : Comment le positionnement des partis conservateurs canadiens sur l'enjeu climatique a-t-il évolué entre 1988 et 2025? Une analyse longitudinale des plateformes électorales du PCC et de ses prédécesseurs sera réalisée à travers la mesure de deux éléments : la saillance et le niveau d'engagement. D'abord, la saillance de l'enjeu climatique sera mesurée pour chaque plateforme électorale du corpus. Puis, pour évaluer le niveau d'engagement des propositions climatiques, une classification des politiques climatiques (et anti-climatiques) est développée. À travers ces analyses, ce projet vise à identifier les trajectoires des partis conservateurs canadiens sur l'enjeu climatique et à explorer de potentielles explications de ces changements.

**Alexis Gallant** (ULaval), *Entre écologisme et populisme?: analyse du cas du Parti vert du Nouveau-Brunswick*

La communication proposée représente mon mémoire maîtrise et ses résultats. Cette recherche examine la présence du populisme dans la province du Nouveau-Brunswick (N.-B.), ainsi qu'au sein de son parti vert. Contrairement à la recherche sur le populisme de droite, celle sur le populisme de gauche au Canada représente un quasi vide dans la littérature bien qu'elle soit importante en Europe et en Amérique Latine. Toutefois, la province du N.-B. semble présenter des conditions propices à son émergence en raison de l'omniprésence d'une « élite » économique bien connue et définie (conglomérat Irving), influençant de plusieurs façons sa vie politique et économique. De fait, le Parti vert du N.-B. (PVNB), notre cas d'étude, critique fréquemment cette « élite » dans les médias et à l'Assemblée législative en se positionnant comme défenseur du « peuple ». Du même coup, ce parti réussit, depuis les élections provinciales de 2018, une certaine montée en popularité. Cette recherche pose donc la question centrale suivante : « Depuis sa montée électorale de 2018, le PVNB est-il un parti populiste? ». De surcroît, elle identifie les caractéristiques spécifiques de ce populisme. Elle examine aussi son interaction avec un aspect central du parti, l'écologisme, contribuant ainsi au concept émergent de « populisme vert ». Cette recherche analyse finalement la présence de courants au sein du parti qui semblent articulés au tour des différentes identités linguistiques (anglophones et acadiens) et de l'utilisation du populisme.

**Rebecca Soland** (ULaval), *Une transition environnementalement et socialement juste : le cas du Québec*

Les recherches sur le concept de la transition juste sont nécessaires, car bien qu'une transition énergétique soit impérative pour répondre à la crise climatique, celle-ci peut venir causer des injustices sociales et environnementales lors de sa mise en œuvre. Par exemple, la fabrication des technologies de la transition énergétique implique une intensification de l'exploitation des minéraux critiques et stratégiques (MCS). Bien que l'exploitation minière soit indispensable à la transition énergétique, celle-ci est très polluante, cause la destruction d'habitats naturels et de la biodiversité, et amène des conséquences socioculturelles importantes sur les populations des territoires affectés par l'activité minière, notamment les populations autochtones. Cette communication abordera ainsi les injustices sociales et environnementales liées à la transition énergétique au Québec, en examinant le concept de la transition juste. Les questions de recherche sont les suivantes : comment définir les critères d'une transition juste? La transition énergétique au Québec, telle que présentée dans les principales politiques publiques du gouvernement québécois pour les années 2020 à 2030, est-elle juste?

## P24 || L'Afrique en mutation

**Sections thématiques :** Politique comparée

**Horaire:** 7 mai 2026, 14h-15h30

**Modération:** à venir

- **Lionel Amahata Kiabega** et **Manuella Garcia Noa Nyangono** (Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand), *Marginalisation administrative de la science politique dans les institutions universitaires publiques camerounaises : entre pesanteurs originelles et incurie institutionnelle.*
- **Mohamed Sifa** (Université Moulay Ismail Meknes), *Internationalisation du droit électoral et recomposition du champ partisan au Maroc (2011–2025) : que peut la science politique entre droit, données et terrain ?*
- **Khadija Alaoui**, (Université Mohammed VI Polytechnique), *Repenser les relations internationales à travers le concept du risque politique : implications des différends maritimes sur le développement du secteur énergétique en Afrique.*

**Lionel Amahata Kiabega** et **Manuella Garcia Noa Nyangono** (Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand), *Marginalisation de la science politique dans les institutions universitaires camerounaises : entre pesanteurs originelles et incurie institutionnelle.*

Depuis l'engagement universitaire des premiers politistes camerounais pour son affranchissement administratif dans les années 80, la nomination de son premier chef de département en 2000 et la consécration de l'autonomie de ses cursus et programmes d'enseignement dans une université camerounaise en 2005, la science politique demeure néanmoins profondément murée dans l'ombre du droit en général, et du droit public en particulier. Au-delà de la création des départements de science politique dans les facultés de droit et science politique de toutes les universités du pays qui en possède une, il y a une sorte de marginalisation administrative de la discipline et de ses représentants. Celle-ci se lit à travers la nomination des politistes à des postes de responsabilités dans les universités, le nombre de postes à pourvoir dans les recrutements d'enseignants et dans les appels à candidature des masters et doctorats, le nombre de cours fondamentaux dans les programmes des facultés où la science politique s'étudie encore en tronc commun avec les sciences juridiques. L'objectif de cette communication est d'interroger les logiques et dynamiques de mise en retrait tantôt subie, tantôt volontaire de la science politique dans les institutions universitaires publiques au Cameroun. Il s'agit de s'inscrire dans le dépassement des travaux sur l'institutionnalisation de la science politique au Cameroun pour questionner non plus seulement son incrémentation mais sa gouvernance académique, administrative voire politique.

**Mohamed Sifa** (Université Moulay Ismail Meknes), *Internationalisation du droit électoral et recomposition du champ partisan au Maroc (2011–2025) : que peut la science politique entre droit, données et terrain ?*

Depuis 2011, le Maroc a connu une série de réformes électorales (ingénierie des scrutins, règles de financement, dispositifs de parité, observation et numérisation des opérations) qui s'inscrivent dans des circulations transnationales de normes. Cette communication interroge les effets concrets de cette « internationalisation » du droit électoral sur la compétition partisane, la représentation et les pratiques de campagne. À la croisée du droit public et de la science politique, elle propose un cadre d'analyse combinant néo-institutionnalisme, transferts de politiques et approche « law-in-action ». Méthodologiquement, l'étude mobilise un design mixte : (1) analyse de corpus des textes et circulaires électorales (2011–2025) ; (2) base de données des résultats agrégés par territoire et par type de scrutin ; (3) entretiens semi-directifs avec responsables partisans, autorités électorales et observateurs ; (4) observation ethnographique de campagnes locales ; (5) analyses de réseaux des alliances et investitures. Les résultats attendus éclairent trois dynamiques : (i) des gains en représentativité descriptive (notamment via les mécanismes de parité) ; (ii) une fragmentation accrue du système partisan liée aux incitations de la règle électorale ; (iii) une professionnalisation sélective des campagnes sous contrainte de ressources et de capacités administratives.

**Khadija Alaoui**, (Université Mohammed VI Polytechnique), *Repenser les relations internationales à travers le concept du risque politique : implications des différends maritimes sur le développement du secteur énergétique en Afrique.*

Cet article examine les risques politiques et les implications des différends frontaliers maritimes sur l'industrie pétrolière et gazière du golfe de Guinée. S'appuyant sur la théorie fonctionnaliste de Douglas M. Johnston, l'étude oppose les approches coopératives de la sécurité (sécurité positive) au paradigme réaliste de la sécurité négative. Cette étude repense les différends frontaliers maritimes en Afrique à travers l'analyse des risques politiques, en présentant un nouveau cadre pour comprendre comment les incertitudes territoriales façonnent l'investissement, la gouvernance et la sécurité régionale dans le secteur des hydrocarbures. La principale contribution de cet article est l'application du concept de risque politique pour expliquer les enjeux des conflits frontaliers maritimes et explorer les cadres coopératifs comme les zones de développement conjoint. Cette approche va au-delà de l'analyse traditionnelle des conflits ; plutôt que de se contenter d'identifier les principaux acteurs, stratégies et scénarios, l'article se concentre sur la manière dont ces différends entravent le développement de l'industrie pétrolière et gazière de la région. Utilisant une méthodologie qualitative basée principalement sur des sources secondaires, l'article identifie trois principaux risques politiques pour le secteur des hydrocarbures : l'incertitude juridique sur les droits souverains, la faible protection des intérêts des entreprises (cas de l'Angola et de la Guinée équatoriale) et l'accès restreint aux ressources offshore (cas de la RDC), aggravés par les défis de la sécurité maritime.